



ORGANISATION DES NATIONS UNIES
POUR LE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL

 **OBJECTIFS
DE DÉVELOPPEMENT
DURABLE**

A decorative graphic on a blue background. It features a large gear on the right side, composed of several segments in various colors (green, blue, yellow, orange, pink, red). Inside the gear segments are small images of people working in industrial or agricultural settings. To the left of the gear, there are several yellow stars of varying sizes, each containing a small image of people or industrial equipment. The year '2021' is written in large, white, outlined numbers in the center-left area.

2021

L'ONUDI ET L'UNION EUROPÉENNE

ÉTAT DU PARTENARIAT INTERNATIONAL

L'ONUDI et l'Union européenne -
État du partenariat international 2021 © ONUDI 2022.
Tous droits réservés.

CLAUSES DE NON-RESPONSABILITÉ

La version originale anglaise du présent document n'a pas été revue par les services d'édition de l'Organisation des Nations Unies. Les appellations employées dans le présent document et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites, ou à leur système économique et degré de développement. Les appellations « développé », « industrialisé » ou « en développement » sont employées à des fins statistiques et n'expriment pas nécessairement un jugement quant au niveau de développement de tel ou tel pays ou telle ou telle zone. La mention dans le texte de la raison sociale ou des produits d'une société n'implique aucune prise de position en leur faveur de la part de l'ONUDI.

Bien qu'un grand soin ait été apporté à l'exactitude des informations contenues dans ce document, ni l'ONUDI ni ses États membres n'assument aucune responsabilité quant aux conséquences qui pourraient résulter de l'utilisation de ce matériel.

Cette publication a été réalisée avec le soutien financier de l'Union européenne. Son contenu relève de la seule responsabilité de l'ONUDI et ne reflète pas nécessairement les vues de l'Union européenne.

Les informations et les opinions présentées dans ce rapport sont celles de ou des auteur(s) et ne reflètent pas nécessairement l'opinion officielle de l'Union européenne. Ni les institutions et organes de l'Union européenne ni aucune personne agissant en leur nom ne peut être tenue pour responsable de l'utilisation qui pourrait être faite des informations contenues dans ce document.

Toutes les photos © ONUDI, Bureau de l'ONUDI à Bruxelles, iStockphoto, sauf indication contraire

Ce document peut être librement cité ou réimprimé, mais une reconnaissance est requise

Le rapport complet est disponible en ligne à l'adresse www.unido.org

Original : ANGLAIS

Sommaire

AVANT-PROPOS	4
1 Le partenariat EU-ONUDI en bref	7
2 Un partenariat pour la convergence des politiques	13
3 Un partenariat pour la coopération technique	37
4 Des projets pour la croissance durable, l'emploi et l'ère numérique	45
5 Des projets pour un Green Deal mondial	83
LISTE DES PROJETS COMPLÉTÉS	108
ACRONYMES DES PARTENAIRES DE MISE EN ŒUVRE	120



Hiroshi Kuniyoshi

Deputy to the Director General and Managing Director,
Directorate of External Relations and Policy Research, UNIDO

Je suis particulièrement ravi de signer l'avant-propos de ce rapport sur « L'ONUDI et l'Union européenne : État du partenariat international 2021 », qui illustre la relation unique que l'ONUDI et l'Union européenne ont développée au long de plusieurs décennies.

La pandémie de COVID-19 a eu un impact socio-économique dévastateur et a prouvé que le multilatéralisme et la coopération internationale sont plus que jamais essentiels au développement industriel inclusif et durable. Le multilatéralisme contribuera à ouvrir la voie aux transitions écologiques et numériques pour l'avenir d'une planète saine et l'autonomisation des prochaines générations.

Malgré des temps extraordinairement difficiles, le partenariat entre l'ONUDI et l'Union européenne reste solide. Nous partageons un engagement commun envers les principes de la charte des Nations unies et l'effort d'éradiquer la pauvreté et de parvenir à un développement durable qui ne laisse personne de côté.

Au cours des dernières années et grâce à la confiance et au soutien continu de l'UE, l'ONUDI a contribué activement à aider les pays en fournissant un soutien technique dans divers de nos domaines d'expertise 2. Notre vision commune s'est traduite par des avantages tangibles dans plus de 100 pays d'Afrique, d'Asie et du Pacifique, d'Amérique latine et des Caraïbes, et du voisinage européen. Ensemble, nous avons créé et préservé des emplois, réduit la pauvreté, accru la prospérité et lutté contre le changement climatique et les inégalités pour aider les plus vulnérables et protéger la planète. Cette période de perturbations a mis en évidence l'importance du partenariat ONUDI-UE pour traiter la dimension économique de la crise.

Au moment où ce document a été écrit, l'ONUDI met en œuvre un total de 29 projets, pour un volume total estimé à 222 millions de dollars, financés par l'UE et axés sur un développement industriel inclusif et durable.

Outre l'assistance technique, les conseils en matière de politique et la coopération en matière de normes, l'ONUDI et l'UE ont uni leurs efforts pour promouvoir des politiques progressistes au niveau mondial. Ensemble, nous avons plaidé en faveur de l'énergie durable, de l'économie circulaire, de la numérisation et de l'industrie 4.0 dans le cadre de forums mondiaux tels que les Journées européennes du développement (JED), le Forum de l'énergie de Vienne (VEF), le Sommet mondial sur la fabrication et l'industrialisation (GMIS), la Semaine verte et de l'énergie durable de l'UE, et des conférences générales de l'ONUDI.

L'ODD9 pour « construire des infrastructures résilientes, promouvoir une industrialisation inclusive et durable, et encourager l'innovation » est au cœur du mandat de l'ONUDI. Notre motivation a abouti à un développement industriel inclusif et durable et à l'Agenda 2030 est plus forte que jamais. L'ONUDI est prête à renforcer davantage son partenariat stratégique avec l'Union européenne, accélérant ainsi les Progrès vers la réalisation des ODD et permettant de mieux reconstruire après la pandémie de COVID-19.



Stephan Klement

Ambassadeur, chef de la délégation de l'Union européenne auprès des organisations internationales à Vienne

L'Union européenne est et restera pleinement engagée dans la promotion d'un multilatéralisme efficace. Nous sommes convaincus que seules la coopération internationale et les solutions multilatérales nous permettront de relever les défis communs de l'humanité.

Pour surmonter la pandémie de COVID-19 et mieux reconstruire, il faut des efforts coordonnés à l'échelle mondiale pour une reprise verte, numérique, inclusive et résiliente, ne laissant personne de côté. Plus que jamais, il est essentiel de travailler main dans la main avec les Nations unies pour faire de cet objectif une réalité. L'UE et les organisations multilatérales sont des alliés naturels. Il existe de nombreux exemples de réussite dans lesquels ces partenariats ont contribué à façonner la gouvernance mondiale et, surtout, à faire la différence dans les domaines de la coordination des politiques économiques et financières mondiales, du développement, de la réponse humanitaire, du changement climatique, de l'environnement, ainsi que de la paix et de la sécurité.

Dans ce cadre, l'UE a développé une relation étroite avec l'ONUDI, qui s'étend sur près de trois décennies. Après la signature d'un accord de coopération en 1993, l'UE et l'ONUDI ont conjointement mis en œuvre des projets dans plus de 100 pays, et en particulier dans les pays les moins avancés, en mettant l'accent sur l'éradication de la pauvreté et le soutien aux plus vulnérables, notamment les femmes et les jeunes. L'expertise unique de l'ONUDI en matière de promotion de l'industrialisation durable dans les pays en développement constitue le fondement de ce partenariat. Conformément à son mandat de promotion du développement industriel inclusif et durable (ISID) dans le monde entier, l'ONUDI est à l'avant-garde de la décarbonisation industrielle et de l'économie circulaire. Soutenant cet effort, l'UE et ses États membres restent les plus grands contributeurs de l'ONUDI, fournissant plus d'un tiers du total des contributions volontaires en 2020.

Aux côtés d'autres pays et organisations internationales, l'UE et ses États membres sont engagés dans la réalisation des objectifs de développement durable, inscrits dans le Programme 2030. En s'attaquant à la corrélation évidente entre les faibles niveaux d'industrialisation et la pauvreté, le partenariat UE-ONUDI contribue au développement socio-économique à l'échelle mondiale, notamment la réduction de la pauvreté (ODD1), la sécurité alimentaire (ODD2), la croissance économique (ODD8) et les infrastructures, l'industrialisation et l'innovation (ODD9). Ces dernières années, l'ampleur des efforts et des investissements collectifs nécessaires pour lutter contre le changement climatique et parvenir à un développement véritablement durable est devenue évidente. Notre partenariat avec l'ONUDI contribue efficacement à la composante internationale du Green Deal européen et favorise les énergies renouvelables (ODD7), la consommation et la production durables (ODD12), la réduction des émissions de gaz à effet de serre et de la pollution (ODD13), ainsi que la conservation et la protection des écosystèmes océaniques et terrestres (ODD14).

Les défis sont immenses et nécessitent une mobilisation et un financement sans précédent des secteurs public et privé. C'est pourquoi l'UE a récemment lancé une nouvelle stratégie européenne – Global Gateway – pour stimuler les liaisons intelligentes, propres et sûres dans les domaines du numérique, de l'énergie et des transports, et renforcer les systèmes de santé, d'éducation et de recherche dans le monde entier. Elle est synonyme de connexions durables et fiables au service des personnes et de la planète, afin de relever les défis mondiaux les plus pressants, qu'il s'agisse du changement climatique et de la protection de l'environnement, de l'amélioration de la sécurité sanitaire ou du renforcement de la compétitivité et des chaînes d'approvisionnement mondiales. Global Gateway vise à mobiliser jusqu'à 300 milliards d'euros d'investissements entre 2021 et 2027 pour soutenir une reprise mondiale durable, en tenant compte des besoins de nos partenaires et des intérêts propres de l'UE.

L'UE continue d'agir dans l'unité et la solidarité en tant que «Team Europe» et se tourne vers le Sommet de l'avenir des Nations unies en 2023, où l'UE s'engage à jouer un rôle de premier plan dans le renforcement de la gouvernance et de la coopération mondiales. Je me réjouis de poursuivre notre partenariat avec l'ONUDI et de travailler en étroite collaboration avec le directeur général, M. Gerd Müller, pour atteindre ces objectifs. Ensemble, nous pouvons construire un avenir meilleur pour tous.

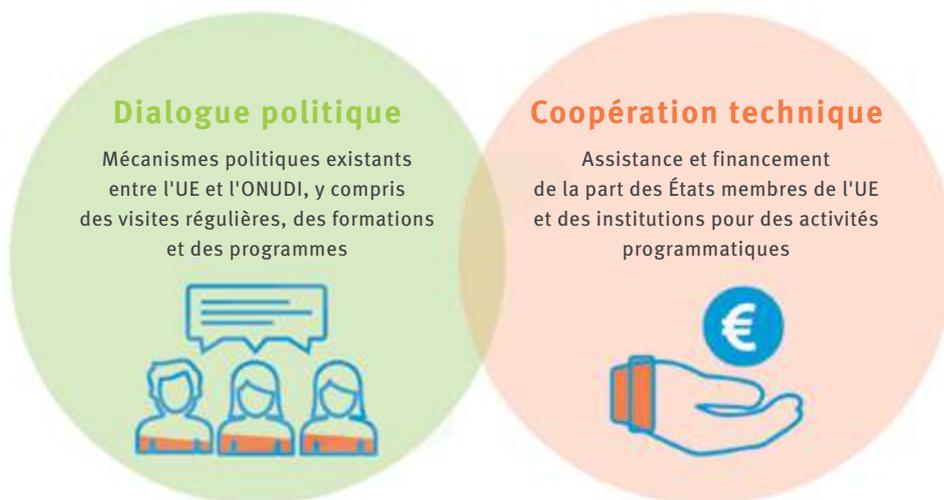


1



**LE PARTENARIAT
UE-ONUDI
EN BREF**

Ces 40 dernières années, la coopération entre l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel (ONUDI) et l'Union européenne (UE) s'est régulièrement approfondie et élargie. Notre collaboration s'exprime à travers deux cadres : la convergence des politiques d'une part, et la coopération technique d'autre part.

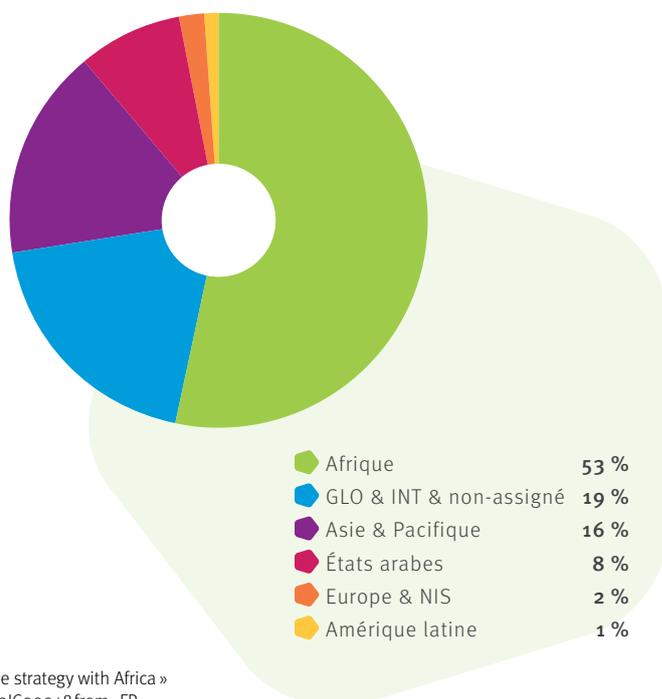


Les dialogues politiques visent à influencer et à trouver des accords communs sur les politiques mondiales, l'Agenda 2030 et les grandes questions de développement. Les dialogues politiques avec l'UE se déroulent à différents niveaux : lors des sommets mondiaux en partenariat avec le siège de l'ONUDI à Vienne, dans les forums de Bruxelles avec les institutions de l'UE et le bureau de Bruxelles, et sur le terrain avec les délégations de l'UE et les bureaux locaux. Considérés comme des instruments de coopération internationale qui réunissent deux ou plusieurs parties à travers l'échange de connaissances et le partage d'informations, les dialogues politiques sont essentiels pour discuter des valeurs fondamentales qui sous-tendent les décisions politiques et de programmation, et pour parvenir à un consensus.

La coopération technique fait référence au renforcement des capacités des pays en développement à participer au paysage mondial du développement en tant que partenaires égaux. Fondée sur son approche programmatique intégrative au niveau des pays, la valeur ajoutée de l'ONUDI est tirée de ses solutions adaptées aux besoins. L'ONUDI s'appuie sur ses liens solides et sa coopération de longue date avec l'Union européenne, les partenaires publics et privés, et sur l'attention qu'elle porte aux pays et aux segments de la société les plus vulnérables, notamment les femmes et les jeunes. Cela garantit l'intégrité de l'approche factuelle de l'organisation, qui utilise des outils et des méthodologies de diagnostic et d'évaluation des besoins appropriés, afin de s'assurer que personne n'est laissé pour compte. En puisant dans son vivier de spécialistes, l'organisation offre à ses partenaires européens un accès à une gamme complète de solutions communes aux problèmes et défis programmatiques.

Couverture géographique par volume de projets

Plus de la moitié des projets UE-ONUDI sont mis en œuvre en Afrique. Cela est cohérent avec la priorité accordée par l'UE au continent africain, le « continent jumeau »¹ de l'Europe, qui recevra la majorité de l'aide extérieure de l'UE dans le cadre financier pluriannuel (CFP) 2021-2027. La deuxième grande région est l'Asie et le Pacifique. Les projets mondiaux représentent également 20 % des projets financés par l'UE.

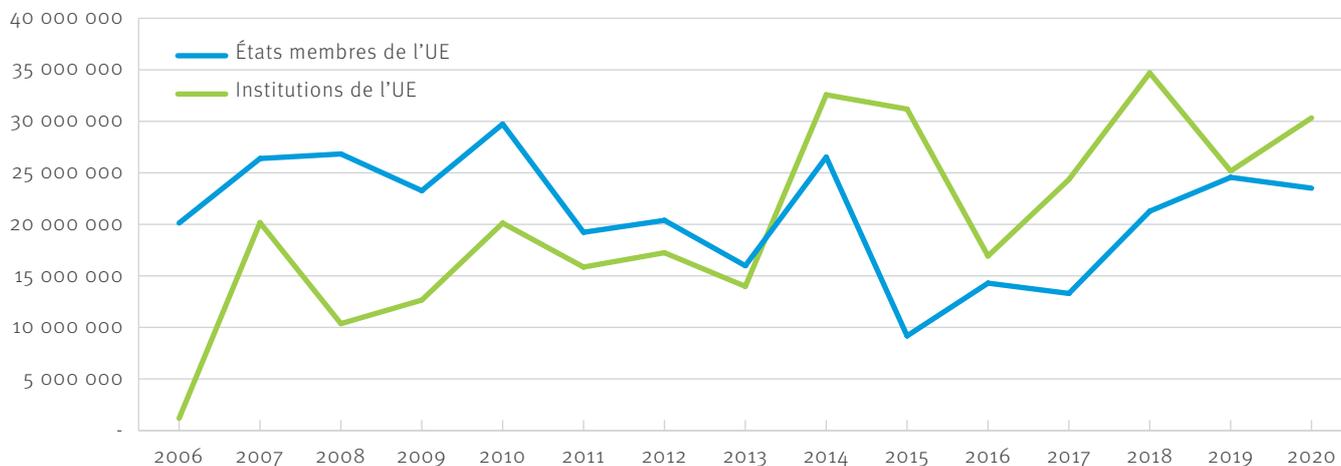


1 – Communication conjointe au Parlement européen et au Conseil « Towards a comprehensive strategy with Africa » (09.03.2020) p.1 : <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/PDF/?uri=CELEX:52020C0004&from=FR>

Contributions nettes volontaires à la coopération technique de l'ONUDI

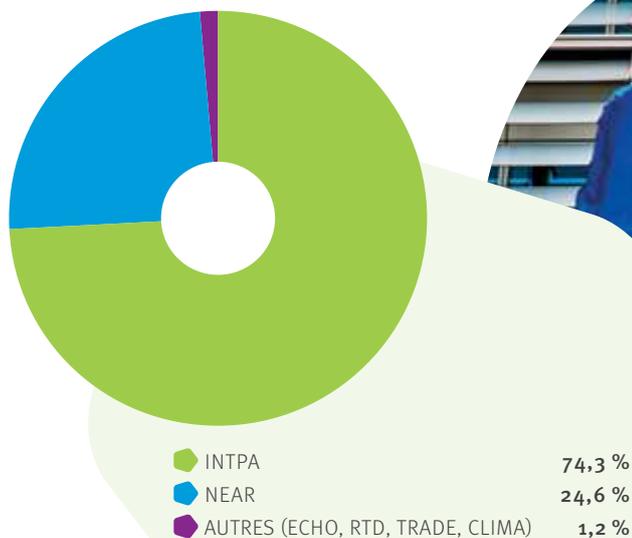
Rien qu'en 2020, la contribution totale des États membres de l'UE s'est élevée à 23 millions d'euros, et celle des institutions européennes à 30 millions d'euros. Comme le montre la trajectoire ci-dessous, les contributions de l'UE dans sa

totalité et celles des institutions européennes en particulier ont augmenté au fil des ans. Ces cinq dernières années, les contributions des institutions européennes et des États membres de l'UE ont augmenté de façon significative.



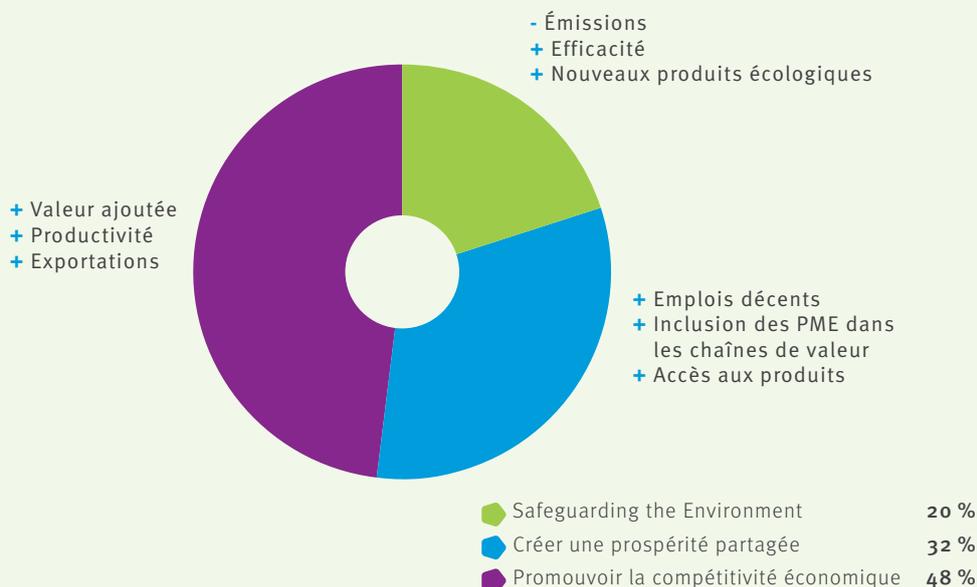
Contribution des Directions générales de la Commission européenne

La majeure partie du financement de l'UE est acheminée par la Direction générale (DG) des partenariats internationaux (INTPA) (74,3 % pour la période 2009-2020). La DG du voisinage et des négociations d'élargissement (NEAR) représente également une part importante de 24,6 %.



Distribution thématique par volume de projets

La majorité des projets UE-ONUDI influencent la dimension d'impact « promouvoir la compétitivité économique », en œuvrant à l'amélioration durable de la productivité, à la promotion des investissements et des technologies, au développement des petites et moyennes entreprises (PME) et à l'amélioration des capacités d'exportation des pays partenaires par le renforcement des capacités commerciales.



Partenaires clés

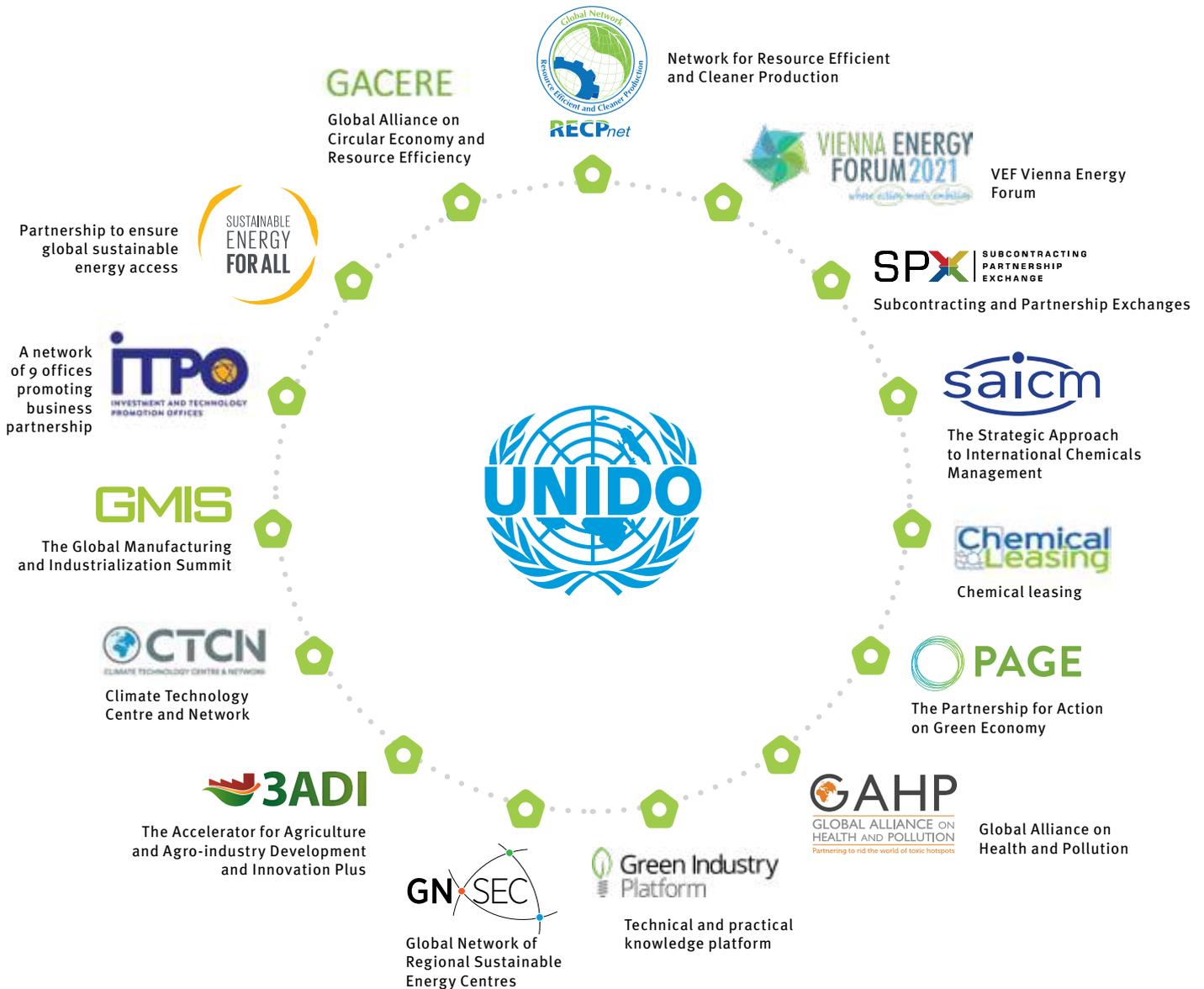
Homologues principaux dans l'UE

- COMMISSION EUROPÉENNE** (icône bleue) : DG INTPA, NEAR, TRADE, GROW, CLIMA, ENV, SANTE, RTD, JRC, AGRI, ENER, ECHO
- SERVICE EUROPÉEN POUR L'ACTION EXTÉRIEURE & DÉLÉGATIONS EUROPÉENNES** (icône verte)
- PARLEMENT EUROPÉEN** (icône verte)
- CONSEIL EUROPÉEN** (icône orange)
- ÉTATS MEMBRES DE L'UE** (icône orange)

Partenaires stratégiques principaux à Bruxelles, non limité aux suivants

- OEACP** (icône bleue)
- UNION AFRICAINE** (icône verte)
- BANQUE EUROPÉENNE D'INVESTISSEMENT** (icône verte)
- ÉQUIPE DES NATIONS UNIES À BRUXELLES** (icône orange)
- SECTEUR PRIVÉ** (icône orange)
- ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE** (icône rose)
- MILIEU UNIVERSITAIRE** (icône rose)
- FRANCOPHONIE** (icône violette)
- AGENCES EUROPÉENNES DE DÉVELOPPEMENT** (icône bleue)

Moyens d'implémentation de l'ONUDI/ONU pour l'Agenda 2030



Tous sont soutenus par les institutions et/ou les États membres de l'UE





2

UN PARTENARIAT POUR LA CONVERGENCE DES POLITIQUES



L'ONUDI : un partenaire unique et fiable

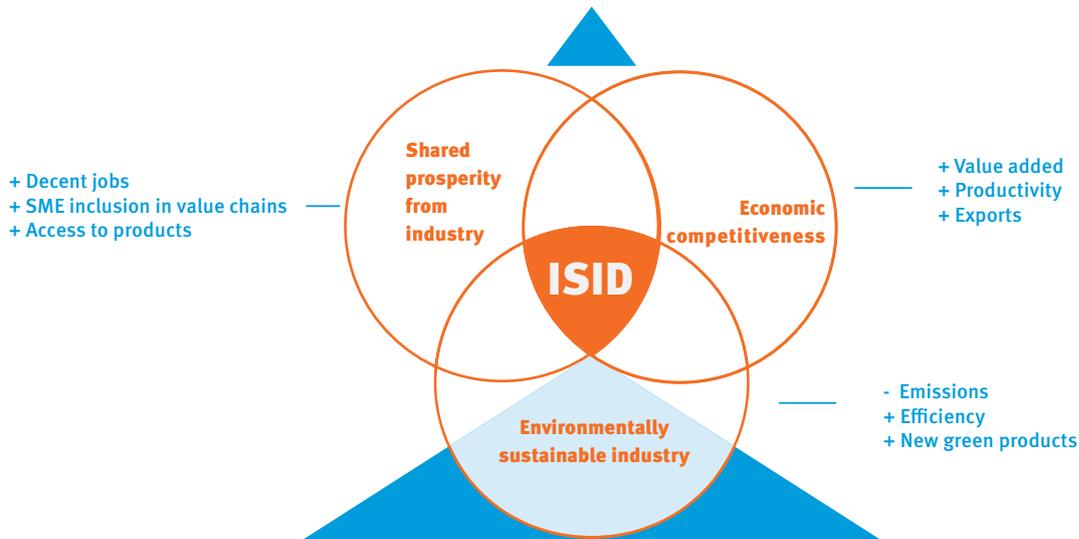
La pandémie de COVID-19 a eu un impact socio-économique dévastateur et a prouvé que le multilatéralisme et la coopération internationale sont plus que jamais essentiels au développement industriel inclusif et durable. Le multilatéralisme contribuera à ouvrir la voie aux transitions écologiques et numériques pour l'avenir d'une planète saine et l'autonomisation des prochaines générations. L'année 2020 a marqué le 75^e anniversaire des Nations unies et de leur charte, et le 70^e anniversaire de l'Union européenne, soulignant la pertinence de ces deux institutions. Malgré des temps extraordinairement difficiles, le partenariat entre l'ONUDI et l'Union européenne reste solide. Nous partageons un engagement commun envers les principes de la charte des Nations unies et l'effort d'éradiquer la pauvreté et de parvenir à un développement durable qui ne laisse personne de côté.

Au cours des dernières années et grâce à la confiance et au soutien continu de l'UE, l'ONUDI a contribué activement à aider les pays en fournissant un soutien technique dans divers de nos domaines d'expertise². Notre vision commune s'est traduite par des avantages tangibles dans plus de 100 pays d'Afrique, d'Asie et du Pacifique, d'Amérique latine et des Caraïbes, et du voisinage européen. Ensemble, nous avons créé et préservé des emplois, réduit la pauvreté, accru la prospérité et lutté contre le changement climatique et les inégalités pour aider les plus vulnérables et protéger la planète.

Cette période de perturbations a mis en évidence l'importance du partenariat ONUDI-UE pour traiter la dimension économique de la crise. Depuis le début du mois d'octobre 2021, l'ONUDI met en œuvre un total de 29 projets, pour un volume total estimé à 222 millions de dollars, financés par l'UE et axés sur un développement industriel inclusif et durable. Outre l'assistance technique, les conseils en matière de politique et la coopération en matière de normes, l'ONUDI et l'UE ont uni leurs efforts pour promouvoir des politiques progressistes au niveau mondial. Ensemble, nous avons plaidé en faveur de l'énergie durable, de l'économie circulaire, de la numérisation et de l'industrie 4.0 dans le cadre de forums mondiaux tels que les Journées européennes du développement (JED), le Forum de l'énergie de Vienne (VEF), le Sommet mondial sur la fabrication et l'industrialisation (GMIS), la Semaine verte et de l'énergie durable de l'UE, et des conférences générales de l'ONUDI.

L'ODD9 pour « construire des infrastructures résilientes, promouvoir une industrialisation inclusive et durable, et encourager l'innovation » est au cœur du mandat de l'ONUDI. Notre motivation à aboutir à un développement industriel inclusif et durable et à l'Agenda 2030 est plus forte que jamais. L'ONUDI est prête à renforcer davantage son partenariat stratégique avec l'Union européenne, accélérant ainsi les progrès vers la réalisation des ODD et permettant de mieux reconstruire après la pandémie de COVID-19.

En septembre 2019, l'Assemblée générale des Nations unies a proclamé la Décennie d'action pour la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD) afin d'accélérer les efforts pour réaliser l'Agenda 2030 ambitieux, universel et inclusif. Une analyse solide et fondée sur des données probantes constitue



Strengthening knowledge and institutions



KNOWLEDGE

CAPACITY AND SKILLS



Technical cooperation

Policy analysis and advice

Norms and standards

Convening and partnerships

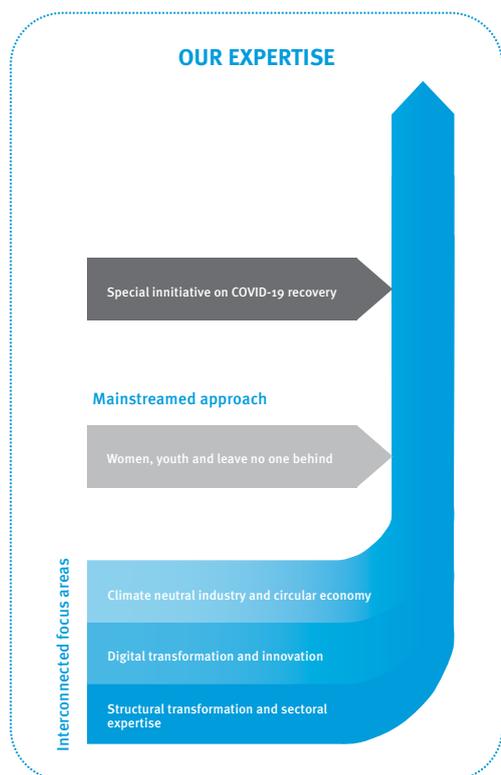
Management of integration and scale up of results

Corporate services and operations

L'ONUDI est particulièrement bien positionnée pour aider les États membres à suivre les voies de l'industrialisation transformatrice grâce à des domaines d'expertise interconnectés :

- Transformation structurelle et expertise sectorielle
- Transformation numérique et innovation
- Industrie climatiquement neutre et économie circulaire

Les approches de l'ONUDI n'intègrent pas seulement des domaines d'expertise, mais intègrent également des centres d'intérêt spécifiques et des actions ciblées pour s'assurer que personne n'est laissé pour compte, en particulier en autonomisant les femmes et les jeunes.



Source : Medium-Term Programme Framework 2022-2025, UNIDO 2021

Alignement avec les priorités de l'UE 2021-2027

La Commission européenne (CE) 2019-2024, dirigée par Ursula von der Leyen, a défini cinq priorités thématiques pour l'action extérieure et la coopération internationale de l'UE, dans le cadre de sa vision pour une « Europe plus forte dans le monde » :

- 1) Green Deal ;
 - 2) Transition vers une nouvelle ère numérique ;
 - 3) Développement économique, humain, social et durable ;
 - 4) Sécurité de la paix, et gouvernance, y compris la démocratie, l'État de droit, les droits de l'homme ;
 - 5) Partenariats migratoires.
- Sur ces cinq thèmes, les trois premiers sont des priorités d'action pour l'ONUDI.

L'ONUDI est un partenaire particulièrement pertinent pour aider l'UE à réaliser une double transition verte et numérique, à travers un multilatéralisme inclusif et basé sur les règles, des cadres de réponse à la pandémie de COVID-19 et l'intégration de l'égalité des sexes dans les politiques de développement.

Green Deal

Le communiqué conjoint UE-ONU de 2018 (27 septembre 2018) a défini les priorités suivantes du Green Deal pour le partenariat UE-ONU sous le titre « Promouvoir l'action et la mise en œuvre en matière de climat par la coopération au développement » : économie à faible émission de carbone et économie circulaire, réduction des risques de catastrophe, résilience, transformation et adaptation tenant compte de la dimension de genre, agriculture intelligente face au climat, énergies renouvelables, eau, solutions fondées sur la nature, gestion des ressources naturelles, biodiversité et écosystèmes.

L'ONUDI est l'une des principales agences des Nations unies reconnues par l'UE comme ayant un rôle et un mandat de premier plan liés au Green Deal (avec le PNUE, le PNUD et la FAO), selon le rapport de démarrage (juillet 2021) de l'Évaluation de la coopération de l'UE avec les Nations unies en matière d'action extérieure. L'ONUDI est un partenaire du Green Deal particulièrement important pour l'UE en termes de promotion de la consommation et production durables et des énergies propres. L'ONUDI joue un rôle normatif et technique dans ces domaines.

L'expertise de l'ONUDI en matière de production industrielle économe en ressources et à faible émission de carbone, d'accès aux énergies propres à des fins productives, de mise en œuvre des accords multilatéraux sur l'environnement et d'économie circulaire, est très pertinente pour aider l'UE et ses pays partenaires à réaliser un Green Deal qui ne laisse personne de côté.



Transformations numériques

Ces dernières années, la numérisation a gagné en importance dans l'agenda géopolitique global de l'UE, notamment à la lumière du document de travail des services de la Commission intitulé « Digital4Development : mainstreaming digital technologies and services into EU Development Policy » (2017), de la nouvelle stratégie de la Commission européenne « Shaping Europe's digital future » (2020) et de la « Boussole numérique 2030 ». Ces stratégies visent à placer l'Europe dans une « position de précurseur dans le débat mondial sur le numérique » tout en veillant à ce que la transition numérique soit ancrée dans une approche centrée sur l'humain.

La stratégie numérique de l'UE pour l'action extérieure comporte trois grandes priorités : (1) créer une numérisation qui fonctionne pour les gens ; (2) veiller à ce que la numérisation se déroule dans un environnement équitable et concurrentiel ; et (3) favoriser une transformation numérique qui promeut une société ouverte, démocratique et durable. Comme première étape pour promouvoir une transformation numérique centrée sur l'humain dans les pays partenaires, l'UE a lancé en décembre 2020 le Hub « Digital for Development » (D4D), une plateforme multipartite qui jouera un rôle clé dans la manière dont le partenariat entre l'UE et l'ONU évoluera dans les années à venir.

L'UE appelle à des partenariats internationaux stratégiques, afin de façonner l'agenda numérique mondial, comme l'a déclaré le 12 juillet 2021 le Conseil de l'UE aux Nations unies lors de la 76^e session de l'Assemblée générale des Nations unies (septembre 2021 – septembre 2022). L'ONUDI est prête à collaborer pour former une coalition mondiale de partenaires partageant les mêmes idées autour de valeurs communes et d'une vision commune de la numérisation démocratique, fondée sur les droits de l'homme et centrée sur l'humain.

Les travaux de l'ONUDI en matière de transformation numérique facilitent l'adoption des technologies numériques dans les pays en développement, mettent en œuvre des travaux opérationnels et normatifs à l'ère de la 4^e révolution industrielle (4IR), fournissent des contributions pour formuler les politiques numériques gouvernementales, gèrent des projets de coopération technique numérique, entreprennent des évaluations sur mesure pour l'intégration des technologies numériques dans des secteurs spécifiques, et convoquent des forums mondiaux 4IR. Les interventions de l'ONUDI pour des transformations numériques durables et équitables sont menées par son département spécifique dédié à la numérisation, la technologie et l'innovation.

Développement économique, humain, social et durable

L'Union européenne entend promouvoir au niveau mondial l'agenda européen en matière de croissance et d'emplois durables, dans un contexte d'interdépendance croissante. Une priorité est la mobilisation de financements pour le développement durable provenant de toutes les sources, contribuant à la création d'emplois décents et à la réduction des inégalités. Un autre objectif est de façonner un environnement d'investissement plus attractif dans les pays partenaires et une croissance qui crée des emplois de qualité, en particulier pour les jeunes et les petites entreprises.

Au cours des prochaines années, les actions viseront à renforcer le soutien au secteur privé en vue de susciter des investissements privés durables, ainsi qu'à promouvoir le commerce pour le développement durable et la mise à niveau des chaînes de valeur. Plus spécifiquement, les actions viseront à promouvoir le rôle du secteur privé en tant qu'acteur clé du développement, notamment en soutenant un environnement commercial et un climat d'investissement favorables, propices à l'initiative du secteur privé et à son engagement dans des chaînes de valeur durables, afin de favoriser la croissance et la création d'emplois décents.

Ces actions seront alignées sur les priorités stratégiques de l'Agenda 2030 des Nations unies pour le développement durable, du Consensus européen pour le développement et du Plan d'investissement extérieur. Une attention particulière sera accordée à l'entrepreneuriat des jeunes et des femmes, aux micro, petites et moyennes entreprises (MPME), à l'accès aux nouvelles technologies, à la numérisation, à l'inclusion financière, au développement et à l'engagement du secteur privé dans les États fragiles et les pays les moins avancés (PMA), ainsi qu'à la mise en œuvre de la stratégie d'aide au commerce.

S'appuyant sur sa longue expérience et son leadership éclairé, l'ONUDI est particulièrement bien positionnée pour s'associer au secteur privé en tant qu'agent clé du changement pour un développement industriel inclusif et durable. Au niveau national, les Programmes de partenariat pays constituent l'approche programmatique à valeur ajoutée de l'ONUDI pour mobiliser des actions et des flux d'investissement à grande échelle, en pleine synergie avec les priorités et stratégies de développement industriel des pays. Grâce à son mandat d'ISID, l'ONUDI contribue quotidiennement à la création d'emplois, de revenus et d'opportunités décents, au renforcement du secteur privé, notamment des PME, à l'amélioration de la productivité et du commerce, à la stimulation de l'innovation verte et numérique, à la réduction des émissions liées à l'industrie, et ainsi à la construction d'un avenir plus inclusif, durable et résilient.

Un multilatéralisme inclusif et fondé sur des règles

L'UE est l'un des principaux moteurs d'un multilatéralisme véritablement inclusif, en réseau et fondé sur des règles, et elle représente un leader mondial indispensable à l'avènement d'un monde plus sûr, plus stable et plus prospère pour tous.

Publiée en février 2021, la communication conjointe intitulée « Renforcer la contribution de l'Union européenne au multilatéralisme fondé sur des règles » définit clairement ce que l'Union européenne attend du système multilatéral, expose la manière dont l'Union européenne peut obtenir ce qu'elle veut en renforçant le système et sa capacité d'action, et montre ce que l'Union européenne peut faire pour exploiter sa force plus efficacement. Elle confirme également que l'UE s'est engagée à continuer de soutenir les Nations unies en tant que forum indispensable à la coopération internationale et pierre angulaire du système multilatéral, à soutenir la mise en œuvre effective des réformes des Nations unies et à œuvrer ensemble à la mise en place d'un système multilatéral « adapté ».

L'ONUDI se félicite de l'ambition de l'UE d'approfondir les partenariats et les alliances avec les organisations multilatérales et en particulier avec l'ONU, qui sont des « alliés naturels » de l'UE. Une coalition renforcée de partenaires partageant les mêmes idées, telle que définie dans la stratégie, permettra de créer un monde plus sûr et plus équitable.

Mieux reconstruire pour se remettre du COVID-19

La gravité de la pandémie de COVID-19 et ses conséquences socio-économiques soulignent l'importance de la coopération internationale pour une réponse commune aux défis mondiaux. On ne saurait trop insister sur le rôle important joué par les institutions multilatérales dans ce contexte, ni sur la nécessité de renouveler le soutien international.

Le budget à long terme de l'UE, associé à NextGenerationEU (NGEU), l'instrument temporaire conçu pour stimuler la reprise, constituera le plus grand plan de relance jamais financé en Europe. Un total de 2 018 milliards d'euros en prix courants* contribuera à reconstruire l'Europe de l'après-COVID-19. Il s'agira d'une Europe plus verte, plus numérique et plus résiliente. À l'étranger, l'UE dispose d'approches régionales adaptées aux besoins divers des différentes régions du monde. Team Europe a mobilisé plus de 40 milliards d'euros en soutien aux pays partenaires. Le développement industriel inclusif et durable restera une priorité essentielle pour la réponse socio-économique à la pandémie et le redressement économique après celle-ci. Grâce à son mandat d'ISID, l'ONUDI va continuer à contribuer à la création d'emplois, de revenus et d'opportunités décentes, au renforcement du secteur privé, notamment des PME, à l'amélioration de la productivité et du commerce, à la stimulation de l'innovation verte et numérique, à la réduction des émissions liées à l'industrie, et ainsi à la construction d'un avenir plus inclusif, durable et résilient.

L'ONUDI se joint aux efforts de la communauté internationale par le biais d'un cadre de réponse pour se préparer et contenir, répondre et s'adapter, et récupérer et transformer. Notre vision est « Répondre à la crise : Construire un avenir meilleur ». Notre approche repose sur des piliers mutuellement inclusifs, à savoir des partenariats pour accélérer la réponse mondiale, des ensembles de services intégrés adaptés à la situation et aux besoins particuliers de chaque État membre, le renforcement des capacités et l'échange de connaissances sur la base des enseignements tirés, des meilleures pratiques et des meilleures technologies disponibles. Ces ensembles de services visent à soutenir les pays par des approches globales de redressement socio-économique, axées sur les résultats de l'ISID à l'échelle.

Compte tenu du rôle crucial joué par l'ISID pour « mieux reconstruire », l'ONUDI a lancé une Initiative spéciale sur le redressement post-COVID-19. Celle-ci se concentrera sur le redressement socio-économique, en s'appuyant sur le travail actuel soutenant la réponse à la pandémie, et en rendant opérationnel le cadre de réponse et de redressement post-COVID-19 de l'organisation. Des interventions dédiées au redressement post-COVID-19 seront mises en œuvre et feront l'objet de rapports dans le cadre de cette initiative spéciale. La plupart, sinon la totalité, des travaux de l'ONUDI contribueront à la reprise, ce qui justifie une approche intégrée.



Egalité des sexes et autonomisation des femmes

La vision de l'ONUDI est que les femmes et les hommes dirigent, participent à et bénéficient d'un développement industriel inclusif et durable de manière égale. L'ONUDI reconnaît pleinement que l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes sont au cœur de son mandat. L'Organisation vise à remédier aux inégalités entre les sexes dans l'industrie et à exploiter tout le potentiel des femmes en tant que leaders et agents économiques du changement, transformant ainsi les économies et générant une croissance inclusive.

En mettant en œuvre des actions ciblées sur le genre et en utilisant l'intégration du genre comme stratégies clés pour atteindre l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, l'ONUDI s'engage à mettre en œuvre des programmes qui remettent en cause la discrimination à laquelle sont confrontées les femmes et les filles, quelles que soient leur origine et leur identité. Les programmes de l'ONUDI facilitent la transformation des normes sociales et des relations de pouvoir dans l'industrie : en augmentant l'accès des femmes aux ressources productives ; en créant des conditions favorables à l'entrepreneuriat féminin et à la création d'emplois, à l'éducation, à la formation professionnelle et au leadership des femmes ; en promouvant l'agence des femmes dans l'adaptation au changement climatique et l'atténuation de ses effets ; et en renforçant les connaissances et les capacités pour un développement industriel sensible au genre.

Ces initiatives sont coordonnées par le Bureau de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes (GEW) de l'ONUDI, qui aide l'organisation à mettre en œuvre la politique de 2019 sur l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (politique de genre), et à mettre en œuvre, examiner et rendre compte de la stratégie 2020-2023 de l'ONUDI sur l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (stratégie de genre), tant sur le plan organisationnel que programmatique. Les fonctions de coordination du bureau consistent notamment à servir de point focal de l'ONUDI pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes dans le système des Nations unies, à assurer le secrétariat du Conseil de l'ONUDI pour l'intégration du genre et à présider le réseau des points focaux pour le genre de l'ONUDI, dont la centaine de membres sont essentiels à l'intégration du genre dans l'ensemble des travaux de tous les départements et bureaux techniques de l'ONUDI dans le monde.

Afin d'évaluer et de suivre les programmes et projets et la mesure dans laquelle ils traitent de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes, l'ONUDI évalue systématiquement les projets dans une perspective de genre et attribue des marqueurs de genre par le biais du formulaire de conformité et de marqueur de genre de l'ONUDI. Un nouveau Guide de l'ONUDI pour l'analyse de genre et l'intégration du genre dans le cycle de projet a été lancé en juin 2021 afin de faciliter la conformité des projets et programmes de l'ONUDI avec le genre et d'améliorer leurs résultats en matière d'égalité des sexes. La stratégie de l'ONUDI en matière de genre a engagé l'organisation à faire en sorte que d'ici 2023, 45% des projets nouvellement approuvés



par an contribuent au moins de manière significative à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes, conformément au marqueur de genre attribué (2A et 2B).

Fin 2020, l'organisation est en passe d'atteindre cet objectif avec environ 34,6 % des projets répondant à ces critères (Rapport annuel 2020 de l'ONUDI, p.91). La composition du portefeuille total de l'ONUDI selon le marqueur de genre est rendue publique par la plateforme de données ouvertes de l'ONUDI.

L'ONUDI participe également au Plan d'action à l'échelle du système des Nations unies (UN-SWAP), un cadre de responsabilisation conçu pour mesurer, suivre et piloter les progrès des entités des Nations unies vers l'accomplissement de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes. Tout au long des trois dernières années de rapport de l'UN-SWAP (2018-2020), l'ONUDI a continué à dépasser de manière significative non seulement les autres organisations techniques de l'ONU, mais aussi les notes moyennes du système des Nations unies. En 2020, le cycle de rapport le plus récent, l'ONUDI a satisfait ou dépassé les exigences pour 88 % de tous les indicateurs, contre une moyenne de 39 % pour les autres organisations à vocation technique et une moyenne de 68 % pour les entités de l'ensemble du système des Nations unies.

Les États membres de l'ONUDI donnent également un fondement aux travaux de l'ONUDI sur l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes par le biais de résolutions spécifiques adoptées lors des sessions de la Conférence générale de l'ONUDI, à savoir les résolutions GC.16/Res.3, GC.17/Res.3 et GC.18/Res.2.

Pour plus d'informations, y compris les publications et un aperçu des événements récents, veuillez vous rendre sur la [page web du Bureau de l'ONUDI pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes](#).

Convergence des politiques avec l'Union européenne

EU

ONU

MULTILATÉRALISME

- Communication conjointe sur « Le renforcement de la contribution de l'UE au multilatéralisme fondé sur des règles », 17 février 2021

- Adoption par l'Assemblée générale de la résolution visant à réformer le système des Nations unies pour le développement (SNUD), 1^{er} mai 2018

DÉVELOPPEMENT

- Résolution du Parlement européen sur « L'amélioration de l'efficacité du développement et de l'efficience de l'aide », 25 novembre 2020
- Communiqué conjoint entre l'Union européenne et les Nations unies : un partenariat renouvelé pour le développement, 27 septembre 2018
- Nouveau consensus européen sur le développement « Notre monde, notre dignité, notre avenir », 8 juin 2017
- Présentation des orientations politiques de la Commission européenne 2019-2024, 16 juillet 2019
- Stratégie globale du SEAE « Vision partagée, action commune : une Europe plus forte – une stratégie globale pour la politique étrangère et de sécurité de l'Union européenne », 2 juin 2016

- Déclaration ministérielle de l'ONU sur les PMA « Construire des partenariats mondiaux : renforcer la croissance et l'inclusion dans les PMA », 24 novembre 2017
- La résolution de l'AG de l'ONU sur « La transformation de notre monde : le programme de développement durable à l'horizon 2030 » inclut l'ODD 9 « Construire des infrastructures résilientes, promouvoir une industrialisation inclusive et durable et favoriser l'innovation », 25-27 septembre 2015
- Conclusions de la consultation mondiale de l'ONU et du Pacte mondial de l'ONU sur « L'engagement du secteur privé dans le programme de développement post-2015 », septembre 2014
- Rapport de l'ONU à la demande du groupe du G20 sur « L'initiative et le rapport du G20 sur l'industrialisation de l'Afrique et des PMA », 4-5 septembre 2016

NUMÉRIQUE

- Communication de la Commission sur « La Boussole numérique 2030 : la voie européenne pour la décennie numérique », 9 mars 2021
- Résolution du Parlement sur « La numérisation au service du développement : réduire la pauvreté grâce à la technologie », 13 novembre 2018

- Feuille de route du Secrétaire général de l'ONU pour la coopération numérique, et l'ONU en tant qu'acteur clé de la mise en œuvre, juin 2020
- Déclaration d'Abu Dhabi, renforçant le mandat de l'ONU, y compris les nouvelles priorités telles que l'innovation et l'industrie 4.0, 3-7 novembre 2019

ÉCONOMIE CIRCULAIRE/CROISSANCE ÉCOLOGIQUE

- Un nouveau plan d'action sur l'économie circulaire pour une Europe plus propre et plus compétitive, 11 mars 2020
- Communication de la Commission sur « Le Green Deal européen », 11 décembre 2019

- Consultation mondiale sur l'économie circulaire avec le PNUE et l'UE, GACERE
- Examen thématique du Forum politique de haut niveau des Nations unies sur l'ODD 7 « Énergie propre et abordable », 9-18 juillet 2018

DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET ÉCONOMIQUE

- Communication de la Commission intitulée « Investir dans une industrie intelligente, innovante et durable – une stratégie renouvelée pour la politique industrielle de l'UE », 13 septembre 2017
- Communication de la Commission sur « La stratégie relative au renforcement des investissements européens pour l'emploi et la croissance », 14 septembre 2016

- Résolution de la Conférence générale de l'ONU sur « Le développement industriel durable dans les pays à revenu intermédiaire » GC.17/Res.6, 1^{er} décembre 2017
- Examen thématique du Forum politique de haut niveau de l'ONU sur l'ODD 9 : « Industrie, innovation et infrastructure », 10-15 juillet 2017
- Déclaration de Lima « Vers un développement industriel inclusif et durable », 2 décembre 2013

AFRIQUE

- Communication de la Commission intitulée « Vers une stratégie globale avec l'Afrique », 9 mars 2020
- Stratégie commune Afrique-UE adoptée lors du sommet UE-Afrique de Lisbonne, 2007

- Déclaration finale du 5e Forum de l'ISID sur « La promotion du Programme de partenariat pays (PCP) et des investissements industriels en Afrique », 4-15 novembre 2016
- Résolution A/RES/70/293 de l'Assemblée générale des Nations unies sur « La troisième Décennie du développement industriel de l'Afrique (2016-2025) », et l'ONU est chargée de diriger la mise en œuvre, 30 juin 2016

Promotion des politiques conjointes ONUDI-UE

1993 – 2010

15 janvier 1993

Signature de l'Accord de partenariat entre l'ONUDI et la Commission européenne, qui soutient l'assistance technique et la coopération industrielle pour le développement.

23 octobre 2003

L'ONUDI adhère à l'Accord-cadre financier et administratif (FAFA), qui fournit une base solide pour une coopération et une action plus efficaces sur le terrain.

5 décembre 2007

12^{ème} Conférence générale de l'ONUDI, à Vienne : Dialogue et coopération avec l'UE sur les accords de partenariat économique à la demande des États membres ACP.

28-29 septembre 2009

Forum des affaires UE-Afrique à Nairobi : Le directeur général de l'ONUDI a prononcé un discours-programme sur l'Afrique et l'Europe : sur la voie des partenariats gagnant-gagnant.



30 novembre 2010

Le Sommet Afrique-UE à Tripoli reconnaît la Stratégie pour le développement industriel accéléré de l'Afrique (AIDA) et l'ONUDI comme un partenaire majeur pour l'intégration régionale et le commerce dans la Stratégie conjointe Afrique-UE pour 2011-2013.

28 novembre-2 décembre 2011

14^{ème} Conférence générale de l'ONUDI à Vienne : Lancement du premier rapport de partenariat ONUDI-UE avec le commissaire européen à l'environnement et la présidence de l'UE (Pologne) ; Signature d'un accord de relation entre le directeur général de l'ONUDI et M. Mohammed Ibn Chambas, secrétaire général du groupe des États ACP.



2011

31 mars 2011

Conférence des ministres africains de l'industrie CAMI 19 à Alger. À l'invitation de l'ONUDI, M. Antonio Tajani, vice-président de l'UE et commissaire à l'industrie et à l'entrepreneuriat, a soutenu l'ACDI et la coopération industrielle Afrique-UE.

2012

16 avril 2012

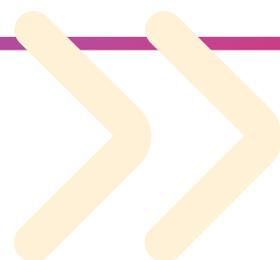
Sommet de l'UE sur SE4All avec tous les ministres du développement de l'UE et le président de la Commission européenne. Le directeur général de l'ONUDI accompagne le Secrétaire général de l'ONU.

16 juin 2012

Lancement conjoint de la plateforme de l'industrie verte, avec M. Janez Potočnik, commissaire européen à l'environnement, à la conférence Rio+20, à Rio de Janeiro.

3 octobre 2012

1^{ère} réunion d'examen de haut niveau ONUDI-UE, à Bruxelles. Déclaration conjointe sur le développement entre le directeur général de l'ONUDI et M. Andris Piebalgs, commissaire européen au développement.



2013



17 octobre 2013

Conclusions opérationnelles de la 2^e réunion d'examen de haut niveau ONUDI-UE approuvées par le directeur général de l'ONUDI et le commissaire européen au développement.

2-6 décembre 2013

15^{ème} Conférence générale de l'ONUDI à Lima. Adoption de la « Déclaration de Lima » avec le soutien de l'UE et de ses États membres. M. Li Yong, directeur général de l'ONUDI, et M. Daniel Calleja Crespo, directeur général des entreprises et de l'industrie (DG ENTRE), ont signé un accord sur la mise en œuvre de la politique des PME.

2014

6 octobre 2014

3^{ème} réunion d'examen de haut niveau ONUDI-UE à Vienne avec le directeur général (DG) de l'ONUDI et le commissaire européen au développement. Aide-mémoire sur les thèmes de la coopération future approuvé.

4-5 novembre 2014

2^e Forum ISID à Vienne, avec le Secrétaire général des Nations unies Ban Ki-moon et M. Neven Mimica, UE.

2017

19-21 juin 2017

Dans le cadre de l'Assemblée parlementaire paritaire ACP-UE (APP ACP-UE), l'ONUDI a coorganisé une table ronde de haut niveau sur l'industrialisation et l'investissement en Afrique avec S.E. Marie-Louise Coleiro Preca, présidente de Malte et M. Louis Michel, coprésident de l'APP ACP-UE.



7-8 juin 2017

Le directeur général adjoint de l'ONUDI, M. Hiroshi Kuniyoshi, a participé en tant qu'orateur principal à deux panels de haut niveau organisés par l'ONUDI avec la DG DEVCO lors des JED 2017.



28 avril 2017

4^e réunion d'examen de haut niveau ONUDI-UE à Bruxelles avec le directeur général de l'ONUDI et le commissaire européen au développement. Résumé et conclusions conjointes avec 12 domaines d'action approuvés.



21-25 novembre 2016

De hauts fonctionnaires de l'UE, des pays ACP et de la BEI ont participé au 50^e anniversaire de l'ONUDI à Vienne.

1^{er} décembre 2016

Célébration de la Journée de l'industrialisation de l'Afrique (JIA) au Parlement européen à Bruxelles, avec des intervenants du Parlement européen, de la Commission européenne, du SEAE et de la BEI.

24 octobre 2017

Premier symposium ACP-ONUDI sur « Booster l'industrialisation inclusive et durable des ACP par la création d'emplois, les chaînes de valeur et les investissements productifs » avec la DG de l'ONUDI, des hauts fonctionnaires de l'UE et des ACP.

2018



22 novembre 2018

Journée Afrique BEI-ONUDI à Addis-Abeba : échanges sur l'industrialisation durable avec le DG de l'ONUDI Li Yong, le Président de la BEI M. Werner Hoyer, l'Ambassadeur de l'UE M. Ranieri Sabatucci.

2015



10 décembre 2014

Le Directeur général de l'ONUDI est invité à prononcer un discours liminaire lors du 100^e Conseil des ministres ACP.

10 décembre 2014

Le DG de l'ONUDI et le directeur général de la DG ENTRE ont signé une « feuille de route sur la coopération industrielle et les PME ».



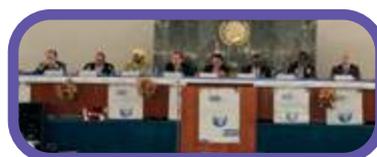
9 juillet 2015

M. Li Yong, DG de l'ONUDI, et M. Werner Hoyer, président de la Banque européenne de développement (BEI), ont signé un protocole d'accord pour soutenir leur coopération et combiner l'expertise industrielle avec le financement du développement.



14 juillet 2015

3^{ème} Forum ISID à Addis Abeba, en Éthiopie. Le directeur général de la DG DEVCO a participé au panel de haut niveau de l'ONUDI, avec d'autres cadres de l'UE et de l'ONU.



2016

16 juin 2016

Le directeur général de l'ONUDI et Jerzy Bogdan Plewa, directeur général de l'agriculture et du développement rural, ont signé un accord sur l'agro-industrie dans les pays ACP en présence du Commissaire européen Phil Hogan.



30 novembre 2015

16^{ème} Conférence générale de l'ONUDI et 4^{ème} Forum ISID à Vienne avec une participation de haut niveau de l'UE et de la BEI.

15 octobre 2015

EXPO Milan : M. Philippe Scholtès, directeur général de l'ONUDI, a participé à la conférence « Les investissements agro-industriels en partenariat avec les organisations d'agriculteurs dans les pays ACP » avec des responsables de haut niveau de l'UE.

2019



5 février 2019

DG LI Yong, orateur principal à la Journée de l'industrie de l'UE, a rencontré des hauts fonctionnaires de l'UE et des ACP.



16 mars 2019

Lors de l'APP ACP-UE à Bucarest, le représentant de l'ONUDI auprès de l'UE, M. Patrick Gilabert a présenté l'approche et la stratégie de l'ONUDI pour l'industrie 4.0 dans les pays ACP.



4 avril 2019

Tout premier Forum international sur l'infrastructure de qualité (QI) à Bruxelles, organisé par l'ONUDI et l'UA avec la participation du directeur général de la DG DEVCO, M. Stefano Manservigi, et des représentants de la DG TRADE et de la DG GROW.



Mai 2019

UE – ONU 40 ans ENSEMBLE à Vienne | Le multilatéralisme au travail. Lancement officiel du rapport « L'ONUDI et l'Union européenne : État du partenariat international 2020 ».



19 juin 2019

L'ONUDI aux Journées européennes du développement 2019.



12 juillet 2019

Le DG de l'ONUDI a rencontré le président de la Banque européenne d'investissement à Luxembourg.

Mai – Juillet 2019

Le représentant de l'ONUDI rencontre différents membres du Parlement européen (MPE) à Strasbourg et à Bruxelles.

2019



22 février 2021

Lancement de l'alliance GACERE sur l'économie circulaire entre l'ONUDI, le PNUE et le Commissaire européen à l'environnement Virginijus Sinkevičius.

2021



11 mai 2021

Le DG de l'ONUDI et le secrétaire général de l'OEACP décident de renforcer leur coopération.

15 juin 2021

L'ONUDI aux Journées européennes du développement pour promouvoir un développement industriel inclusif et durable.

Juillet 2021

Réunion avec S.E. Fatou Isidora MARA NIANG, Ambassadrice, représentante de l'OIF auprès de l'UE.



16 juin 2021

La résolution de la 75^{ème} session de l'Assemblée générale des Nations Unies (A/75/L.103) se félicite des actions conjointes entre l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) et l'ONUDI pour soutenir les initiatives de régénération économique.



23 octobre 2021

EXPO Dubaï. Exposition de photographies ONUDI-UE « Un partenariat de respect » à travers les yeux d'Elisabetta Lattanzio Illy, photographe et ambassadrice de bonne volonté de l'ONUDI, lors de la journée d'honneur de l'UE au pavillon de l'Autriche.



3 octobre 2019

L'ambassadeur de l'UE Stephan Klement présente ses lettres de créance au DG de l'ONUDI Li Yong à Vienne, en Autriche.

10 décembre 2019

L'ONUDI au 9e sommet des chefs d'État et de gouvernement des pays ACP à Nairobi, au Kenya.



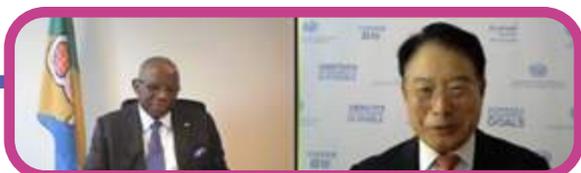
2020

20 juillet 2020

Réunions bilatérales de haut niveau DG de l'ONUDI – nouveau SG de l'OEACP, en virtuel.

17 février 2020

L'ONUDI et le SEAE définissent une stratégie de coopération à Bruxelles, en Belgique.



22-25 novembre 2021

L'ONUDI coorganise CONCODi2021 sur la R&D et l'innovation dans les entreprises, avec le Centre commun de recherche de la Commission européenne, l'EARTO et l'OACD.



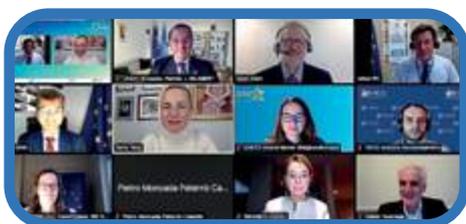
29 novembre – 3 décembre 2021

La 19^{ème} Conférence générale de l'ONUDI a confirmé Gerd Müller en tant que nouveau directeur général.



25-26 novembre 2021

9^{ème} Conférence ministérielle des PMA et première organisation conjointe avec l'OEACP sous le thème « La prochaine décennie d'action : accélérer l'ISID dans les PMA ».



Collaboration ONUDI-UE en matière de politique, de recherche et de statistiques

Une analyse solide et fondée sur des données probantes constitue la base de conseils judicieux, qui se traduisent à leur tour par des stratégies et des politiques industrielles appropriées pour les pays en développement et les économies en transition. Avec les bonnes politiques, un pays peut diversifier sa capacité de production et améliorer la contribution de l'industrie à la réalisation des objectifs de développement tant locaux que mondiaux.

Les échanges de politiques entre l'ONUDI et l'UE ont favorisé l'établissement de liens entre le mandat principal de l'ONUDI, l'ISID, et les politiques internes et externes de l'UE dans les domaines de la recherche et l'innovation, de la numérisation, de l'agroalimentaire, de l'environnement et de l'énergie. Comme l'indique clairement la communication conjointe de l'UE sur le renforcement de la contribution de l'UE au multilatéralisme fondé sur des règles (février 2021), « l'UE (...) promouvra des programmes mondiaux tels que le programme 2030 des Nations unies ». Les conclusions approuvées par le Conseil le 22 juin 2021, ont réaffirmé le fort engagement de l'UE envers le Programme 2030 pour le développement durable et ses ODD, qui continuent à guider l'UE en interne et en externe pour reconstruire mieux et plus vert.

Le département Conseils politiques, recherche et statistiques (PRS) de l'ONUDI fournit des recherches appliquées et des analyses factuelles sur le changement structurel et la croissance économique, en défendant l'importance d'un développement industriel et d'une compétitivité accélérés comme instruments pour réduire la pauvreté et contribuer à un développement inclusif et durable. Le département publie des statistiques industrielles annuelles et gère les bases de données industrielles de l'ONUDI. Par le biais de la Plateforme d'analyse industrielle (IAP), un centre de connaissances innovant axé sur les données, le département PRS rassemble des données fiables, des statistiques et des analyses d'experts avec des outils de visualisation de données de pointe, rendant le mandat ISID de l'ONUDI accessible à tous et facilitant l'élaboration de politiques fondées sur des preuves. En particulier, grâce au SDG 9 Industry Tracker de l'IAP, un nouvel indice qui aide à suivre les performances et les progrès des pays vers les cibles industrielles de l'ODD 9, le département peut fournir des analyses et des commentaires approfondis sur les dimensions du développement industriel inclusif et durable basées sur des indicateurs. L'IAP et ses outils de données font partie de la contribution de l'ONUDI au

soutien des efforts déployés à l'échelle des Nations Unies pour réaliser l'Agenda 2030 pour le développement durable.

Pour élargir la portée de sa fonction de renforcement des capacités, l'ONUDI est en train de remanier sa boîte à outils EQUIP, développée en partenariat avec la GIZ. EQUIP aide les décideurs à améliorer leur capacité à concevoir des politiques industrielles conformément aux bonnes pratiques internationales. En s'appuyant sur des analyses solides et des statistiques industrielles, le département PRS fournit aux États membres de l'ONUDI des conseils en matière de politique et des évaluations de la compétitivité fondées sur des données probantes.

Les données et les résultats de recherche publiés par le département PRS ont également vocation à bénéficier directement à l'UE. La nécessité d'élaborer des politiques fondées sur des données probantes est bien reflétée dans le rapport de prospective stratégique 2021 « La capacité et la liberté d'action de l'UE » (septembre 2021), qui souligne l'importance de joindre les politiques internes et externes et appelle à une approche globale. Le récent rapport phare semestriel de l'ONUDI, le Rapport sur le développement industriel 2022 intitulé « L'avenir de l'industrialisation dans un monde postpandémique », par exemple, donne un aperçu des impacts mondiaux de la pandémie de COVID-19 sur le secteur manufacturier et des perspectives d'avenir de l'industrialisation.

La collaboration en cours entre le département PRS de l'ONUDI et l'UE comprend la promotion réussie de la science, de la technologie et de l'innovation (STI) dans le contexte de l'équipe spéciale inter-agences des Nations Unies sur la STI pour les ODD. Le PRS et le Centre commun de recherche (CCR) de l'UE soutiennent la production de feuilles de route STI pour les ODD en Serbie et en Ukraine, et contribuent aux activités de renforcement des capacités des décideurs politiques dans les pays en développement. La collaboration devrait se poursuivre dans le cadre du partenariat en action sur les feuilles de route STI pour les ODD. Fin 2021, l'ONUDI a rejoint la prestigieuse conférence CONCORDI en tant que co-organisateur avec le CCR, l'EARTO et l'OCDE.

La tradition de longue date du département consistant à fournir un soutien à la formulation et à l'analyse des politiques industrielles s'aligne bien sur les nouvelles priorités de l'UE définies par la nouvelle Commission. Par conséquent, la collaboration continue entre l'UE et l'ONUDI pour assurer un développement industriel inclusif et durable est maintenant plus pertinente que jamais.

Les bulletins d'information, les publications récentes et les dernières informations sont disponibles en ligne.





Patrick J. Gilabert

Chef du bureau de l'ONUDI à Bruxelles, représentant auprès des institutions de l'Union européenne et de l'Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (OEACP)

Suite à la précédente édition en 2020, nous avons le plaisir de partager avec vous le Rapport SOTIP 2021 « L'ONUDI et l'Union européenne : État du partenariat international » !

Dans cette publication, vous trouverez les dernières mises à jour et les exemples de réussite du partenariat entre l'ONUDI et l'UE. La pandémie de COVID-19 a aggravé les défis mondiaux existants et en a créé de nouveaux, appelant des décisions très ambitieuses pour une reprise mondiale.

En février 2021, le dialogue entre l'équipe de l'ONU à Bruxelles et Jutta Urpilainen, commissaire aux partenariats internationaux, a appelé à un renforcement du partenariat entre l'UE et l'ONU dans le contexte d'un multilatéralisme menacé mais indispensable et « adapté à l'objectif ».

Le 23 juin 2021, la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a réaffirmé le soutien de l'Union européenne aux Nations unies lors de la visite du secrétaire général des Nations unies, António Guterres, en Belgique : « Nous vous soutenons dans votre travail inlassable pour renforcer le multilatéralisme et améliorer l'ordre fondé sur des règles, au niveau mondial, pour tous les sujets que nous traitons ensemble – qu'il s'agisse de la paix et de la sécurité, ou du soutien aux réfugiés, ou de la lutte contre la pandémie, mais aussi de la lutte contre le changement climatique. » Le lendemain, dans un discours solennel adressé au Parlement européen, le Secrétaire général a remercié l'UE d'être un « partenaire vital ». « Nous vivons à une époque où le partenariat stratégique entre l'Union européenne et les Nations unies est plus indispensable que jamais... Nous sommes à la croisée des chemins et la situation peut évoluer dans un sens ou dans l'autre : rupture ou percée. L'effondrement et la crise perpétuelle – ou la percée menant à un avenir plus vert, plus sûr et meilleur pour tous. Je ferai tout ce qui est en mon pouvoir pour favoriser les avancées », a déclaré le secrétaire général des Nations unies à Bruxelles.

J'applaudis le soutien continu de l'Union européenne au multilatéralisme, au système des Nations unies et à l'ONUDI en particulier, en tant que partenaire fiable. Malgré une période extraordinairement difficile, le partenariat entre l'ONUDI et l'UE est resté fort et résistant, tant au niveau politique qu'au niveau opérationnel. Depuis 2009, l'UE est le plus grand fournisseur de contributions volontaires de l'ONUDI provenant de sources

gouvernementales. Le prochain budget à long terme de l'UE, le cadre financier pluriannuel (CFP) 2021-2027, officiellement adopté en juin 2021, consacrera 79 milliards d'euros au soutien des pays partenaires par le biais de l'instrument NDICI.

Cette édition 2021 du rapport SOTIP souligne à la fois la convergence politique évidente entre nos deux organisations et la coopération technique efficace que nous réalisons actuellement main dans la main. En réunissant notre expertise au fil des ans, nous avons amélioré la coordination et l'impact.

Alignée sur les priorités de la Commission européenne pour 2019-2024, la vision de l'ONUDI en matière de transformations économiques vertes, numériques et structurelles s'est traduite par de nombreux projets à travers le monde. Ils ont contribué avec succès à créer une prospérité partagée, à faire progresser la compétitivité économique, à sauvegarder l'environnement et à renforcer les connaissances et les institutions. Dans l'ensemble, le partenariat de longue date et fructueux entre l'UE et l'ONUDI a démontré sa valeur pour un développement inclusif et durable dans le monde entier.

Alors que nous préparons les dialogues de haut niveau ONUDI-UE pour 2022, nous nous réjouissons de transformer les défis communs en opportunités et de faire en sorte que notre vision commune contribue efficacement à la construction d'un monde plus responsable, plus inclusif et plus résilient, où personne n'est laissé pour compte.



Bureau de l'ONUDI de Bruxelles

Bruxelles est l'une des villes les plus stratégiques au monde en matière de plaidoyer, de partenariat et de mobilisation de fonds. La présence des institutions européennes, de l'OEACP et d'autres organismes internationaux stratégiques a conduit l'ONUDI à y établir un bureau de liaison en 2006.

Bruxelles est le siège de la Commission européenne, avec ses 27 commissaires, 32 000 fonctionnaires européens, 705 députés démocratiquement élus, 27 bureaux de liaison des agences des Nations unies et 186 ambassades, soit plus que n'importe quelle autre ville au monde. En outre, Bruxelles est le siège du gouvernement belge, des organismes internationaux (Organisation mondiale des douanes, EUROCONTROL, OTAN, etc.), des médias internationaux, des groupes de réflexion et de 25 000 lobbyistes représentant les intérêts des entreprises.

Dans ce contexte, l'Office assure :

(a) La gestion des relations pour un engagement stratégique de haut niveau et des dialogues politiques :

Nous approfondissons les relations avec la Commission européenne, en particulier avec la DG INTPA, la DG NEAR, la DG ENV, la DG GROW ainsi que le SEAE. Cela inclut également le dialogue technique avec les unités thématiques (par exemple, INTPA F3 – Systèmes agroalimentaires et pêche durables, etc.) Ces dialogues réguliers et constructifs avec les membres du Parlement européen ont fait avancer la vision de l'ONUDI. Nous nous engageons également activement avec les ambassadeurs de l'Union africaine et de l'Organisation des États ACP, et nous programmons des réunions de haut niveau entre le DG de l'ONUDI, le DDG, la haute direction et les homologues de haut niveau. En outre, conscient de la position stratégique de Bruxelles en Europe, le bureau facilite les relations avec les partenaires en Belgique, en France et à l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF).

(b) L'analyse et le plaidoyer des politiques pour promouvoir un développement industriel inclusif et durable (ISID) à Bruxelles :

En tant que pont entre les sièges/bureaux extérieurs de l'ONUDI et les institutions de l'UE, l'ONUDI Bruxelles communique dans les deux sens à des fins de partage d'informations. Le bureau analyse les politiques de l'UE et fournit des informations concises par le biais de bulletins d'information internes destinés aux collègues de l'ONUDI. Les bulletins d'information externes destinés aux partenaires de l'UE (« UNIDO Brussels Snapshot ») offrent des mises à jour trimestrielles aux partenaires basés à Bruxelles sur les faits marquants récents, les projets de l'ONUDI, les dernières publications et les événements à venir. En outre, le Bureau de Bruxelles maintient une présence active sur les réseaux sociaux, notamment sur Twitter et Flickr. En se tenant au courant des tendances mondiales et du programme de développement de l'UE, il produit également des rapports ciblés sur des sujets européens tels que les relations UE-Afrique, la réponse globale de l'UE au COVID-19, l'avenir numérique, etc. Le bureau soutient également la représentation efficace de l'ONUDI aux principaux événements de l'UE (Journées de l'industrie de l'UE, Journées européennes du développement, Semaine verte de l'UE, Semaine de l'énergie durable de l'UE, Amis de l'Europe, G-STIC, Assemblée parlementaire conjointe UE-ACP, Sommet européen des affaires, etc.).

(c) Le renforcement de la mobilisation des ressources pour la coopération technique et la programmation :

Depuis 2009, les institutions de l'UE sont le plus grand fournisseur de contributions volontaires de l'ONUDI provenant de sources gouvernementales. Le bureau de liaison de l'ONUDI à Bruxelles contribue au suivi des projets financés par l'UE et soutient les stratégies de mobilisation des ressources pour l'élaboration de nouveaux programmes dans le cadre des PC et PCP de l'ONUDI. En 2020 et 2021, il s'est activement engagé dans l'exercice de programmation de l'UE 2021-2027, afin de garantir que le mandat de l'ISID soit bien ancré dans les programmes de développement de l'UE pour les sept prochaines années. Un point important est que le bureau soutient le développement et la mise en œuvre des stratégies de collecte de fonds et de mobilisation des ressources de l'ONUDI, qui garantissent la croissance continue et la prévisibilité du financement de l'UE.

Grâce à son bureau de liaison au cœur de l'Europe, l'ONUDI occupe donc une position stratégique en tant qu'organisme chef de file pour faire avancer l'ODD 9 et promouvoir l'ISID dans les politiques de développement de l'UE.

Partenariat ONUDI-UE à l'Exposition universelle de Dubaï 2020, Émirats arabes unis

Le partenariat ONUDI-UE a été présenté dans le cadre de l'exposition de photographies de l'ambassadeur de bonne volonté de l'ONUDI, Illy, intitulée « Un partenariat de respect », qui s'est tenue au pavillon de l'Autriche, du 23 au 25 octobre 2021, lors de la 35^e Exposition universelle : EXPO2020 Dubaï.



L'événement a été conçu comme un moyen innovant de découvrir le partenariat ONUDI-UE ou le développement industriel inclusif et durable. L'ambassadrice de bonne volonté de l'ONUDI, journaliste et photographe, Elisabetta Lattanzio Illy, a été invitée à partager sa vision du partenariat dans une perspective centrée sur l'humain.



Présentant une sélection de 20 photographies d'art du monde entier, l'artiste a illustré l'essence de la collaboration entre l'ONUDI et l'UE à travers la notion de partenariat de respect :

respect de l'environnement, respect des femmes, respect des jeunes, respect de l'esprit d'entreprise et de l'industrialisation. Une vidéo créée à cette occasion a été diffusée lors de l'exposition et à diverses occasions.

La cérémonie d'ouverture a eu lieu pendant la « Journée d'honneur de l'UE », le 23 octobre 2021, une journée entière remplie d'événements consacrés à l'UE et organisés conjointement par le SEAE et les États membres de l'UE pour mettre en évidence « l'unité, la diversité et la solidarité européennes ». En tant qu'événement officiel du SEAE, la cérémonie de lancement a vu la présence de 30 personnes, rejointes par environ 60 participants en ligne. Des représentants de haut niveau ont contribué à la cérémonie, notamment M. Helmut Döller, commissaire général adjoint, EXPO Office Austria, M. Patrick Gilabert, représentant de l'ONUDI auprès de l'UE à Bruxelles, M. Wolfgang Sobotka, président du Parlement autrichien, Mme Elisabetta Lattanzio Illy, ambassadrice de bonne volonté de l'ONUDI, M. Maher Nasser, commissaire général des Nations unies, Expo Dubaï et S.E. M. Stephan Klement, ambassadeur de l'UE auprès de l'ONUDI à Vienne.



« Je suis fier de voir le partenariat entre l'UE et l'ONUDI se renforcer chaque année et être mis en avant aujourd'hui lors de la journée d'honneur de l'UE à la 2020EXPO DUBAI. »

Stephan Klement

Plus d'informations sur <https://www.unido.org/partnership-of-respect>

« L'ONUDI est un acteur clé dans la promotion d'un développement industriel inclusif et durable (ISID) dans le monde, en plaidant pour la réalisation des ODD. »

Wolfgang Sobotka

« Les histoires touchent les gens. Elles nous lient les uns aux autres. Elles remettent en question nos hypothèses. »

Elisabetta Lattanzio Illy

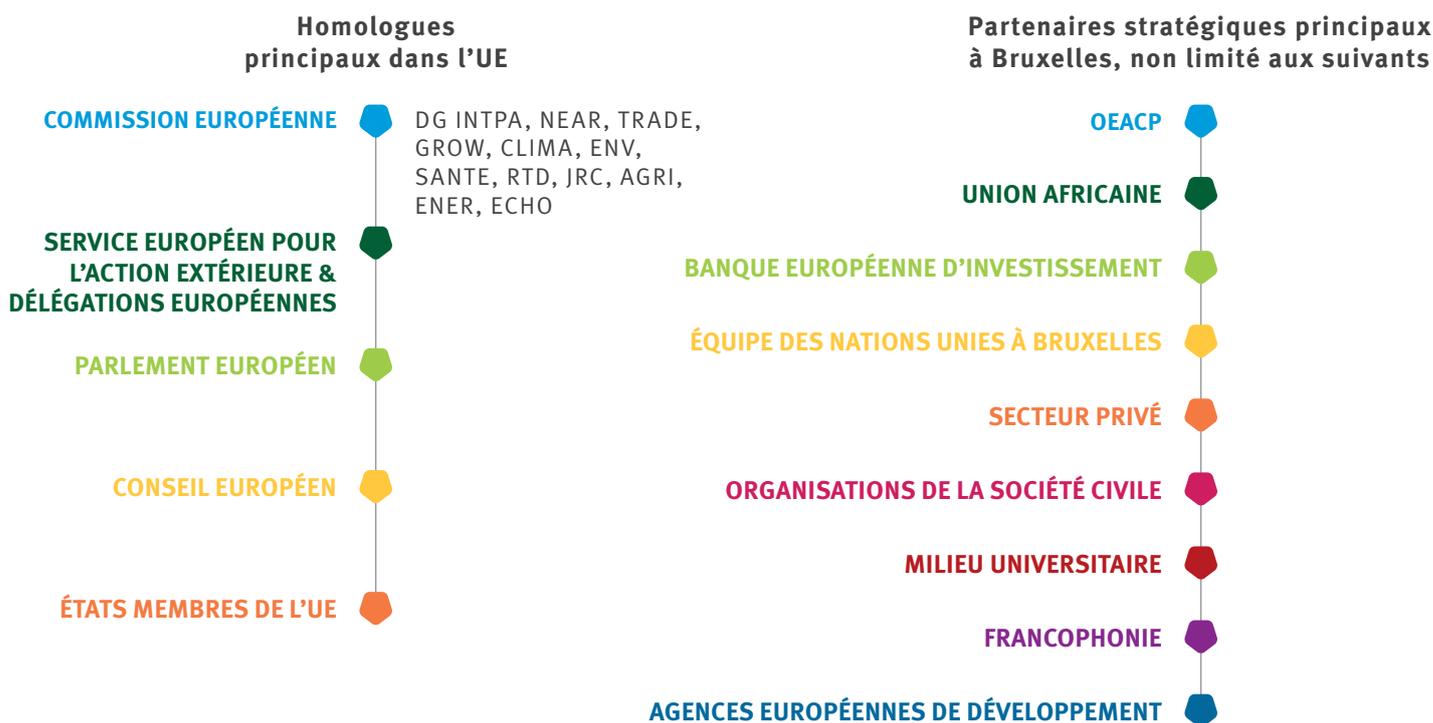
« Ce fut un honneur de présenter le partenariat ONUDI-UE à l'exposition universelle de Dubaï 2020, en reliant les gens par la notion de respect. »

Patrick Gilabert

Pour plus de détails, le guide de l'exposition peut être téléchargé ici :



Partenaires clés des institutions de l'UE et parties prenantes de Bruxelles



Les partenariats transformateurs et axés sur l'impact sont essentiels pour conduire une industrialisation inclusive et durable à l'échelle et au rythme nécessaires pour réaliser l'Agenda 2030.

La convocation de partenaires multisectoriels pour la coopération industrielle, les investissements, l'échange de connaissances et le leadership transformateur restera un élément central de la proposition de valeur de l'ONUDI.

COMMISSION EUROPÉENNE

Les directions générales INTPA, NEAR, GROW, TRADE, CLIMA, ENV, SANTE, RTD, JRC, AGRI, ENR, ECHO, ainsi que le SEAE, sont les principaux interlocuteurs de l'ONUDI à la Commission européenne. Au fil des années, l'ONUDI a intensifié sa collaboration avec ces services pour une croissance plus inclusive et plus verte dans les pays partenaires.

DG INTPA :

La Direction générale des partenariats internationaux est chargée de formuler la politique de l'UE en matière de partenariat international et de développement. Depuis 2012, des réunions d'examen de haut niveau récurrentes entre le directeur général de l'ONUDI, le commissaire européen au partenariat international et le SEAE contribuent à l'élaboration de stratégies et au renforcement du partenariat. En 2020 et 2021, la commissaire européenne Jutta Urpilainen a rencontré à plusieurs reprises l'équipe de l'ONU à Bruxelles pour discuter de l'avenir du partenariat UE-ONU pour un multilatéralisme inclusif. Pour façonner la coopération, l'ONUDI organise régulièrement

Depuis Bruxelles, l'ONUDI continuera à promouvoir des partenariats plus solides avec les institutions de l'Union européenne, mais aussi avec les gouvernements, le secteur privé, la société civile, la communauté internationale, les Nations unies et d'autres parties prenantes stratégiques, afin de catalyser l'action et d'accroître l'impact en faveur de l'ISID et des ODD.

des réunions techniques avec des unités spécifiques telles que E2 « Analyse microéconomique, climat d'investissement, secteur privé, commerce et emploi », F1 « Changement climatique et énergie durable ; sûreté nucléaire », et F3 « Systèmes agroalimentaires et pêche durables ». La plupart des fonds de l'UE destinés à l'ONUDI sont acheminés par la DG INTPA. Entre 2009 et 2020, les fonds reçus de la DG INTPA se sont élevés à 170 millions d'euros.

DG NEAR :

Avec la Direction générale des négociations de voisinage et d'élargissement, responsable des politiques de voisinage et d'élargissement de l'UE, l'ONUDI a également une longue expérience du soutien aux pays qui ambitionnent d'adhérer potentiellement à l'UE. Des projets dans le domaine de la production durable, de l'industrie créative, de la recherche et de l'innovation ou de la gestion de l'eau sont nés de notre collaboration. Au niveau national, les projets conjoints récents comprennent le MOUSTADAMA en Palestine, qui promeut une

industrie palestinienne durable sur le plan énergétique, ou le programme de soutien à la transition de l'Algérie vers une économie verte et circulaire (Ecovertec). De grands programmes régionaux sur la production durable (SWITCH-MED I & II) et les clusters d'industries créatives (CCI MED) en Méditerranée ainsi que la production plus propre dans le voisinage oriental (Green EaP) sont aussi actuellement mis en œuvre par l'ONUDI. Entre 2009 et 2020, les fonds reçus de la DG NEAR se sont élevés à 56 millions d'euros.

DG GROW :

La Direction du marché intérieur, de l'industrie, de l'entrepreneuriat et des PME et l'ONUDI partagent des ambitions similaires pour le développement de la coopération industrielle internationale et le soutien aux PME. En 2013 à Lima, la DG GROW et l'ONUDI ont signé un arrangement administratif sur la « mise en œuvre de la politique des PME », suivi d'une « feuille de route sur la coopération industrielle et les PME » en 2014. L'ambition est claire : les activités conjointes pourraient développer des partenariats stratégiques public-privé, soutenir l'esprit d'entreprise, susciter des investissements durables ou élaborer des normes et standards internationaux. En 2019, le DG de l'ONUDI Li Yong a été invité à s'exprimer lors des Journées de l'industrie de l'UE, l'événement annuel phare de l'Europe sur l'industrie et la principale plateforme pour discuter des défis industriels et codévelopper des opportunités et des réponses politiques. En 2021, le réseau Investment Technology Promotion (ITP) de l'ONUDI et les bureaux ITP d'Italie et d'Allemagne ont coorganisé trois débats en laboratoire lors de la semaine de l'industrie de l'UE, rassemblant plus de 4 500 participants dans un dialogue en ligne inclusif.

DG TRADE :

Pour garantir des pratiques commerciales durables et inclusives dans les pays en développement, des consultations régulières ont lieu avec la DG Commerce. Dans le cadre de l'aide au commerce et de la mise en œuvre de l'accord de libre-échange continental africain (AfCFTA), l'ONUDI et la DG TRADE discutent des meilleurs moyens de soutenir l'intégration progressive des économies en développement dans le marché mondial ainsi que la capacité des pays partenaires à se conformer aux normes internationales et européennes. L'expertise de l'ONUDI est particulièrement pertinente lorsqu'il s'agit de négocier des accords commerciaux entre l'UE et les pays en développement. En Colombie, la DG TRADE et l'ONUDI soutiennent le développement rural et l'autonomisation des conseils communautaires du département de Choco par l'utilisation durable des ressources naturelles et minérales. Le projet améliore les moyens de subsistance des communautés locales par la réduction des impacts sociaux et environnementaux négatifs de l'exploitation artisanale et à petite échelle de l'or.

DG CLIMA :

L'Union européenne, grâce à des objectifs de haut niveau et à son engagement dans des partenariats mondiaux, montre la voie en matière d'action climatique et vise à devenir le premier continent climatiquement neutre. La DG CLIMA joue un rôle de premier plan dans les négociations internationales visant à relever le niveau d'ambition des autres grands émetteurs. En tant qu'agence des Nations unies spécialisée dans l'industrie verte, l'ONUDI soutient l'appel au multilatéralisme et agit en conséquence pour soutenir ces ambitions. En 2021, lors de la COP26, l'UE et l'ONUDI ont pu présenter leurs actions et leurs synergies pour « Accélérer l'innovation : Coopérer pour un avenir net zéro ». Des ministres, des PDG et des dirigeants du monde entier ont annoncé de nouveaux engagements renforçant la coopération internationale et garantissant la réalisation des objectifs de Paris. En examinant les politiques d'achat écologique existantes et les meilleures pratiques, y compris celles de l'UE, l'ONUDI a pu lancer un engagement mondial en faveur de l'achat d'acier et de ciment à faible teneur en carbone dans le cadre de l'initiative de décarbonisation profonde de l'industrie (IDDI) du ministère.

DG ENV :

Le Green Deal de l'UE reflète l'engagement continu de l'ONUDI en faveur de la protection de l'environnement. En s'appuyant sur des initiatives circulaires existantes telles que SwitchMed en Méditerranée, la DG ENV et l'ONUDI ont introduit l'Alliance mondiale pour l'économie circulaire et l'efficacité des ressources (GACERE) en 2021. L'importance de cette initiative a été démontrée par la présence de M. Virginijus Sinkevičius, commissaire européen à l'environnement, aux océans et à la pêche, et de M. Li Yong, directeur général de l'ONUDI. L'objectif de GACERE est de fournir un leadership mondial pour les initiatives liées à la transition vers l'économie circulaire, l'efficacité des ressources et la consommation et la production durables. Notre partenariat avec l'Union européenne est un élément important pour garantir que tous les pays et toutes les entreprises s'engagent dans cette transition fondamentale vers l'adoption des principes de l'économie circulaire conduisant à une plus grande efficacité des ressources et à une réduction des déchets.



DG SANTE :

Les systèmes de sécurité alimentaire nécessitent une coopération pour permettre aux pays en développement de sécuriser leurs exportations vers l'UE et de protéger les consommateurs locaux et européens. Par l'intermédiaire de la DG Santé et sécurité alimentaire, l'Organisation est en mesure d'utiliser les données de qualité du système d'alerte rapide pour les aliments pour animaux et les denrées alimentaires (RASFF) pour son rapport sur la conformité commerciale. Il analyse les rejets aux frontières et cartographie les problèmes liés aux produits et aux pays pour mieux cibler l'assistance technique et améliorer les systèmes de sécurité alimentaire dans les pays en développement. Une coopération continue a eu lieu, notamment la formation d'experts africains dans le cadre du programme « Better Training for Safer Food » (BTSF). En outre, des consultations ont été organisées pour échanger des connaissances et développer des activités conjointes dans les domaines susmentionnés. Le COVID19 ayant mis en évidence la vulnérabilité des pays en développement aux crises potentielles, le renforcement des capacités est nécessaire pour garantir des vies saines. Notre partenariat vise à accroître la résilience grâce à une prospérité partagée, telle que la capacité industrielle de production de vaccins.

DG RTD :

L'ONUDI et la DG Recherche et Innovation ont collaboré dans divers domaines tels que la gestion de l'environnement, la sécurité alimentaire, la technologie de l'hydrogène et l'innovation industrielle. L'expertise de l'ONUDI en matière de connexion de la recherche et de l'innovation à l'économie réelle a été reconnue par l'adhésion au consortium Pacific Europe Network for Science (PACE-Net+). Une grande majorité des États Membres de l'ONUDI et un nombre croissant d'instituts de recherche recherchent l'expertise de l'ONUDI en matière de recherche et d'innovation industrielles. L'ONUDI a dirigé les efforts de l'ONU pour améliorer les arrangements contractuels avec la DG RTD. En outre, les engagements communs en faveur d'une reprise durable après la conférence COVID19 sont principalement axés sur une approche verte et numérique. Le partenariat entre la DG RTD et l'ONUDI pour un développement industriel inclusif et durable est particulièrement important pour renforcer le rôle de la numérisation dans le développement.

CCR :

Le Centre commun de recherche (CCR) de la Commission européenne invite régulièrement la direction et les experts de l'ONUDI à se joindre aux discussions sur le rôle de l'innovation et de la science dans les pays en développement. En 2017, l'ONUDI a participé aux ateliers du CCR sur « le rôle des parcs scientifiques et technologiques et des incubateurs dans les écosystèmes d'innovation » (Thessalonique, Grèce) et sur « les véhicules d'investissement et les instruments financiers soutenant le transfert de technologie et l'innovation » (Belgrade). En 2019, le Directeur général adjoint de l'ONUDI a été invité à s'exprimer lors de la conférence « Innovation for Industrial Transformation », coorganisée par la Direction de la croissance et de l'innovation du CCR et la Direction de la science, de la technologie et de l'innovation de l'OCDE. En 2021, l'ONUDI a été le coorganisateur officiel, avec le CCR,

l'EARTO et l'OCDE, de la conférence CONCORDI, la conférence européenne biennale sur la R&D et l'innovation dans les entreprises. Grâce à sa participation, l'ONUDI a élargi la portée des recommandations de politique générale, spécifiquement sur la relance industrielle inclusive et durable par la transformation numérique et sur l'avenir de l'industrialisation dans les pays en développement dans un monde postpandémique.

DG AGRI :

La DG de l'agriculture et du développement rural et l'ONUDI partagent des objectifs similaires : la sécurité alimentaire, l'agrobusiness et le développement de la chaîne de valeur, et l'agriculture en tant que secteur compétitif sur le marché international. Elles partagent le même objectif : assurer un revenu équitable aux agriculteurs et créer de nouveaux emplois dans le secteur de l'agroalimentaire. Des consultations au plus haut niveau ont conduit à l'organisation de séminaires et de forums conjoints à Bruxelles (2013, 2014), à l'EXPO de Milan (2015), en Éthiopie (2016, 2018) et en ligne (2020, 2021). Les synergies futures possibles comprennent le soutien d'une réponse de la « Team Europe » au COVID-19, et le renforcement de l'EFTP dans le domaine de l'agroalimentaire dans les pays partenaires de l'UE.

DG ENR :

Dans le cadre du mandat vert de la Commission européenne, la DG ENER et l'ONUDI doivent travailler ensemble sur un certain nombre de défis communs dans le domaine de l'énergie. Parmi les consultations qui ont eu lieu sur le programme conjoint UE-ONUDI sur l'énergie et le changement climatique figure l'initiative SE4ALL, qui a influencé l'agenda politique de l'UE en matière de changement climatique pour 2030. En outre, l'hydrogène renouvelable pour alimenter les transports et les processus industriels à forte intensité énergétique devrait constituer un domaine d'intérêt commun pour la coopération future. Soutenu par les États membres de l'UE, le partenariat mondial pour l'hydrogène lancé par l'ONUDI lors du Forum de l'énergie de Vienne en 2021 ouvre la voie à des partenariats sur les symbioses déjà existantes, comme indiqué dans la stratégie de l'UE pour l'hydrogène de 2020.

DG ECHO :

La Direction Générale de la Protection Civile Européenne et des Opérations d'Aide Humanitaire est essentielle pour déterminer les zones d'intervention de l'ONUDI et les besoins de développement à long terme. L'ONUDI s'engage à accroître les opportunités économiques pour les communautés touchées par la crise des réfugiés et la crise humanitaire ainsi que par les catastrophes naturelles. Nous facilitons la transition de la dépendance des communautés à l'égard de l'aide d'urgence et de l'aide humanitaire vers l'autonomie en favorisant le transfert de compétences, de connaissances et de technologies et le développement de secteurs productifs. Nous travaillons depuis de nombreuses années dans des contextes humanitaires, principalement dans des situations de post-crise, y compris des catastrophes naturelles, dans plus de 25 pays, de l'Afghanistan à l'Irak, de la Côte d'Ivoire au Soudan, du Liban à la Jordanie, du Nicaragua à Haïti. En 2021, l'ONUDI a participé à l'intervention des Nations Unies en Afghanistan pour donner aux populations les moyens de se doter de moyens de subsistance résilients et durables.

LES RELATIONS INTERINSTITUTIONNELLES ET LA PROSPECTIVE

Le rapport de prospective stratégique 2021, « La capacité et la liberté d'action de l'UE », présente une perspective prospective et multidisciplinaire sur les tendances importantes qui affectent la capacité et la liberté d'action de l'UE dans les décennies à venir, notamment le changement climatique, les transformations numériques et les changements dans l'ordre mondial, domaines dans lesquels l'ONUDI est très active. Le programme de prospective technologique de l'ONUDI est particulièrement utile pour fournir une expertise et un renforcement des capacités à l'UE. En réponse aux demandes des pays membres, l'ONUDI met en œuvre des initiatives mondiales et régionales de prévision technologique en Asie, en Amérique latine, en Europe centrale et orientale (ECO) et dans les nouveaux États indépendants (NEI). L'objectif est de renforcer la capacité d'utiliser la prospective comme un outil pratique pour concevoir des politiques et des stratégies qui exploitent les technologies émergentes et critiques au profit des pays en développement et des pays à économie en transition.

LE SERVICE EUROPÉEN POUR L'ACTION EXTÉRIEURE (SEAE)

L'ONUDI et le Service européen pour l'action extérieure (SEAE) s'engagent régulièrement dans la coopération multilatérale et le dialogue diplomatique. Dans le cadre de la campagne « EU-UN 40 Years TOGETHER in Vienna | Multilateralism at Work » en 2020, la Délégation de l'UE à Vienne et l'ONUDI ont célébré l'anniversaire de la coopération ONUDI-UE. Le chef de la délégation de l'UE a fait des remarques sur le rôle de l'UE en tant que défenseur du multilatéralisme et le directeur général adjoint de l'ONUDI a donné des précisions sur le partenariat UE-ONUDI. En 2021, ce partenariat fructueux a été célébré lors de la journée d'honneur de l'UE à l'exposition universelle de Dubaï (EAU), au pavillon de l'Autriche. Cet événement innovant a présenté la collaboration entre l'ONUDI et l'UE à travers les yeux de l'ambassadrice de bonne volonté de l'ONUDI, Elisabetta Illy, et le « partenariat de respect » qui en résulte pour les personnes et la planète.

PARLEMENT EUROPÉEN

L'ONUDI suit de près les discussions des commissions du PE, notamment DEVE (Développement), AFET (Affaires étrangères), ITRE (Industrie, Recherche et Innovation), INTA (Commerce international), ENVI (Environnement, Santé publique et Sécurité alimentaire). L'ONUDI a été invitée à partager son expertise au PE à diverses occasions sur des sujets tels que l'énergie durable, le travail productif pour les jeunes, la pollution industrielle, la numérisation, la coopération avec l'Afrique et l'Asie centrale, ou le développement du secteur privé. En 2022, l'ONUDI organisera une exposition de photos avec les députés européens pour présenter les projets de l'ONUDI qui sont financés par l'UE et apporter plus de visibilité aux réussites et à l'impact du partenariat qui améliore la vie des gens.

CONSEIL DE L'UE

L'ONUDI s'engage à maintenir un dialogue de haut niveau avec le Conseil de l'UE et toutes les représentations permanentes des États membres de l'UE à Bruxelles, tant au niveau bilatéral qu'au niveau des comités du Conseil de l'UE. En décembre 2019, le président du Conseil européen Charles Michel, lors de la COP25 à Madrid, a exprimé sa volonté de faire de l'Europe « le champion de la transition verte » et a reconnu l'engagement de l'UE à soutenir ses partenaires dans le monde entier. Son appel à une approche conjointe axée sur l'énergie durable et abordable, l'efficacité énergétique et l'économie circulaire, est le mandat principal de l'ONUDI. En accord avec les priorités du Conseil de l'Union européenne et le nouvel agenda stratégique de l'UE pour les années 2019-2024, l'ONUDI saisira cette opportunité pour contribuer au développement inclusif et durable avec le Conseil européen. La présidence-trio a été assurée par l'Allemagne, le Portugal et la Slovénie en 2020-2021, et sera assurée par la France, la République tchèque et la Suède en 2022-2023, et par l'Espagne, la Belgique et la Hongrie en 2023-2024.

BANQUE EUROPÉENNE D'INVESTISSEMENT (BEI)

En tant que plus grande institution financière multilatérale au monde et l'un des plus grands fournisseurs de financement climatique, la Banque européenne d'investissement (BEI) a été un partenaire stratégique pour réaliser l'ISID dans le monde entier. L'ONUDI et la BEI ont progressivement renforcé leur partenariat à travers diverses réunions sur les activités conjointes et la coopération potentielles. Cela avait conduit à la signature d'un protocole d'accord en juillet 2015 pour promouvoir conjointement un développement industriel inclusif et durable, en particulier en Afrique, qui devrait être élargi à la suite de la réunion bilatérale en 2019, entre le directeur général de l'ONUDI LI Yong et Werner Hoyer, président de la BEI. L'ONUDI Bruxelles collabore également avec la BEI du point de vue du partage d'expérience dans le cadre du groupe du secteur privé de l'Alliance Sahel. Cette plateforme de coordination vise à fournir un soutien spécifique aux pays du G5 Sahel par le biais de dialogues de haut niveau et de recommandations concrètes sur des domaines d'expertise spécifiques tels que le renforcement des chaînes de valeur, la gestion durable des matières premières, le soutien à l'entrepreneuriat et l'amélioration générale de l'environnement des affaires dans les pays du Sahel.



OEACP

L'ONUDI et l'Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (OEACP) travaillent ensemble depuis plus de 40 ans pour soutenir le progrès humain et la prospérité des pays de l'OEACP par le biais de la coopération et du développement industriels, avec trois objectifs clés :

1. Soutenir les industries inclusives, en particulier les agro-industries, pour la création d'emplois et la réduction de la pauvreté dans les pays de l'OEACP, en vue d'aider les pays et les régions de l'OEACP à développer des politiques, des institutions et des capacités, et à éradiquer la pauvreté par le développement d'activités industrielles ;
2. Renforcer les industries compétitives et le secteur privé dans les membres de l'OEACP afin d'accroître leur participation au commerce mondial et de développer à la fois les capacités de production et celles liées au commerce ;
3. Développer des industries respectueuses de l'environnement pour promouvoir un développement industriel durable dans les pays ACP en vue de s'adapter au changement climatique, de promouvoir les énergies renouvelables et de préserver l'environnement.

L'accord de partenariat post-Cotonou a marqué une étape vers une nouvelle ère de relations entre les États de l'Union européenne, d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP). L'accord renforce la capacité de l'UE et des 79 membres de l'OEACP à relever conjointement les défis mondiaux liés au développement humain, au développement et à la croissance économiques durables et inclusifs, au changement climatique, à l'égalité des sexes, etc.

Dans le contexte du nouvel accord de partenariat UE-ACP (post-Cotonou) et de la pandémie de COVID-19, plusieurs réunions de haut niveau entre le directeur général de l'ONUDI, Li Yong, et le secrétaire général de l'OEACP, Georges Rebelo Chikoti, ont eu lieu en 2020 et 2021 afin d'aligner les priorités de collaboration, de soutenir la mise en œuvre de l'IDDA III, les programmes de partenariat pays (PCP) et la mise en œuvre de projets concrets sur le terrain.

Parmi les exemples récents notables de collaboration entre l'ONUDI et l'OEACP, on peut citer l'initiative " Route du coton ", qui vise à améliorer le climat commercial de l'industrie du coton au Bénin, au Burkina Faso, au Tchad, en Côte d'Ivoire et au Mali. Lors de la célébration de la Journée mondiale du coton 2020, le Secrétaire général de l'OEACP, S.E. M. Georges Rebelo Pinto Chikoti, a déclaré :

"Cette importante initiative vise à développer et à renforcer les capacités productives, à encourager la transformation locale du coton, à améliorer la compétitivité des produits à commercialiser, à accroître les investissements dans les outils productifs et à améliorer le climat général des affaires de la filière coton dans ces pays. Il accorde également une attention particulière à la promotion de l'emploi des femmes et des jeunes."

Un autre programme conjoint important est le "ACP Businessfriendly : Supporting value chains through inclusive policies, investment promotion and alliances", une action intra-ACP financée par l'Union européenne (UE) et l'OEACP, conçue pour atteindre deux résultats clés :

1. Adopter et mettre en œuvre des politiques nationales et des cadres juridiques favorables aux entreprises, inclusifs et responsables.
2. Renforcer les capacités de production, de transformation, de promotion et de commercialisation et les chaînes de valeur.

L'ONUDI a été chargée de mettre en œuvre la composante de niveau méso, axée sur le renforcement des capacités des institutions de promotion des investissements (IPI) pour une meilleure promotion des investissements et un soutien plus facile aux investisseurs nationaux et étrangers. Les interventions de l'ONUDI en matière de promotion des investissements visent à faciliter le processus d'identification et de mobilisation des capitaux, des connaissances et des ressources technologiques pour un impact plus ciblé sur le développement des investissements. Alors que les interventions sont principalement entreprises au niveau national, le caractère régional du programme crée des opportunités pour activer des moteurs puissants pour les meilleures pratiques, les actions d'échange de connaissances, servant à augmenter et amplifier la capture de valeur et l'impact à la région ACP plus large.

En novembre 2021, la 9e Conférence ministérielle des PMA de l'ONUDI a poussé plus loin le partenariat de longue date entre l'ONUDI et l'Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (OEACP). Pour la première fois, les deux partenaires ont uni leurs forces pour organiser la Conférence ministérielle, en collaboration avec le Bureau du Haut Représentant des Nations Unies pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement (UN-OHRLS). La contribution de l'OEACP à la Conférence ministérielle a renforcé la coopération existante entre l'ONUDI, l'Union européenne et les PMA, a ouvert de nouveaux domaines importants de coopération technique et a ouvert la voie à la cinquième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés (PMA5) qui se tiendra à Doha en 2022.

REPRÉSENTATION DE L'UNION AFRICAINE AUPRÈS DE L'UE

L'ONUDI a aidé la Commission de l'Union africaine à formuler le "Plan d'action pour le développement industriel accéléré de l'Afrique (AIDA)", une stratégie qui vise à mobiliser des ressources financières et non financières et à accroître la compétitivité de l'Afrique par rapport au reste du monde. Depuis 2006, l'ONUDI Bruxelles et la Représentation de l'Union africaine auprès de l'UE organisent conjointement les célébrations de la Journée de l'industrialisation de l'Afrique (AID) à Bruxelles. L'objectif est de sensibiliser le monde aux défis de l'industrialisation auxquels le continent est confronté, de mobiliser les dirigeants africains, les partenaires européens et les organisations internationales afin de créer des partenariats pour l'industrialisation durable de l'Afrique. Elles ont lieu dans le cadre du mandat de l'ONUDI sur le développement inclusif et durable (ISID), de son mandat à l'Assemblée générale des Nations Unies de diriger la mise en œuvre de la troisième Décennie du développement industriel pour l'Afrique (IDDA III), ainsi qu'à l'appui de l'Agenda 2030 et de l'ODD9, de l'Agenda 2063 de l'UA, de l'AIDA et du Programme d'action d'Addis-Abeba.

SECTEUR PRIVÉ

L'ONUDI est particulièrement bien placée pour établir un partenariat avec le secteur privé en tant qu'agent clé du changement pour un développement industriel inclusif et durable. S'appuyant sur sa longue expérience des liens entre entreprises et des partenariats public-privé, l'ONUDI a été une partie prenante majeure et joue un rôle essentiel dans l'organisation des forums d'affaires de l'UE avec l'Afrique, les Caraïbes et le Pacifique (EABF, CEBF et PEBF). En novembre 2019, l'ONUDI a participé au deuxième sommet des affaires UE-Afrique à l'invitation du ministère des Affaires étrangères de la Belgique et de la Commission européenne, qui a conduit au développement de partenariats commerciaux. L'ONUDI invite souvent des entrepreneurs ou des acteurs du monde des affaires à ses dialogues multipartites pour partager leurs points de vue avec leurs homologues publics. L'ONUDI Bruxelles s'est engagée activement dans 2021 avec des intermédiaires commerciaux tels que Mission Internationale (France) qui soutient les petites et moyennes entreprises et industries dans leur développement international.

SOCIÉTÉ CIVILE ET UNIVERSITÉS

En tant qu'agence engagée dans le partage des connaissances sur le développement industriel, le renforcement des capacités institutionnelles, l'établissement de normes et la création de partenariats, elle s'engage régulièrement avec les OSC, les groupes de réflexion et le monde universitaire. Par exemple, l'ONUDI a été consultée par le groupe de réflexion Europe Jacques Delors, présidé par Pascal Lamy, en mai 2021, afin de partager son expertise sur les normes et standards internationaux pour des politiques commerciales vertes. En plus des services de conseil, l'ONUDI Bruxelles convoque des universitaires et des chercheurs à ses dialogues politiques, par exemple en 2020 de l'Université de Potsdam (Allemagne) ou de la Skema Business School (France).

FRANCOPHONIE

L'ONUDI et l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF) ont un partenariat de longue date dans des domaines d'intérêt commun tels que le développement économique, la promotion des investissements, l'innovation et l'entrepreneuriat et la défense de la Francophonie. Depuis la signature de l'accord-cadre de coopération en 1990, l'ONUDI et l'OIF ont reconnu le

développement industriel inclusif et durable comme l'un des principaux moteurs de la réduction de la pauvreté. En 2018, l'OIF a participé à la 46e session du Conseil du développement industriel et à la 12e session de la Conférence générale de l'ONUDI, tandis que l'ONUDI a participé au Forum économique d'Erevan et au Sommet des chefs d'État et de gouvernement dans le cadre du XVIIe Sommet de la Francophonie. En 2021, le représentant de l'ONUDI à Bruxelles a rencontré S.E. Fatou Isidora MARA NIANG, ambassadrice et représentante de l'OIF auprès de l'UE, a entamé des discussions à l'Expo Dubaï, a contribué à l'atelier de l'OIF sur la numérisation dans le cadre de l'Alliance pour le Sahel, et a coorganisé les FRANCONOMICS 2021 au Vietnam. Parmi les autres possibilités de collaboration, citons le soutien de l'ONUDI à la nouvelle "Stratégie économique de la Francophonie 2020-2025 : Vers une prospérité durable au sein d'une Francophonie résiliente, solidaire, inclusive et innovante" (2020), les discussions avec l'OIF Hanoi dans le cadre de l'Accord de libre-échange Europe/Viet Nam, la participation de l'ONUDI à la Mission économique de la francophonie, et les prochains Sommets de la Francophonie. L'ONUDI collabore également avec les dirigeants francophones en contribuant aux grands sommets de coopération tels que le Forum de Paris sur la paix.

ÉQUIPE DES NATIONS UNIES À BRUXELLES

L'ONUDI exploite la réforme en cours du système de développement des Nations Unies pour renforcer les partenariats au sein des Nations Unies. Un exemple clair est la contribution active de l'ONUDI à l'Équipe des Nations Unies à Bruxelles (UNBT), qui rassemble 27 agences spécialisées, fonds et programmes couvrant les activités de développement, d'aide humanitaire et de droits de l'homme de l'ONU, afin de renforcer la compréhension et le soutien au sein des institutions de l'UE et du grand public en Europe. L'ONUDI codirige l'équipe spéciale de l'UNBT sur la numérisation pour les ODD (avec l'UIT et l'UNESCO) et fait également partie de l'équipe spéciale sur l'Afrique, le Green Deal, le voisinage, la communication, la migration et le CFP. Ces groupes de travail représentent des plateformes de coordination stratégique pour le partage de renseignements entre les agences des Nations unies et des mécanismes de plaidoyer pour des messages communs visant à influencer les politiques extérieures de l'UE.

Engagement avec les États membres de l'UE

Au-delà de la collaboration avec les institutions européennes, l'engagement avec l'UE implique des partenariats efficaces avec les États membres de l'UE (EM de l'UE). Depuis de nombreuses décennies, les États membres de l'UE qui sont également des États membres de l'ONUDI ont contribué de manière significative à la réalisation des objectifs et des priorités de l'ONUDI. Ils sont les "actionnaires" de l'ONUDI et, à ce titre, jouent un rôle essentiel pour l'Organisation. Au sein des États membres de l'UE, les ministères des affaires étrangères, les ministères de la coopération et les ministères de l'économie et/ou de l'industrie sont généralement responsables de la

coopération avec l'ONUDI. Au cours des dix dernières années, les États membres de l'UE ont apporté des contributions volontaires dépassant 200 millions de dollars aux projets de l'ONUDI. Les cinq principaux partenaires financiers des États membres de l'UE au cours de cette période étaient l'Italie (62,4 millions de dollars), la Suède (48,7 millions de dollars), l'Autriche (26,3 millions de dollars), l'Allemagne (25,7 millions de dollars) et la Finlande (5,1 millions de dollars), qui, conjointement avec d'autres États membres, ont contribué de manière significative à la capacité de l'Organisation à répondre efficacement à une demande croissante de ses services.

Coopération au niveau politique/ stratégique

Au niveau politique, les EM de l'UE et les autres EM de l'ONUDI contribuent à façonner l'Organisation, y compris sa direction stratégique et son administration. Grâce à leur participation aux organes de décision de l'ONUDI et à leur étroite collaboration avec le Secrétariat, les États membres jouent un rôle essentiel, notamment en approuvant et en supervisant le budget, l'administration et les politiques de l'Organisation. Ces dernières années, l'ONUDI et les États membres de l'UE ont collaboré à la promotion de politiques conjointes, à la convocation et à l'établissement de l'ordre du jour de forums mondiaux tels que l'Assemblée générale des Nations unies, le Groupe des Vingt (G20), la Conférence ministérielle sur l'énergie propre (CEM), le Forum de Paris sur la paix, la Conférence des parties (COP) et dans le cadre des présidences de l'UE. L'ONUDI s'est également associée aux États membres de l'UE pour promouvoir une industrialisation inclusive et durable par le biais de forums mondiaux organisés par l'ONUDI, notamment le Forum de l'énergie de Vienne (VEF), le Sommet mondial sur la fabrication et l'industrialisation (GMIS), la Conférence sur l'industrie verte, le Bridge for Cities et le Forum sur la mondialisation et l'industrialisation (FGI). Les États membres de l'UE et l'ONUDI ont également collaboré dans le cadre de l'Alliance mondiale pour l'économie circulaire et l'efficacité des ressources (GACERE), de l'Énergie durable pour tous (SE4All), du Partenariat mondial pour l'application de l'hydrogène dans l'industrie récemment lancé et de l'Initiative internationale pour une décarbonisation profonde (IDDI).

Partenariats sélectionnés avec des entités des États membres européens

L'ONUDI collabore avec une variété d'entités des secteurs privé et public et de la société civile des États membres de l'UE. Parmi les exemples de collaboration avec des agences d'aide bilatérale, citons l'Agence autrichienne de développement (ADA), l'Agence belge de développement (ENABEL), la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ), l'Agence espagnole de coopération internationale au développement (AECID), l'Agence suédoise de coopération internationale au développement (SIDA) et d'autres avec lesquelles des synergies sont forgées pour accroître l'impact des interventions. Afin de renforcer les opérations et de mobiliser des fonds, l'ONUDI travaille avec les institutions de financement du développement des États membres de l'UE, telles que l'Agence française de développement (AFD), la Kreditanstalt für Wiederaufbau (KfW), la Banque autrichienne de développement (OeEB) et plusieurs autres. En outre, l'ONUDI entretient des partenariats commerciaux avec plusieurs entreprises européennes, par exemple Enel S.p.A., Eni S.p.A., Festo Didactics, Heineken, Illycafé, Metro, Philips Lighting, SAP, Volvo/Scania, ainsi qu'avec des associations commerciales et industrielles (sectorielles) nationales telles que l'Association allemande de l'industrie mécanique (VDMA) ou la Chambre de commerce autrichienne (WKO). En outre, l'ONUDI coopère avec des universités européennes, notamment le Centre de recherche énergétique, environnementale et technologique (CIEMAT), la Société Fraunhofer, l'Institut d'analyse appliquée des systèmes (IASA),

l'Institut Jožef Stefan, l'Institut Kiel pour l'économie mondiale, l'Université de Ljubljana, l'Université de Ferrare, l'Université de Rome 3, l'Université d'économie et de commerce de Vienne (WU), l'Université des ressources naturelles et des sciences de la vie (BOKU) de Vienne, etc. Enfin, l'ONUDI s'associe également à des organisations non gouvernementales (ONG) européennes telles que le Forum de la jeunesse de la diaspora africaine en Europe (ADNE), le Forum européen de la jeunesse (FEJ), la Confédération européenne des jeunes entreprises (JADE), le Partenariat pour l'énergie renouvelable et l'efficacité énergétique (REEEP), l'Organisation néerlandaise de développement SNV, SOS Villages d'enfants, et bien d'autres encore.

Coopération de l'Union européenne et des États membres au niveau des projets/réseaux

Depuis des années, l'ONUDI facilite les synergies et la coopération accrue entre l'UE et les EM de l'ONUDI, notamment les EM de l'UE, afin d'obtenir un plus grand impact sur le terrain grâce à la mise en commun des ressources et de l'expertise. Dans ce contexte, l'Italie a été un fervent partisan des initiatives conjointes et cofinance les programmes "SWITCH-MED" pour accroître l'efficacité des ressources dans les industries, les projets "Méditerranée créative" et "Tunisie créative" pour renforcer les industries créatives dans le sud de la Méditerranée. L'Allemagne a cofinancé plusieurs actions de l'UE par le biais de sa contribution au Fonds d'affectation spéciale pour le renforcement des capacités commerciales de l'ONUDI, notamment pour des activités visant à faire progresser le commerce et les capacités productives en Afrique subsaharienne. En outre, l'ONUDI et la GIZ sont partenaires dans un projet appelé "SPODS", qui vise à réduire les substances appauvrissant la couche d'ozone en Amérique latine et dans les Caraïbes. L'Autriche s'est associée à l'ONUDI et à l'UE dans le "Programme européen de voisinage pour l'agriculture et le développement rural (ENPARD)" en Arménie et dans le programme régional "Greening Economies in the Eastern Neighbourhood (EAP Green)", qui a également été cofinancé par la Slovaquie. La Finlande a récemment rejoint le programme "SWITCH to circular economy value chains" de l'UE pour faire progresser les chaînes de valeur de l'économie circulaire en coopération avec les entreprises européennes.

En outre, les EMUE apportent de précieuses ressources aux réseaux et plates-formes de l'ONU/ONUDI, tels que le Centre et le réseau des technologies climatiques (CTCN), le Réseau mondial des centres régionaux pour l'énergie durable (GN-SEC), le Réseau mondial des centres pour l'efficacité des ressources et la production propre (RECPnet), le Réseau consultatif pour le financement privé (PFAN) et le Partenariat d'action pour l'économie verte (PAGE), dont certains bénéficient également du soutien des institutions européennes. L'Allemagne et l'Italie accueillent également les bureaux de promotion des investissements et de la technologie (ITPO) de l'ONUDI, qui servent de centres de collaboration pour renforcer les liens entre le secteur privé du pays hôte et les pays en développement et les économies en transition pour les investissements sortants et le transfert de technologie.

The background is a collage of three images. The top left shows a woman wearing a wide-brimmed hat and patterned clothing, focused on her work with produce. The top right is a close-up of a bunch of ripe, orange-colored fruits. The bottom half of the image shows a man in a red shirt and striped apron, kneeling in a field of large, dark, textured plants, possibly mushrooms, and smiling as he works.

3

**UN PARTENARIAT
POUR LA
COOPÉRATION
TECHNIQUE**



Ciyong Zou

Directeur principal, Direction des programmes, des partenariats et de la coordination sur le terrain et Directeur, Département des programmes régionaux et de la coordination sur le terrain, ONUDI

Programmes, partenariats et coordination sur le terrain

L'industrialisation est un moteur de la croissance économique, de la durabilité environnementale et de la prospérité partagée. L'ONUDI, avec son mandat ISID pertinent au niveau mondial et son engagement à favoriser l'intégration des dimensions économiques, sociales et environnementales des ODD dans les États membres, est bien placée pour réaliser l'Agenda 2030 aux niveaux national, régional et sous-régional. Les perspectives mondiales, la réforme en cours du Système des Nations unies pour le développement (SNUD), l'accélération de la réalisation des ODD, la promotion des solutions au changement climatique, l'adoption des innovations 4IR, le soutien aux États membres dans leur réponse industrielle et économique et leur redressement face à la crise pandémique restent des domaines cruciaux pour la contribution de l'ONUDI en 2021 et au-delà.

Le positionnement stratégique de l'ONUDI et l'élargissement de sa base de ressources sont plus importants que jamais, en particulier dans le contexte de la crise pandémique actuelle. Le partenariat est au premier plan de la réponse de l'ONUDI face à la crise, notamment par son engagement stratégique dans le processus de réforme de l'ONU au niveau national. Dans ce contexte, l'UE reste un partenaire stratégique de l'ONUDI dans cinq régions : Afrique, Arabie, Asie et Pacifique, Europe et Asie centrale, et Amérique latine et Caraïbes. L'organisation, par le biais de son réseau de terrain dans les régions, a intensifié au fil des ans son engagement avec l'UE pour défendre le mandat de l'ONUDI et aligner les programmes nationaux, régionaux et les projets individuels sur les programmes pluriannuels de l'UE.

La Direction des programmes, des partenariats et de la coordination sur le terrain (PFC) de l'ONUDI vise, par ses fonctions, à intégrer les approches stratégiques, programmatiques, de partenariat et de terrain de l'organisation afin d'accroître l'impact et de mieux répondre aux besoins et aux priorités des États membres. Le partenariat stratégique de longue date entre l'ONUDI et l'UE a permis de tirer parti des ressources des principales institutions financières et de développement, comme la Banque européenne d'investissement (BEI) et la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), pour le programme ISID et la réalisation des ODD. Dans la région Afrique, dans le

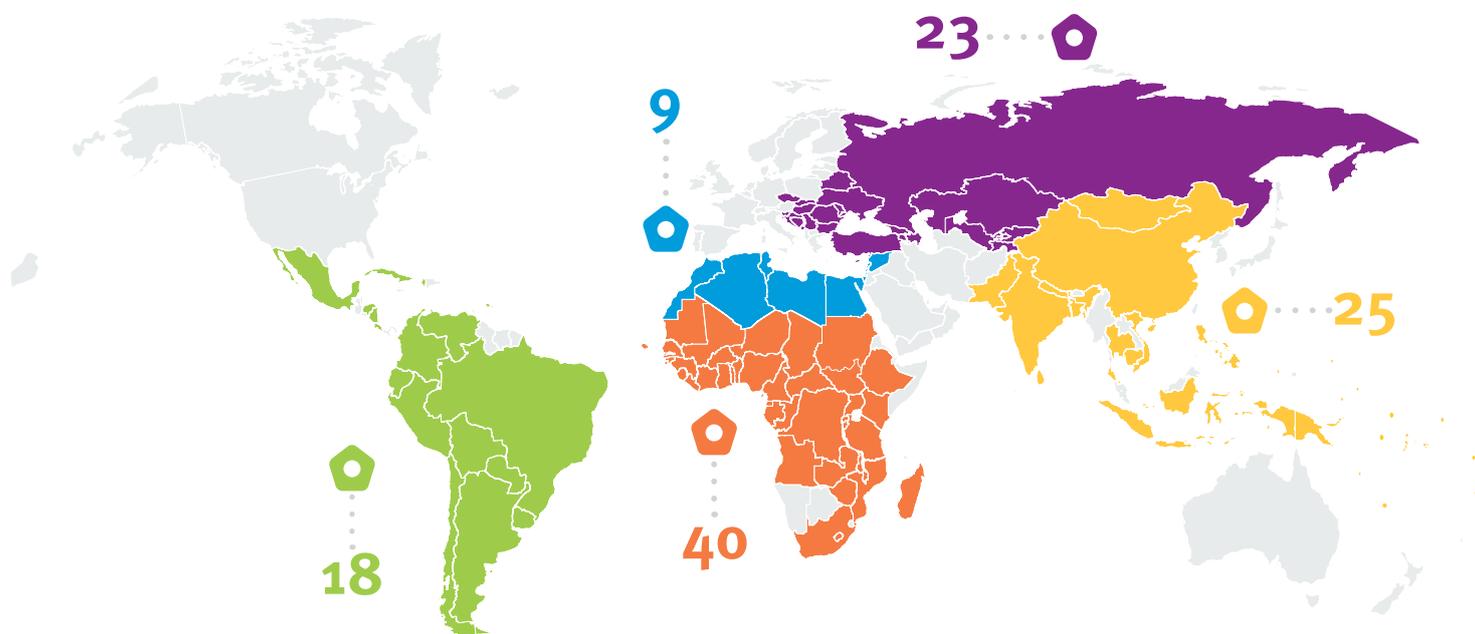
cadre du Programme de partenariat pays (PCP) en Éthiopie, l'ONUDI a élaboré, avec le gouvernement italien, des plans directeurs et des études de faisabilité pour la création de Modjo Leather City (MLC). Le travail de l'ONUDI a permis de mobiliser un programme financé par l'UE sur la création d'emplois durables au sein de la MLC, qui a le potentiel de susciter un investissement complémentaire de la BEI. Le programme SwitchMed de l'ONUDI, financé par l'UE dans huit pays de la région arabe, visait à permettre aux PME de passer à une économie circulaire et économe en ressources, tout en facilitant leur accès au financement par des lignes de crédit soutenues, entre autres, par la BERD, l'Agence française de développement (AFD) et des entités du secteur privé de l'UE, afin d'accroître l'impact du programme. La reproduction de ces modèles de coopération nouveaux et innovants avec les institutions financières et les entités du secteur privé peut servir de base à l'élargissement de la coopération ONUDI-UE à l'avenir. En outre, le partenariat ONUDI-UE peut également explorer de nouveaux domaines de complémentarité avec les projets et programmes financés par le Fonds vert pour le climat, le Fonds pour l'environnement mondial et le Fonds d'adaptation de l'ONUDI.

Compte tenu du portefeuille actuel de l'ONUDI sous l'égide de l'UE dans cinq régions, en plus de l'agenda et des tendances mondiales, les possibilités d'expansion sont encourageantes. Le potentiel d'accroissement de la coopération avec l'UE par le biais des stratégies de l'ONUDI développées pour différents groupes d'États membres tels que les pays les moins avancés/pays en développement sans littoral (PMA/PDSL), les pays à revenu intermédiaire (PRI), les pays sortant d'un conflit ou d'une crise, les petits États insulaires en développement (PEID), et par le biais des mécanismes multipartites des PCP et des programmes par pays est évident.

En s'appuyant sur les initiatives passées et actuelles, l'ONUDI, par l'intermédiaire de la Direction des programmes, des partenariats et de la coordination sur le terrain, continuera à renforcer sa coopération avec l'UE dans cinq régions, conformément aux objectifs stratégiques visant à faire progresser la mise en œuvre des ODD et à déployer des efforts intégrés pour une industrialisation inclusive, résiliente et durable.

Couverture géographique

Partenariat ONUDI-UE dans 115 pays ou catégorisation géographique



AFRIQUE SUB-SAHARIENNE		ASIE & PACIFIQUE	EUROPE & ETATS INDEPENDANTS DU COMMONWEALTH	AMERIQUE LATINE & CARAÏBES	ÉTATS ARABES
Angola	Mauritanie	Bangladesh	Arménie	Argentine	Algérie
Bénin	Mozambique	Cambodge	Azerbaïdjan	Bolivie (État plurinational de)	Égypte
Burkina Faso	Niger	Chine	Bosnie-et-Herzégovine	Brésil	Israël
Burundi	Nigeria	Îles Cook	Belarus	Chili	Liban
Cameroun	Rwanda	Inde	Croatie	Colombie	Libye
Cap Vert	São Tomé et Príncipe	Indonésie	République Tchèque	Costa Rica	Maroc
République centrafricaine	Sierra Leone	Kiribati	Chypre	Cuba	Palestine (État de)
Tchad	Sénégal	Îles Marshall	Hongrie	Équateur	Syrie
Côte d'Ivoire	Soudan	Micronésie (États fédérés de)	Kirghizistan	Grenade	Tunisie
Congo (République du)	Soudan du Sud	Mongolie	Kazakhstan	Haïti	
Congo (République démocratique du)	Afrique du Sud	Nauru	Moldavie	Honduras	
Guinée équatoriale	Togo	Népal	Monténégro	Mexique	
Éthiopie	Ouganda	Niue	Roumanie	Nicaragua	
Gabon	République unie de Tanzanie	Pakistan	Fédération de Russie	Paraguay	
Gambie	Zimbabwe	Palaos	Serbie	Pérou	
Ghana		Papouasie-Nouvelle-Guinée	Slovaquie	Uruguay	
Guinée		Philippines	Slovénie	Venezuela (République bolivarienne du)	
Guinée-Bissau		Samoa	Tadjikistan		
Kenya		Îles Salomon	Turquie		
Lesotho		Sri Lanka	Ukraine		
Liberia		Thaïlande	Ouzbékistan		
Madagascar		Tonga			
Mali		Tuvalu			
		Vanuatu			
		Viêt Nam			

Un contexte de programmation unique 2019-2021 : coopération ONUDI-UE sur le terrain

Après l'entrée en fonction de la nouvelle Commission Von Der Leyen en 2019, l'UE a créé un nouvel instrument de financement pour la coopération extérieure : l'instrument de voisinage, de développement et de coopération internationale (NDICI). Doté d'une enveloppe globale de 79,5 milliards d'euros provenant du nouveau cadre financier pluriannuel (CFP) 2021-2027, le nouvel instrument couvrira la coopération de l'UE avec tous les pays tiers.

Pour déterminer où les fonds de l'UE sont les plus nécessaires, l'UE a commencé son « exercice de programmation », des discussions avec les pays partenaires et d'autres parties prenantes sur leurs besoins d'investissement, leurs lacunes et leurs priorités. Dans ce cadre, les délégations de l'UE ont organisé des consultations par pays avec les États membres de l'UE, les institutions financières de développement européennes (l'approche « Team Europe »), les Nations unies, y compris les bureaux extérieurs de l'ONUDI, et d'autres partenaires clés pour identifier les domaines prioritaires communs et les secteurs d'intervention connexes. Ces consultations ont abouti à l'élaboration de documents de programmation indicative pluriannuelle (PIP) nationaux, régionaux et mondiaux.

Cet exercice de programmation a lieu tous les sept ans et représente donc une occasion unique pour l'UE et l'ONU d'aligner les visions, les priorités et de déterminer fondamentalement la coopération de l'UE dans les pays partenaires.

La plupart des bureaux extérieurs de l'ONUDI se sont engagés dans l'exercice de programmation en participant activement aux consultations de l'UE aux niveaux national et régional. Il en résultera des opportunités programmatiques concrètes pour soutenir conjointement la réponse continue à la crise du COVID-19 et coopérer pour une reprise verte, durable et résiliente basée sur l'Agenda 2030 et les engagements climatiques.

Afrique

Le riche partenariat de l'ONUDI avec l'UE a une longue histoire en Afrique et repose sur la même vision multilatérale de l'accomplissement de l'ISID. Au cours de la dernière décennie, le soutien de l'UE aux projets de CT de l'ONUDI en Afrique subsaharienne s'est élevé à 191,9 millions de dollars, soit environ 30 % du financement total reçu au cours de cette période. En outre, 76,3 millions de dollars ont été reçus de différents États membres de l'UE. De plus, le budget total des projets actuellement en cours financés par l'UE s'élève à plus de 90 millions de dollars, ce qui en fait le plus grand donateur de la région. Ces projets sont principalement axés sur la promotion de la compétitivité économique, notamment par l'amélioration des pratiques et des capacités de production locales, la promotion de l'entrepreneuriat et des investissements et le renforcement des chaînes de valeur. Les initiatives contribuent

également à créer une prospérité partagée en favorisant le développement de secteurs, de clusters et de chaînes de valeur ayant une plus grande capacité de création d'emplois et de sauvegarde de l'environnement, dans la mesure où des solutions et des pratiques commerciales écologiques et durables sont appliquées et promues³.

Au Sahel, l'UE finance actuellement le programme WACOMP, d'un montant de 120 millions d'euros, qui est cogéré par l'ONUDI et l'ITC. Le programme stimule la compétitivité et la productivité dans 16 États d'Afrique de l'Ouest par la promotion de produits agroalimentaires sur le marché régional. Plus récemment, l'ONUDI et l'ONUDC se sont engagés avec l'EUD au Burkina Faso et au Mali, l'Alliance Sahel et le Secrétariat permanent du G5 Sahel pour développer un programme régional conjoint des Nations unies dans le G5 Sahel. Le programme conjoint ONUDI-ONUDC vise à fournir des opportunités économiques en contribuant ensemble au développement durable et à la sécurité.

Désormais, les bureaux extérieurs de l'ONUDI jouent un rôle clé en Afrique et dans d'autres régions dans le travail et les activités des équipes de pays des Nations unies axées sur la programmation conjointe du NDICI pour la prochaine période du CFP (2021-2027). Cette collaboration et cet engagement fort ont permis de garantir l'alignement du travail de l'ONUDI sur les principaux domaines prioritaires de l'UE, tels que la bonne gouvernance et les politiques, la croissance inclusive, les objectifs climatiques et environnementaux, l'éradication de la pauvreté et le renforcement de la résilience.

États arabes

Dans la région arabe, l'ONUDI a coopéré avec l'UE dans le cadre de projets nationaux et régionaux de CT et par le biais de projets de l'ONUDI en Palestine, au Soudan et en Tunisie. La région offre des possibilités de transposer à plus grande échelle les activités des projets par le biais de PCP (Égypte et Maroc), de contribuer à la reconstruction post-crise (Irak, Liban, Palestine, Syrie, Soudan, Somalie et Yémen) et des perspectives d'introduction de pratiques plus durables sur le plan environnemental dans la région (économie circulaire, promotion d'une industrie à faible émission de carbone, numérisation, entre autres).

Deux programmes phares ont été mis en œuvre dans sept pays du sud de la Méditerranée :

◆ L'initiative « SwitchMed » vise à permettre aux PME de passer à des économies économes en ressources et circulaires, tout en facilitant leur accès au financement par des lignes de crédit soutenues par la BERD, l'Agence française de développement (AFD), et d'autres institutions financières et entités du secteur privé de l'UE, comme moyen d'amplifier l'impact du programme.

3 – Les pays bénéficiaires sont l'Éthiopie, la Gambie, la Guinée, la Guinée-Bissau, le Liberia, Madagascar, le Mozambique, le Sénégal, la Sierra Leone, le Sud-Soudan, le Soudan et des projets régionaux.



« Développement de clusters dans les industries culturelles et créatives dans le sud de la Méditerranée » entrepris dans le cadre de l'Instrument européen de voisinage et de partenariat (IEVP). Cherchant à ancrer le concept de clusters dans les industries culturelles et créatives (ICC), ce projet est unique et représente un tremplin pour la mise en place d'une stratégie de développement durable.

L'ONUDI coordonne également avec l'UE, en Egypte, la mise en place d'une unité de renseignement au sein du Ministère du Commerce et de l'Industrie pour la rédaction de politiques et le suivi et l'évaluation dans le cadre du PCP Égypte.

L'ONUDI participe également à la consultation sur le nouveau cycle du programme indicatif pluriannuel (PIP) en étroite collaboration avec l'équipe de pays des Nations unies dans les pays arabes et le principal groupe économique en Algérie.

L'ONUDI et l'UE, en partenariat avec le ministère de l'économie nationale (MoNE) en Palestine, ont lancé en juillet 2021 le programme Palestine CleanTech Innovation, la première initiative régionale développée dans le cadre du programme MOUSTADAMA pour ouvrir la porte à l'innovation technologique stratégique dans les énergies propres. En Tunisie, l'UE finance un projet visant à soutenir le développement et la compétitivité de six chaînes de valeur artisanales en Tunisie. Au Soudan, l'ONUDI met en œuvre un projet financé par l'UE pour améliorer les capacités institutionnelles des quatre centres de formation professionnelle et d'emploi (VTEC) de l'État de Khartoum en termes de planification, de développement de la gestion et de formation du personnel en fonction des besoins du programme de modernisation économique du Soudan et de l'ODD 9.

De nouveaux projets sont en cours de discussion ou de finalisation en synergie avec les États membres de l'UE et les partenaires européens, y compris le secteur privé en Égypte, en Jordanie, au Liban, au Maroc et en Palestine.

Europe et Asie centrale

La coopération entre l'UE et l'ONUDI dans la région Europe et Asie centrale s'est intensifiée au cours des dernières années. Afin d'établir une communication régulière et de mieux aligner les priorités de développement, l'ONUDI a tenu un certain nombre de réunions avec les délégations de l'UE dans les pays de la région et d'autres organismes pertinents, notamment la DG NEAR de la Commission européenne.

Dans les pays où l'ONUDI a des programmes de pays (PC) en cours et prévus – Albanie, Arménie, Géorgie, Monténégro et République de Moldavie – plusieurs domaines synergiques clés pour une coopération renforcée ont été identifiés, notamment l'élaboration des politiques, le travail normatif, la recherche et l'analyse, l'énergie, l'environnement, l'économie circulaire, la compétitivité, la création d'emplois et l'innovation. En outre, le potentiel d'une initiative conjointe à plus grande échelle pour la région des Balkans occidentaux a été discuté. Des consultations sur une éventuelle coopération de l'UE en Turquie sur le PFAN avec un accent particulier dans le domaine d'un secteur textile à zéro carbone sont en cours. Dans d'autres pays, notamment en Ouzbékistan et en Ukraine, l'ONUDI a maintenu un dialogue étroit avec l'UE pour l'identification et le développement de nouvelles initiatives.

Grâce à la coordination avec les homologues nationaux, ainsi qu'avec les équipes de pays des Nations Unies sur le terrain, l'ONUDI va continuer à intensifier ses efforts pour garantir une approche holistique et prospective du dialogue avec l'UE dans la région, afin de soutenir l'alignement des pays sur l'acquis communautaire dans la perspective de l'ISID.

Le projet EU4Environment, financé par l'UE et mis en œuvre conjointement par un consortium d'organisations internationales, est un exemple de partenariat multipartite efficace dans la région. Il vise à aider les six pays du partenariat

oriental de l'UE – Arménie, Azerbaïdjan, Belarus, Géorgie, République de Moldavie et Ukraine – à préserver leur capital naturel et à accroître le bien-être environnemental de leurs citoyens. En tant qu'agence chef de file des trois organisations partenaires des Nations unies au sein d'EU4Environment, l'ONUDI travaille avec le secteur industriel pour promouvoir les activités liées à l'environnement, démontrer les opportunités d'une croissance plus verte et établir des mécanismes pour mieux gérer les risques et les impacts environnementaux. Actuellement, des étapes importantes sont enregistrées dans la composante économie circulaire et nouvelles opportunités de croissance, dans le cadre de laquelle l'ONUDI soutient la production économe en ressources et plus propre (RECP) dans les entreprises industrielles, rendant les processus de fabrication et les produits plus verts et plus respectueux de l'environnement.

Autre exemple de coopération en cours, dans le cadre du programme conjoint des Nations unies « Action innovante de l'UE pour la compétitivité du secteur privé en Géorgie (EU IPSC) », l'ONUDI a mené une étude inédite pour cartographier 57 clusters émergents et potentiels dans les domaines de la fabrication, de l'agro-industrie et de l'agriculture primaire, ce qui démontre le potentiel du développement de clusters pour accroître la compétitivité du secteur privé. En outre, l'ONUDI a mené des études diagnostiques sur neuf clusters afin d'identifier les défis et les possibilités de renforcer la coopération interentreprises.

Asie et Pacifique

L'exercice de programmation de l'UE pour la période 2021-2027 est d'une importance capitale pour la majorité des États membres de l'ONUDI en Asie et dans le Pacifique. L'UE est déjà l'un des principaux bailleurs de fonds du projet de l'ONUDI au niveau mondial, et dans la région en particulier – finançant des projets à grande échelle au Cambodge, en Mongolie, aux Philippines, au Sri Lanka et par le biais de programmes régionaux et interrégionaux pour près de 25 millions d'euros.



Au cours de l'année 2021, les bureaux extérieurs de l'ONUDI se sont engagés avec les délégations de l'UE (EUD) sur le terrain pour explorer les points d'entrée dans les programmes indicatifs pluriannuels (PIP) respectifs de l'UE. Un certain nombre de domaines d'intérêt commun ont été identifiés, notamment : l'éducation et l'EFTP ; l'agroalimentaire et l'industrie de l'armement ; le développement vert et le changement climatique ; la bonne gouvernance et la protection sociale ; et la numérisation et l'économie circulaire.

L'engagement ONUDI-UE sur le terrain est principalement mené dans le cadre du dialogue plus large entre l'UE et la CNU, conformément à la préférence de l'UE pour les programmes conjoints des Nations unies. Les bureaux extérieurs de l'ONUDI ont plaidé pour la valeur ajoutée de l'ONUDI parmi les autres agences de l'ONU, visant à diriger des composantes spécifiques dans ces programmes conjoints directement liés au mandat de l'organisation. En outre, un certain nombre de réunions bilatérales (formelles et informelles) ont été organisées localement avec les EUD respectifs pour trouver des synergies et établir des liens plus forts.

Une fois les PMI approuvés, l'ONUDI prépare un certain nombre de propositions de projet pertinentes, soumises aux EUD des pays ASP, répondant aux domaines d'intérêt commun identifiés ci-dessus.

L'Amérique latine et les Caraïbes

Au fil des ans, l'UE a été un partenaire clé pour l'ONUDI dans la région ALC. Actuellement, l'ONUDI coopère avec l'UE sur des projets à grande échelle en Colombie, à Cuba, en République dominicaine, à Grenade, au Mexique, au Paraguay et au Venezuela, par le biais d'initiatives nationales, régionales et interrégionales d'une valeur d'environ 10 millions de dollars.

Ces interventions sont axées sur le renforcement de la compétitivité des MPME, l'efficacité énergétique, le développement rural et les capacités de production, ainsi que sur la mise en œuvre des accords multilatéraux sur l'environnement (AME). Plus récemment, l'UE a renforcé sa collaboration avec l'organisation en lançant les initiatives suivantes : Partenariat pour l'action en faveur de l'économie verte (PAGE) et Alliance mondiale pour l'économie circulaire et l'efficacité des ressources (GACERE), qui incluent plus de 10 pays de la région ALC.

Dans le cadre du dialogue entre l'UE et l'UNCT en prévision du PPI 2021 – 2027, les bureaux extérieurs de l'ONUDI en ALC se sont engagés, avec les EUD et les homologues nationaux sur le terrain, dans des réunions formelles et informelles et au niveau du siège, pour identifier les priorités stratégiques communes d'action dans la région. Les domaines d'intérêt suivants ont été identifiés : l'adaptation et l'atténuation du changement climatique ; l'économie circulaire ; la transformation numérique ; la réactivation économique, y compris le soutien aux PME ; et l'économie orange. En conséquence, l'ONUDI a soumis plusieurs propositions de projet pertinentes aux EUD des pays d'Amérique latine et des Caraïbes, qui sont actuellement en cours d'examen.

Partenariat ONUDI – UE par le biais du Programme de Partenariat Pays (PCP)

En tant que partenariat innovant, la valeur du PCP est de plus en plus reconnue et permet des partenariats étendus, comme avec l'Union européenne, la Banque européenne d'investissement (BEI), la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (en Égypte) ainsi qu'avec la Chambre des investisseurs européens (Sénégal).

En Éthiopie, l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, l'Union européenne et l'ONUDI ont élaboré un plan d'investissement global de 515 millions USD pour aider le gouvernement à mobiliser des ressources afin de moderniser les systèmes de production et d'approvisionnement en matière d'agriculture et d'élevage dans les corridors agro-industriels où les quatre PIAI sont en cours d'établissement.

Sur la base de son évaluation, le groupe de travail sur la mobilisation des ressources et la gestion des partenariats du PCP, dirigé par le ministère éthiopien des finances, coordonnera les efforts de collecte de fonds. En ce qui concerne plus particulièrement le parc industriel de Modjo Leather City, le projet a reçu un programme initial de 15 millions d'euros financé par l'Union européenne pour développer la chaîne de valeur du cuir et l'écosystème autour de la ville de Modjo. La Banque européenne d'investissement s'est engagée à accorder un prêt de 100 millions de dollars pour développer la Cité. L'UE a également exprimé son intention de cofinancer la MLC par une assistance technique et des instruments financiers.

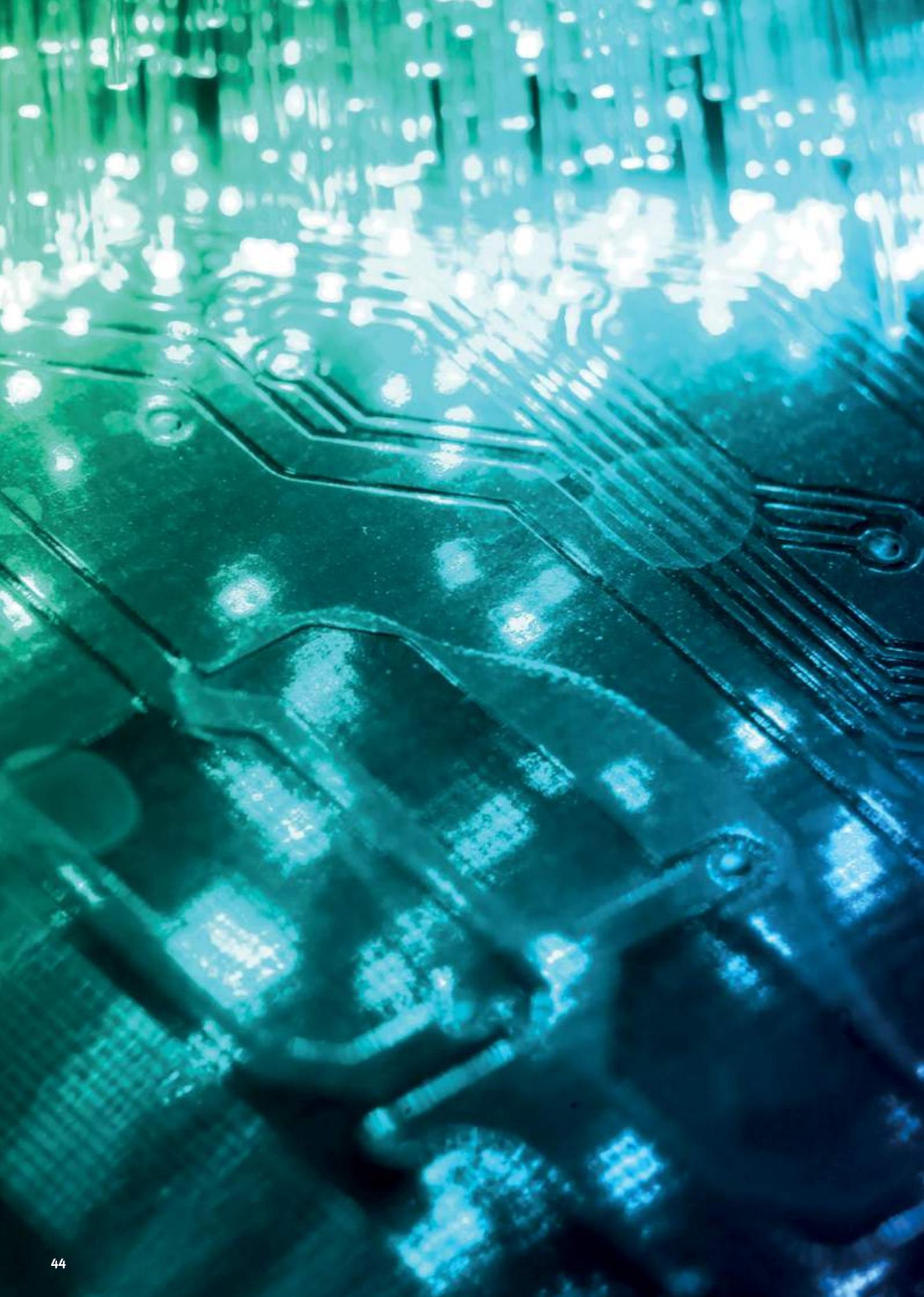
Source : https://www.unido.org/sites/default/files/files/2021-06/PCP_brochure_2021.pdf

"Les objectifs universels, globaux et transformateurs que la communauté mondiale a fixés dans le Programme 2030 pour le développement durable ne peuvent être atteints de manière isolée, ni par une seule organisation ou un seul pays. La réalisation de l'Agenda 2030 nécessite la mise en commun des ressources et de l'expertise de divers acteurs. Forte de ce constat, l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) a mis au point un service programmatique destiné à aider les pays à promouvoir un développement industriel inclusif et durable : le Programme de partenariat national (PCP). Le PCP est un partenariat multipartite au niveau national, qui relie les efforts du gouvernement respectif, des agences des Nations Unies, du secteur des affaires, des mécanismes de financement environnementaux mondiaux et des institutions financières. Chaque PCP est adapté aux besoins spécifiques du pays et mobilise différents partenaires et ressources pour maximiser l'impact sur le développement. En se concentrant sur les secteurs à fort potentiel de croissance, le PCP aide les pays à atteindre leurs objectifs d'industrialisation, tout en étant aligné sur le programme de développement national. Par le biais du PCP, l'ONUDI fournit des services consultatifs au gouvernement sur les questions liées à l'industrie, élabore un programme composé d'interventions

complémentaires pour accélérer le développement industriel inclusif et durable du pays, et fournit une assistance technique multidisciplinaire. L'ONUDI facilite également la convocation des partenaires et la coordination générale du programme. Le PCP de l'ONUDI constitue un modèle innovant pour faire avancer non seulement l'Objectif de développement durable (ODD) 9 : "Construire des infrastructures résilientes, promouvoir une industrialisation inclusive et durable et encourager l'innovation", mais aussi d'autres ODD. Comme le PCP crée des synergies avec les interventions des partenaires, il contribue également, par exemple, à la réalisation de l'ODD 17, qui appelle la communauté mondiale à revitaliser le partenariat mondial pour le développement durable. Les partenariats avec les institutions financières et le secteur des entreprises permettent à l'ONUDI d'accroître l'impact de ses opérations en mobilisant les financements et les investissements nécessaires aux projets industriels de grande envergure. Le PCP a été introduit pour la première fois en 2014. La phase de pilotage comprenait le Cambodge, l'Éthiopie, le Kirghizistan, le Maroc, le Pérou et le Sénégal, couvrant ainsi chaque région géographique du globe. En 2019, l'ONUDI a lancé la formulation de nouveaux PCP pour la Côte d'Ivoire, l'Égypte, le Rwanda et la Zambie. En 2020, la Tanzanie est devenue le tout nouveau pays PCP".

Directeur général de l'ONUDI, Li Yong, juin 2021

Source : https://www.unido.org/sites/default/files/files/2021-06/PCP_brochure_2021.pdf



5

**DES PROJETS POUR
LA CROISSANCE
DURABLE,
L'EMPLOI ET
L'ÈRE NUMÉRIQUE**



Bernardo Calzadilla

Directeur principal, Direction de la numérisation, de la technologie et de l'agro-industrie, UNIDO

Département de la numérisation, de la technologie et de l'innovation

L'Union européenne a toujours soutenu le mandat de l'ONUDI en matière de développement industriel durable et inclusif (ISID). La coopération entre les deux institutions s'est développée de manière très positive au cours de la dernière décennie, comme une réponse naturelle à la grande communauté de nos priorités en matière de développement industriel. Notre partenariat a soutenu l'ISID dans plus de 100 pays en développement, avec une portée thématique et géographique croissante. Ce vaste portefeuille de services aux États membres de l'ONUDI s'étend de la coopération technique au soutien politique normatif, en passant par la création de partenariats et la convocation de forums d'experts.

Ce voyage a commencé en Afrique de l'Ouest en 2001 par le biais du Programme d'appui à l'intégration régionale (PARI) de l'UE à la commission de l'UEMOA représentant huit pays de la sous-région. L'ONUDI a été appelée à soutenir la mise en œuvre de la politique industrielle commune (PIC) dans son programme spécifique pour la mise en place d'une infrastructure régionale de qualité. Cette coopération visait à renforcer la compétitivité et à développer les exportations des pays à l'intérieur et à l'extérieur de la région, conformément aux normes internationales et aux accords OTC et SPS de l'OMC. La confiance a été établie et la collaboration entre nos deux institutions n'a fait que se renforcer, s'étendant au fil du temps à d'autres régions et domaines thématiques.

En termes de coopération technique et d'assistance programmatique, nos programmes vont de la mise à l'échelle des technologies, de la création d'écosystèmes d'innovation et de l'aide à la transition vers la quatrième révolution industrielle (4IR) au renforcement des capacités des micro, petites et moyennes entreprises (MPME), en passant par le soutien à l'amélioration des infrastructures de qualité et au renforcement de la

compétitivité et de la résilience, en particulier au milieu de la pandémie de COVID-19, l'aide à la promotion des investissements et la création d'un environnement favorable à la production et aux infrastructures industrielles telles que les parcs et les hubs, et la convocation de forums multipartites. L'Union européenne apporte un soutien crucial à ces programmes, en finançant 13 projets actuels qui couvrent 28 pays sur les continents européen, africain, sud-américain et asiatique.

L'éventail des interventions des projets soutenus par l'UE est considérable, allant du renforcement de la compétitivité industrielle dans plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest par le biais du Programme de compétitivité de l'Afrique de l'Ouest (WACOMP), au renforcement des organisations intermédiaires commerciales pour fournir des services technologiques et d'innovation aux MPME au Paraguay, en passant par des initiatives de réduction de la pauvreté dans les zones rurales du Pakistan, des interventions liées au commerce pour les petites et moyennes entreprises (PME) au Sri Lanka, et l'établissement de la résilience et de la reprise industrielle au Sénégal, parmi beaucoup d'autres.

Si nous nous tournons vers l'avenir, l'ONUDI et l'Union européenne disposent d'un énorme potentiel pour poursuivre leur collaboration, compte tenu de nos priorités communes, telles que la transformation numérique inclusive et durable, ainsi que la prise en compte des questions de genre ; la promotion des biens publics numériques pour un monde plus équitable ; le soutien au renforcement des capacités numériques dans les pays en développement ; le renforcement des écosystèmes d'innovation ; l'amélioration de la compétitivité et de la résilience des PME ; et le renforcement de la confiance mondiale dans la fabrication et le commerce par le biais de normes solides et d'infrastructures de qualité, entre autres.

Nous sommes impatients de renforcer et de faire évoluer notre relation bilatérale déjà solide et de nous engager de manière constructive sur des priorités de développement communes, ce qui sera vital si nous voulons tenir la promesse du Programme 2030 pour le développement durable, en particulier l'Objectif de développement durable 9 qui promeut une industrialisation inclusive et durable.



Action innovante de l'UE pour la compétitivité du secteur privé en Géorgie

CONTEXTE

La compétitivité économique de la Géorgie n'a cessé de s'améliorer au cours des dernières décennies grâce à des procédures simplifiées, moins coûteuses et plus rapides pour ouvrir une entreprise et payer les impôts. Néanmoins, les entreprises géorgiennes ont historiquement manqué d'incitations à innover et à se développer en raison de l'étroitesse du marché local et d'une expérience limitée de l'exportation. Ce projet utilisera donc le développement de clusters pour améliorer la coopération interentreprises, surmonter les externalités de coordination et améliorer l'adoption de technologies pour la pénétration de nouveaux marchés.

STRATÉGIE

Pour améliorer l'esprit d'entreprise et la sophistication des affaires, le projet renforcera les capacités du gouvernement et des entités locales à développer et à faire fonctionner des clusters, à soutenir directement les entreprises par des investissements stratégiques et à mieux se connecter aux groupes de la diaspora. Cela se fera en soutenant une série d'entités dans des clusters spécifiques dans le but de renforcer les chaînes de valeur géographiquement limitées pour améliorer la coordination des clusters, le marketing, l'innovation, le dialogue public-privé et plus encore.

RÉSULTATS ATTENDUS

- Renforcement des capacités des décideurs politiques et des autres parties prenantes pour identifier et développer les clusters (ONUDI) ;
- Développement et fonctionnement réussi de l'approche clustering dans les secteurs de l'emballage (PNUD) et des semences/semis (FAO) ;
- Développement et soutien des investissements stratégiques dans les entreprises jugées nécessaires pour améliorer le cluster (PNUD) ;
- Et intégration de la migration dans le développement des PME (OIM).

ACCOMPLISSEMENTS

L'ONUDI a mené une étude inédite pour cartographier 57 clusters émergents et potentiels dans les domaines de la fabrication, de l'agroalimentaire et de l'agriculture primaire, qui a montré le potentiel du développement de clusters en Géorgie pour accroître la compétitivité du secteur privé. En outre, en consultation avec les principaux partenaires nationaux, l'ONUDI a mené des études diagnostiques de neuf clusters pour identifier les défis et les opportunités afin de renforcer la coopération interentreprises. Actuellement, l'ONUDI fournit une assistance technique aux clusters pilotes, à savoir 1) la pêche maritime et 2) les bactériophages et les produits pharmaceutiques à base de plantes, pour mettre en œuvre des activités collectives.



DURÉE

2019 – 2023



BUDGET TOTAL

5 843 500 \$



PARTENAIRES

- UE
- PNUD
- FAO
- OIM
- Ministère de l'économie et du développement et de l'entreprise durable
- Ministère de la protection environnementale et de l'agriculture

CONTRIBUTION DE L'UE

5 693 500 \$
(728 566 \$ millions
via l'ONUDI)

COUVERTURE GÉOGRAPHIQUE



Géorgie

Pour plus d'informations sur ce projet :

✉ dti@unido.org
🌐 <https://open.unido.org/projects/GE/projects/180316>

ASSOCIÉ AUX ODD



Soutien des chaînes de valeur par des politiques inclusives, la promotion des investissements et des alliances (ACP Business-Friendly)

CONTEXTE

L'ONUDI est chargée de la composante de niveau méso d'un programme plus vaste qui comprend également une dimension macro et micro mise en œuvre par le Groupe de la Banque mondiale (GBM) et le Centre du commerce international (CCI), respectivement. Au niveau méso, le projet se concentre sur le renforcement des capacités institutionnelles des institutions de promotion des investissements et, plus particulièrement, des agences de promotion des investissements (API) au niveau national, en mettant l'accent sur l'information des mécanismes de suivi des investissements directs étrangers (IDE), l'amélioration des pratiques de promotion des investissements et le renforcement de la coordination interinstitutionnelle. Le renforcement des capacités vise à renforcer les capacités de promotion des investissements, les programmes de soutien aux entreprises, le marketing et les partenariats pour des efforts de promotion des investissements holistiques et mieux coordonnés.

STRATÉGIE

Le programme suit une approche à 3+1 niveaux (interventions au niveau régional, macro, méso et micro) pour tirer parti des chaînes de valeur afin d'améliorer la capacité des PME à être compétitives, à se développer et à prospérer sur les marchés nationaux, régionaux et internationaux, générant ainsi des emplois et une croissance économique inclusifs et durables.

RÉSULTATS ATTENDUS

- Promotion d'investissements directs étrangers et nationaux supplémentaires ;
- Renforcement des capacités institutionnelles des organismes de promotion des investissements ;
- Création d'un portail web sur les possibilités d'investissement direct étranger (IDE) à des fins de promotion des investissements à l'échelle mondiale ;
- Identification de profils de projets d'investissement (dont un pourcentage important émane d'entreprises dirigées par des femmes) ;
- Ateliers pour les institutions de promotion des investissements sur des thèmes spécifiques liés au cadre national de promotion des investissements ;
- Formateurs/facilitateurs formés ;
- Amélioration des systèmes de suivi de l'impact des investissements au niveau national et régional ;
- Recommandations politiques spécifiées pour le soutien au ciblage sectoriel des investissements.

ACCOMPLISSEMENTS

Entre janvier et août 2021, l'ONUDI a mené des interventions en cours dans 8 pays ACP, notamment avec 8 agences de promotion des investissements (API) et un certain nombre d'IPI des secteurs public et privé. En tirant parti de la conception d'apprentissage virtuel la mieux adaptée, l'ONUDI a organisé avec succès 64 sessions de renforcement des capacités et de conseil technique à fort impact, impliquant un total de 316 participants des API et des institutions de promotion des investissements.



DURÉE

2019-2024



BUDGET TOTAL

8 064 200 €



PARTENAIRES

- UE
- GBM
- CCI
- OEACP

CONTRIBUTION DE L'UE

8 000 000 €

COUVERTURE GÉOGRAPHIQUE



Cameroun, République dominicaine, Éthiopie, Ghana, Kenya, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Sénégal et Zambie,

ainsi qu'une composante régionale.

Pour plus d'informations sur ce projet :

✉ S.KRATZSCH@unido.org
🌐 <https://open.unido.org/projects/C6/projects/170049>

ASSOCIÉ AUX ODD





TÉMOIGNAGES SUR LE TERRAIN

Le programme arrive à point nommé et la Commission européenne attend beaucoup de son architecture à trois niveaux qui propose une intervention intégrée. L'appui au niveau méso entrepris par l'ONUDI est très innovant en tirant parti de la numérisation pour une promotion plus efficace des investissements. Ce n'est qu'en stimulant les flux d'investissement que nous accélérerons le processus de redressement des pays partenaires. C'est urgent et cela ne peut se faire qu'à travers des alliances de partenaires pertinents comme celle construite pour ce programme.

Cécile Billaux,
Cheffe d'unité E2- Analyse microéconomique, climat d'investissement, secteur privé, commerce et emploi (DG INTPA), Commission européenne

L'Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (OEACP) est fière de s'associer à l'Union européenne pour aider nos États membres à « éradiquer la pauvreté, à parvenir à un développement durable et à tirer profit du commerce, grâce à leur participation progressive et plus efficace à l'économie mondiale », comme le prévoit l'Accord de Georgetown, tel que révisé en 2019. Dans cette quête, l'appui professionnel de l'ONUDI, entre autres, via le programme ACP-UE Business Friendly, est crucial pour contribuer à la compétitivité de notre secteur privé.

Escipión Joaquín Oliveira Gómez,
Secrétaire général adjoint du département de la transformation économique structurelle et du commerce, OEACP

Nous sommes fiers de faire partie de ce projet stratégique qui s'aligne sur les objectifs de notre organisation impliquant la formation des talents internes aux nouvelles tendances et aux processus numériques.

Biviana Riveiro Disla,
Directrice exécutive de ProDominicana



Renforcement de la compétitivité des exportations (PROMOVE Comércio)

CONTEXTE

Malgré la prolifération des accords commerciaux internationaux qui entraînent une réduction des droits de douane et une libéralisation du commerce transfrontalier, les pays en développement comme le Mozambique ont du mal à accéder aux avantages de ces accords. L'un des problèmes qui contribuent à cette situation est la capacité nationale limitée à se conformer aux exigences des accords de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) sur les obstacles techniques au commerce (OTC) et sur les mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS). Pour y remédier, il est nécessaire de mettre en place un système d'infrastructure de qualité (SQI) solide et reconnu au niveau international.

STRATÉGIE

Améliorer la compétitivité des produits de quatre chaînes de valeur sélectionnées (fruits transformés, noix, oléagineux et huiles essentielles) en identifiant et en répondant aux besoins d'infrastructure de qualité des chaînes de valeur. Le projet renforcera simultanément l'offre de services gouvernementaux clés (infrastructure de qualité et services de développement des affaires) aux petites et moyennes entreprises (PME) au sein de ces chaînes de valeur, tout en développant la demande et l'utilisation de ces services par les PME, augmentant ainsi l'accès aux marchés régionaux et internationaux.

RÉSULTATS ATTENDUS

- La bonne gouvernance et les services d'infrastructure de qualité de base de l'Institut national de la normalisation et de la qualité (INNOQ) sont améliorés pour assurer une reconnaissance internationale ;
- Amélioration des compétences techniques des prestataires de services d'évaluation de la conformité et garantie d'une reconnaissance internationale en fonction des besoins des chaînes de valeur sélectionnées, en mettant l'accent sur les provinces de Nampula, Zambézie et Maputo ;
- Disponibilité et qualité accrues des services de développement des entreprises ;
- Amélioration des connaissances du gouvernement sur le cadre juridique et institutionnel requis pour appliquer les sauvegardes commerciales de l'APE.



DURÉE
2020-2024



BUDGET TOTAL
6 550 000 €



PARTENAIRES

- UE
- CNUCED
- Ministère de l'industrie et du commerce

CONTRIBUTION DE L'UE
6 500 000 €

COUVERTURE GÉOGRAPHIQUE



La République du Mozambique

Pour plus d'informations sur ce projet :

✉ promove-comercio@unido.org
🌐 <https://promovecomercio.org/>

ASSOCIÉ AUX ODD





TÉMOIGNAGES SUR LE TERRAIN

Afin de créer des emplois plus nombreux et de meilleure qualité, d'accroître la productivité et d'augmenter les exportations, le Mozambique doit se connecter aux chaînes de valeur internationales, en mettant l'accent sur les chaînes d'approvisionnement/de valeur intra-africaines et européennes. Pour atteindre cet objectif, il est clairement nécessaire de promouvoir et de renforcer la conformité de la production locale aux exigences des investisseurs étrangers au Mozambique ainsi qu'aux marchés d'exportation (avec un accent particulier sur les produits alimentaires). C'est pourquoi l'Union européenne, en collaboration avec son partenaire l'ONUDI, investit dans la mise en place d'un système national d'infrastructure de qualité (NQIS) et dans le développement d'une infrastructure institutionnelle liée aux normes, à la métrologie, aux essais et à la qualité (SMTQ) afin que le Mozambique devienne un partenaire compétent et compétitif dans le régime commercial mondial. Ainsi, PROMOVE Comércio se concentrera sur les besoins du secteur privé en matière d'infrastructure de qualité (QI), car l'objectif des institutions QI concernées est d'atteindre la durabilité en devenant des fournisseurs de services pour le secteur privé, avec un accent particulier sur le soutien des chaînes de valeur clés. La mise en œuvre de ce projet est la matérialisation de l'engagement de l'Union européenne en faveur du commerce au Mozambique.

Antonio Sánchez-Benedito Gaspar,
Ambassadeur de l'Union européenne
au Mozambique



Projet d'infrastructure pour la compétitivité et la qualité en Afrique de l'Ouest (WACQIP)

CONTEXTE

Le projet est mis en œuvre dans le cadre du Programme de Compétitivité de l'Afrique de l'Ouest (WACOMP) et vise à stimuler la compétitivité des PME dans les 16 pays du projet d'Afrique de l'Ouest à travers le développement de la chaîne de valeur et un niveau accru de production, de transformation et de capacités d'exportation du secteur privé. Dans le contexte de la nouvelle zone de libre-échange continentale africaine (AFCFTA), le projet favorise les synergies entre la composante régionale et les projets nationaux du WACOMP qui ciblent certaines chaînes de valeur nationales et régionales.

STRATÉGIE

Les principales interventions comprennent le développement de chaînes de valeur durables, le soutien aux micro, petites et moyennes entreprises (MPME) et la facilitation d'une plateforme de dialogue sur l'industrialisation entre les États et le secteur privé. Le projet se concentre également sur la capacité des États membres à élaborer et à mettre en œuvre des politiques de développement industriel le long des

chaînes de valeur. Grâce à la double approche consistant à optimiser la qualité des infrastructures et à encourager un environnement commercial favorable, les chaînes de valeur sélectionnées seront renforcées. Le projet élabore également des recommandations pour des directives régionales en accord avec la stratégie industrielle régionale.

RÉSULTATS ATTENDUS

Le projet vise à améliorer l'environnement commercial et les chaînes de valeur pertinentes en Afrique de l'Ouest, en particulier en soutenant la qualité et les politiques correspondantes le long des chaînes de valeur nationales et régionales dans les secteurs suivants : manioc et dérivés, mangue, textiles et vêtements, et technologies de l'information et de la communication (TIC). Les activités du projet amélioreront la performance et la croissance des chaînes de valeur prioritaires sélectionnées et des services connexes en termes de transformation, d'industrialisation, de commerce régional et d'exportations afin de permettre un meilleur accès aux marchés régionaux et internationaux.



DURÉE
2018-2022



BUDGET TOTAL
5 664 000 €



PARTENAIRES

- CEDEAO
- UEMOA
- CCI
- États membres de la CEDEAO + Mauritanie
- MPME dans des chaînes de valeur sélectionnées
- ECOWAQ
- Associations professionnelles, institutions de qualité et organisations d'appui aux entreprises et au commerce.

CONTRIBUTION DE L'UE
5 564 000 €

COUVERTURE GÉOGRAPHIQUE



Région de l'Afrique de l'Ouest (15 États membres de la CEDEAO et la Mauritanie)

Pour plus d'informations sur ce projet :

<https://open.unido.org/projects/M2/projects/170095>
<https://wacomp.projects.ecowas.int>
<http://www.waqsp.org/en>
Twitter : @wacqip
Facebook : @wacompwacqip
LinkedIn : @WACOMP WACQIP
Instagram : @wacompwacqip

ASSOCIÉ AUX ODD





ACCOMPLISSEMENTS

- Soutien de l'établissement d'un système régional d'infrastructure de qualité (QIS) dans la région de l'Afrique de l'Ouest ;
- Mise à jour de la base de données Qualité et Industrie de la CEDEAO (ECOQUIB) ;
- Certification de 30 formateurs ouest-africains pour dispenser efficacement les formations « Start and Improve Your Business » (SIYB) aux entrepreneurs, et formation de plus de 500 entrepreneurs sur les modules SIYB ;
- Rédaction et adoption de deux normes de la CEDEAO (ECOSTAND) sur les masques de protection à usage non sanitaire et les gels hydroalcooliques ;
- L'adoption de deux normes régionales harmonisées sur les masques de protection et les désinfectants pour les mains a été saluée par les chefs d'État de la CEDEAO lors de leur 57e session ordinaire le 7 septembre 2020.



TÉMOIGNAGES SUR LE TERRAIN

L'UE travaille en partenariat avec l'ONUDI dans la région depuis vingt ans, l'organisation ayant été la première à mettre en place une infrastructure régionale de qualité. Cette coopération fructueuse et dynamique se poursuit dans le cadre du WACOMP. L'UE et l'ONUDI sont engagées dans un dialogue stratégique continu visant à renforcer la compétitivité globale de la région de l'Afrique de l'Ouest et à améliorer l'intégration des pays dans les systèmes commerciaux régionaux et internationaux, y compris la zone de libre-échange continentale africaine (AFCFTA). Ces travaux devraient, à terme, contribuer à la création d'emplois, à la réduction de la pauvreté, à l'amélioration de la vie de nombreuses communautés dans la région et à accélérer les progrès vers la réalisation des objectifs de développement durable. Cette vision partagée entre l'UE, la CEDEAO, l'UEMOA, l'ONUDI et d'autres agences et partenaires de mise en œuvre se traduit par une coopération étroite et efficace entre les 16 pays d'Afrique de l'Ouest qui mettent en œuvre le WACOMP.

Ms Cecile Tassin-Pelzer,
Cheffe de la coopération,
Délégation de l'Union européenne
au Nigeria et à la CEDEAO

WACOMP Sénégal : Programme de résilience et de redressement des micro, petites et moyennes entreprises (P2R)

CONTEXTE

Comme tous les pays du monde, l'économie sénégalaise a été touchée par la pandémie de COVID-19 à travers plusieurs canaux. Les micro, petites et moyennes entreprises (MPME), qui contribuent pour environ 40 % au PIB et sont une source majeure d'emplois, ont été particulièrement touchées dans de nombreux secteurs. Encore sous le choc des effets de la pandémie, les MPME ont besoin d'un soutien ciblé pour renforcer leur résilience. Une attention particulière doit également être accordée aux femmes et aux jeunes qui constituent une part importante de cette main-d'œuvre.

STRATÉGIE

Sous l'égide du Programme de compétitivité ouest-africain financé par l'UE – composante Sénégal, le projet soutient une reprise rapide et durable et renforce la résilience des MPME et de leurs employés dans le contexte de la pandémie de COVID-19, en particulier dans les secteurs les plus touchés tels que l'hébergement et la restauration, le transport, la pêche et la pisciculture, l'industrie pharmaceutique et l'industrie agroalimentaire.

RÉSULTATS ATTENDUS

- Renforcement des capacités d'au moins 200 MPME opérant dans les secteurs prioritaires (dont au moins 30 % dirigées par des femmes et 20 % par des jeunes).
- Amélioration des processus de production et adoption de normes/réglementations techniques pour répondre à la demande locale et pour l'exportation vers la sous-région de la CEDEAO ;
- Mise à niveau de 5 laboratoires pour faire face à la crise sanitaire et répondre aux besoins des MPME ;
- Soutien à l'innovation technologique pour développer les moyens de lutte contre la pandémie de COVID-19 en adoptant les procédés et équipements/matériaux nécessaires.



DURÉE
2021-2024



BUDGET TOTAL
2 000 000 €



PARTENAIRES

- UE
- Ministère du commerce et des PME

CONTRIBUTION DE L'UE
2 000 000 €

**COUVERTURE
GÉOGRAPHIQUE**

Sénégal

**Pour plus d'informations
sur ce projet :**

✉ dti@unido.org

🌐 <https://wacomp.projects.ecowas.int/?lang=fr>

ASSOCIÉ AUX ODD





TÉMOIGNAGES SUR LE TERRAIN

Je tiens à féliciter le P2R qui vient appuyer les efforts de l'État pour soutenir les PME afin de renforcer leur résilience et créer les conditions de leur relance. Ce programme P2R, grâce à ses critères très accessibles, suscite beaucoup d'espoir et d'enthousiasme chez les jeunes et les femmes que nous avons rencontrés lors des tournées de sensibilisation et de partage dans les régions effectuées par les experts de l'ONUDI et le Point Focal du Ministère du Commerce et des PME. Dans le cadre de sa mise en œuvre, je ne doute pas qu'avec l'équipe P2R, les objectifs seront atteints, à la grande satisfaction des bénéficiaires, des autorités et des partenaires.

Mr Seydina Ababacar NDIAYE,
Focal Point P2R-Directeur des PME au Ministère du Commerce et des PME,
Septembre 2021



WACOMP Guinée : Relance de l'industrie de l'ananas en Guinée (REFILA)

CONTEXTE

La compétitivité économique de la Guinée réside dans la capacité à appliquer et à faire respecter les normes de qualité internationales à travers tous les maillons des chaînes de valeur entre la production, la transformation et la commercialisation. La bonne intégration de ces normes de qualité, avec une augmentation conséquente du niveau de production, et le renforcement des infrastructures de qualité, sont les facteurs clés pour améliorer la compétitivité commerciale de la Guinée. Ainsi, à travers l'appui à la mise à niveau et au développement des filières, en particulier la chaîne de valeur de l'ananas, le projet REFILA favorisera une croissance économique dynamique et inclusive.

STRATÉGIE

L'ONUDI, avec ses partenaires techniques sous-traitants ITC et COLEACP, encourage les petits et moyens producteurs et entreprises de l'industrie de l'ananas à renforcer leurs capacités et leur savoir-faire technique. En outre, le projet fournit une expertise technique pour stimuler l'exportation d'ananas vers des marchés cibles tels que l'Europe, le Maroc ou la sous-région, facilite la formation à distance et sur place des planteurs sur les

itinéraires techniques de la production d'ananas biologique et conventionnelle et renforce la capacité des institutions locales d'évaluation de la qualité et de la conformité.

RÉSULTATS ATTENDUS

Le projet vise à contribuer au renforcement de la compétitivité de la Guinée et à son intégration dans les systèmes commerciaux régionaux et internationaux. En particulier, le projet vise à améliorer les performances de la chaîne de valeur de l'ananas en Guinée et à promouvoir sa croissance, en stimulant sa contribution à l'industrie, au commerce régional, aux exportations et à la création d'emplois. En outre, le climat des affaires en Guinée sera amélioré par les interventions du projet grâce à l'intégration des politiques régionales en faveur de la compétitivité dans les politiques nationales.

ACCOMPLISSEMENTS

Le projet a collaboré avec succès avec les parties prenantes et les bénéficiaires sur le développement de cartographies, de diagnostics, de stratégies et de plans d'action pour la



DURÉE
2019-2023



BUDGET TOTAL
4 990 000 €



PARTENAIRES

- UE
- CCI
- Ministère de l'industrie et des PME
- Ministère du Commerce
- Ministère de l'Agriculture
- Ministère des Investissements et des Partenariats Privés et Publics
- Fédération des planteurs de fruits de Basse Guinée (FEPAP-BG)
- Union des Groupements Agricoles de Maférinyah (UGPAM)
- Institut Guinéen de Normalisation et de Métrologie (IGNM)
- Comité de liaison Europe-Afrique-Caraïbes-Pacifique (COLEACP)

CONTRIBUTION DE L'UE
4 900 000 €

Pour plus d'informations sur ce projet :

📄 <https://open.unido.org/projects/GN/projects/190035>
<https://wacomp.projects.ecowas.int>
Twitter : @WACOMP_Guinea
Facebook : @WACOMPGUINEE
Instagram : @wacompguinee

COUVERTURE GÉOGRAPHIQUE



Guinée

ASSOCIÉ AUX ODD





production et la disponibilité d'ananas, l'appui à la production et la disponibilité de rejets de qualité, et le financement des entrepreneurs d'ananas. En outre, le projet a développé en coopération avec le ministère de l'Industrie et des PME une étude de diagnostic industriel pour fournir une base analytique sur le développement d'une nouvelle politique industrielle pour la Guinée. Le projet a mis en œuvre un plan d'urgence pour atténuer l'impact du COVID-19 sur le secteur de l'ananas par le biais de mesures de protection pour les acteurs respectifs et les communautés d'approvisionnement, la distribution de produits essentiels et des activités de sensibilisation.



TÉMOIGNAGES SUR LE TERRAIN

L'UE a accueilli en 2020 le développement et la mise en œuvre du plan d'urgence COVID-19 de REFILA pour atténuer l'impact du COVID-19 sur l'industrie de l'ananas par des mesures de protection pour les acteurs et les communautés d'approvisionnement respectifs. Le projet a effectivement accéléré l'achat et la distribution d'équipements de protection individuelle et de kits hygiéniques pour les acteurs de l'industrie de l'ananas, les partenaires du projet, les groupes cibles concernés et les communautés autour des zones du projet. Nous croyons fermement à la relance de la chaîne de valeur de l'ananas en Guinée et sommes convaincus que le projet aidera davantage le pays à devenir plus compétitif et à améliorer son positionnement dans le commerce mondial et régional pour sa croissance inclusive et son intégration économique durable.

M. Juan-José VILLA CHACON,
Chef de la coopération, Délégation
de l'Union européenne en Guinée

WACOMP Sierra Leone : Accroissement de la compétitivité par l'amélioration de la productivité et de la conformité commerciale dans des chaînes de valeur désignées

CONTEXTE

Le programme de compétitivité de l'Afrique de l'Ouest (WACOMP) est une initiative de partenariat entre la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et l'UE. La composante nationale en Sierra Leone est mise en œuvre par l'ONUDI en partenariat avec le Centre du commerce international (CCI) afin d'atteindre l'objectif global de renforcer la compétitivité de la Sierra Leone et d'améliorer son intégration dans les systèmes commerciaux régionaux et internationaux.

STRATÉGIE

Le projet vise à identifier et utiliser les leviers clés pour augmenter la qualité, la productivité, la valeur ajoutée et les exportations des PME dans les chaînes de valeur du manioc, du cacao et de l'huile de palme. Les lignes de produits sélectionnées sont conformes aux priorités régionales d'industrialisation de la CEDEAO pour les agro-industries et ont le potentiel de créer des emplois, d'améliorer les revenus, de stimuler les exportations et de renforcer les liens entre les chaînes de valeur régionales. Cependant, une approche flexible et axée sur le marché est intégrée dans les interventions du projet afin que d'autres chaînes de valeur puissent bénéficier des activités clés de mise en œuvre.

RÉSULTATS ATTENDUS

- Renforcement des pratiques de manutention post-récolte ;
- Amélioration de la conception/développement des produits et de la commercialisation spécifique au secteur/produit ;
- Amélioration de la gestion de la qualité au niveau des PME ;
- Renforcement des capacités du ministère du commerce et de l'industrie (MTI) ;
- Renforcement et étendue de l'infrastructure nationale de qualité et des services connexes ;
- Soutien des organisations de services intermédiaires ;
- Intégration des règles commerciales régionales dans les politiques nationales ;
- Facilitation d'accès aux institutions financières ;
- Facilitation de l'accès aux équipements pour des bénéficiaires désignés.

ACCOMPLISSEMENTS

L'ONUDI a aidé les agriculteurs, les coopératives et les PME à appliquer les normes de qualité, par exemple, les BPA et les normes biologiques dans le manioc et le cacao par le biais d'une approche de formation des formateurs (ToT). L'ONUDI travaille à l'amélioration du processus d'extraction de l'huile de palme par le biais d'un partenariat public-privé qui permettrait d'établir des usines d'extraction à petite échelle dans les zones rurales, ce qui devrait réduire l'empreinte environnementale grâce à une meilleure gestion des déchets et de l'eau. L'ONUDI a aidé le Ministère du commerce et de l'industrie à mettre en place l'Autorité nationale de notification (NNA) et la Sierra Leone participe désormais activement au système commercial international en soumettant et en recevant des notifications commerciales.



DURÉE
2018-2022



BUDGET TOTAL
4 575 099 €



PARTENAIRES

- UE
- Ministère du commerce et de l'industrie
- CCI

CONTRIBUTION DE L'UE
4 500 000 €

COUVERTURE GÉOGRAPHIQUE



Sierra Leone

Pour plus d'informations sur ce projet :

<https://open.unido.org/projects/SL/projects/170244>

ASSOCIÉ AUX ODD





TÉMOIGNAGES SUR LE TERRAIN

À l'heure actuelle, l'Union européenne et l'ONUDI contribuent à améliorer et à affiner l'infrastructure de qualité du Sierra Leone Standards Bureau (SLSB) en assurant la formation du personnel au renforcement des capacités, dans le but de faire accéder notre laboratoire alimentaire au statut d'accréditation et de porter notre évaluation de la conformité et notre gestion générale au niveau de la certification. Le tout premier organisme de certification du système de gestion de la qualité en Sierra Leone sera également créé grâce à l'intervention de l'UE et de l'ONUDI. La mise en œuvre d'un système de gestion de la qualité donnera un label de crédibilité et un statut unique aux institutions certifiées et renforcera la cohérence de la qualité de leurs produits, augmentant ainsi leur compétitivité sur les marchés régionaux et internationaux.

Professeur Thomas B.R. Yormah,
Directeur exécutif, Sierra Leone Standards Bureau, Directeur du SLSB



WACOMP Ghana : Création de compétitivité pour les exportations

CONTEXTE

Les consommateurs de produits agricoles sont de plus en plus préoccupés par des exigences qui concernent non seulement les propriétés intrinsèques des produits, mais aussi la manière dont ils sont produits. Les chaînes de valeur doivent se conformer aux demandes et aux attentes des consommateurs et les producteurs doivent coopérer entre eux et avec les institutions de soutien pour s'assurer que les produits issus des chaînes de valeur ghanéennes sont conformes aux exigences et aux réglementations du marché.

STRATÉGIE

WACOMP Ghana vise à renforcer la compétitivité de trois chaînes de valeur : les fruits (mangue et ananas), le manioc et les cosmétiques. Pour assurer des résultats durables, le projet travaille à la fois sur le coaching et la mise à niveau des clusters de PME sur l'ensemble du processus de production et de commercialisation, et sur le soutien aux agences publiques et aux organisations intermédiaires pour fournir des services adéquats aux clusters. Le projet est mis en œuvre à travers 5 axes d'intervention interdépendants, mais complémentaires : les 5 C de la compétitivité (coordonner, concurrencer, conformer, connecter et créditer).

RÉSULTATS ATTENDUS

- Le dialogue sectoriel est amélioré et des conseils stratégiques sont fournis pour accroître le développement de la chaîne de valeur ;
- Les organisations intermédiaires ont une plus grande capacité de développement de la chaîne de valeur et les PME regroupées sont mises à niveau sur l'ensemble du processus de production ;
- La qualité et l'innovation des organisations intermédiaires sont renforcées, la conformité des PME aux normes, la gestion de la qualité et l'innovation sont améliorées ;
- Les organisations intermédiaires sont renforcées et les PME ont de plus grandes capacités de marketing pour accéder au capital-risque régional et international ;
- Les PME sont reliées aux institutions financières.

ACCOMPLISSEMENTS

- Xxx
- Xxx
- Xxx
- Xxx
- Xxx
- 16 normes en cours d'élaboration ;
- Développement d'un logiciel de traçabilité pour la chaîne de valeur des cosmétiques ;



DURÉE
2019-2023



BUDGET TOTAL
6 350 000 €



PARTENAIRES

- UE
- Ministère du commerce et de l'industrie
- Allemagne

CONTRIBUTION DE L'UE
6 200 000 €

COUVERTURE GÉOGRAPHIQUE



Ghana

Pour plus d'informations sur ce projet :

📄 <https://wacompghana.org/>
<https://www.facebook.com/WACOMPGhana>

ASSOCIÉ AUX ODD





- Plans de commercialisation des exportations sectorielles élaborés pour la chaîne de valeur des cosmétiques et des fruits ;
- Programme d'études et 3 formations de formateurs organisés pour l'école d'exportation GEPA.

TÉMOIGNAGES SUR LE TERRAIN

Malgré les défis posés par la pandémie de COVID-19, WACOMP Ghana obtient des résultats remarquables.

M. Timothy Dolan,
Chef d'équipe de la section macro-économique et commerciale de la délégation de l'Union européenne au Ghana.

Le programme de compétitivité de l'Afrique de l'Ouest est un projet très pertinent pour l'économie ghanéenne, car il permet d'accroître le potentiel d'exportation et le commerce électronique est un moyen d'y parvenir.

S.E. Diana Acconcia,
Ambassadrice de l'UE

Grâce à WACOMP Ghana, j'ai pu élaborer une stratégie différente, atteindre mes clients plus directement, augmenter mes ventes et être plus interactive en matière de marketing. De plus, le calcul de mes coûts de production est devenu plus clair, ce qui me donne le temps d'être plus concentrée et beaucoup plus créative dans notre processus de production. Nous sommes très reconnaissants de cette opportunité. Merci !

Melle Josephine Oduro Boateng,
PDG de Jozy Snacks



WACOMP Gambie : Accroissement de la compétitivité en améliorant la qualité et la conformité tout au long de la chaîne de valeur de l'oignon

CONTEXTE

Le renforcement de la capacité des producteurs gambiens à respecter les normes du marché peut contribuer à l'émergence de chaînes de valeur régionales, notamment dans le secteur agricole, qui représente près d'un tiers du produit intérieur brut (PIB) du pays et trois quarts de ses emplois. Afin d'améliorer les moyens de subsistance des petits exploitants vulnérables, la coopération au développement vise à faciliter le bien-être humain et la formation du capital humain, qui font partie intégrante de la compétitivité commerciale, de sorte que les régions rurales mal desservies ne soient pas aussi sensibles aux chocs exogènes tels que les phénomènes météorologiques erratiques ou les perturbations de la chaîne d'approvisionnement dues à une pandémie.

STRATÉGIE

Le projet WACOMP en Gambie soutient le développement de la chaîne de valeur horticole et du secteur en général, renforçant ainsi la substitution des importations de produits horticoles de base comme les oignons et stabilisant la sécurité alimentaire. Le projet vise à garantir que les interventions au niveau du système, de l'organisation et de l'unité sont inclusives et

durables. Le système d'infrastructure de qualité qui sous-tend le secteur horticole sera modernisé et les meilleures pratiques internationales seront intégrées pour un meilleur respect de la qualité parmi les acteurs de la chaîne de valeur en amont, en particulier les producteurs et les opérateurs du secteur alimentaire de la chaîne de valeur de l'oignon.

RÉSULTATS ATTENDUS

L'objectif global du projet est de renforcer la compétitivité de la Gambie et d'améliorer son intégration dans le système commercial régional et international. L'objectif spécifique est d'améliorer la performance, la croissance et la contribution à l'industrie, au commerce régional et aux exportations de la chaîne de valeur de l'oignon et des autres produits horticoles. Le projet vise à renforcer les compétences techniques, les capacités et les moyens des institutions de l'infrastructure de qualité, en particulier les prestataires de services d'évaluation de la conformité, ainsi que la capacité de conformité des acteurs de la chaîne de valeur en amont, afin que les produits répondent aux paramètres de qualité obligatoires et volontaires.



DURÉE
2020-2024



BUDGET TOTAL
2 350 000 €



PARTENAIRES

- UE
- Ministère du commerce
- Intégration et Emploi régionaux (MoTIE)
- Bureau des normes de la Gambie (TGSB)
- Autorité de sécurité et de qualité des aliments (FSQA)
- Ministère de l'agriculture

CONTRIBUTION DE L'UE
2 350 000 €

COUVERTURE GÉOGRAPHIQUE



Gambia

Pour plus d'informations sur ce projet :

<https://open.unido.org/projects/GM/projects/190043>
Twitter : @WACOMP_GMB
Facebook : @WACOMPTheGambia
<https://wacomp.projects.ecowas.int>
UNIDO WACOMP Newsletter edition 1 : https://hub.unido.org/sites/default/files/publications/WACOMP_UNIDO%20Newsletter_Issue_No.001.pdf

ASSOCIÉ AUX ODD



WACOMP Guinée-Bissau : Amélioration de la compétitivité de la chaîne de valeur de la mangue en Guinée-Bissau : production, transformation locale et appui à l'exportation

CONTEXTE

Le secteur agro-alimentaire en Guinée-Bissau peut être considéré comme un pilier de la croissance du pays. Parce qu'il emploie une grande partie de la population et représente près de la moitié du PIB, le secteur agricole s'affirme comme une source principale de revenus pour la majorité de la population, notamment en milieu rural. Dans le plan stratégique et opérationnel du pays (2015-2020), « Terra Ranka », l'agriculture et l'agrobusiness ont été identifiés parmi les quatre moteurs de croissance du pays.

STRATÉGIE

C'est dans ce contexte que le projet WACOMP-GB vise à renforcer la compétitivité de la Guinée-Bissau et son intégration dans les systèmes commerciaux régionaux et internationaux. Les objectifs spécifiques sont : (1) Améliorer les performances de la filière « mangue » en Guinée-Bissau et promouvoir sa croissance, en stimulant sa contribution à l'industrie locale, au commerce régional et international ainsi que la création d'emplois dans le pays ; (2) Améliorer le climat des affaires par l'intégration des politiques régionales en faveur de la compétitivité dans les politiques nationales.

RÉSULTATS ATTENDUS

- La compétitivité des principaux agents économiques de la chaîne de valeur de la mangue en Guinée-Bissau est améliorée, en particulier par des activités de renforcement des capacités productives et commerciales, de mise à niveau et de mise en réseau.
- Les organisations intermédiaires d'appui au secteur horticole sont renforcées et leurs services sont améliorés et étendus.
- Les politiques, normes et mécanismes de compétitivité de la CEDEAO sont intégrés dans le cadre politique, stratégique, juridique et réglementaire de la Guinée-Bissau et contribuent à l'amélioration du climat des affaires.



DURÉE
2020-2023



BUDGET TOTAL
4 080 000 €



PARTENAIRES
• Ministère du commerce et de l'industrie

COUVERTURE GÉOGRAPHIQUE



Guinée-Bissau

CONTRIBUTION DE L'UE
4 000 000 €

Pour plus d'informations sur ce projet :

✉ wacomp-guineabissau@unido.org
🌐 <https://wacomp.projects.ecowas.int>

ASSOCIÉ AUX ODD



Programme d'appui à la production, à l'industrialisation et au libre-échange aux Comores (APILE)

CONTEXTE

L'économie de l'Union des Comores est peu diversifiée et figure parmi les plus dépendantes des importations alimentaires au monde. Pour cette raison, le gouvernement a défini comme objectif stratégique le renforcement de ses capacités de production locale, et plus particulièrement de ses capacités de transformation. Cet objectif a la double perspective ambitieuse de réduire les importations de produits finis sur le marché national et d'augmenter les possibilités d'exportation de produits à plus forte valeur ajoutée.

STRATÉGIE

L'ONUDI a été mandatée par l'Union Européenne pour assister l'Union des Comores dans la réalisation d'activités visant à renforcer les capacités techniques et la compétitivité des PME pour la transformation et la commercialisation de produits locaux innovants et de qualité.

Ceci sera réalisé via une assistance technique directe aux entrepreneurs potentiels et aux PME pour renforcer leurs capacités de transformation et, en même temps, via une amélioration des compétences techniques des incubateurs d'entreprises locaux pour fournir des services significatifs et utiles aux entrepreneurs potentiels.

RÉSULTATS ATTENDUS

- La compétitivité et la performance des entrepreneurs et des PME sont renforcées par un processus d'incubation et d'appui aux entreprises ;
- Les structures d'appui aux PME comoriennes sont renforcées et mises en réseau, pour une plus grande efficacité et un impact plus large de leurs actions.



DURÉE
2021-2025



BUDGET TOTAL
3 400 000 €



PARTENAIRES

- UE
- Encadrement intégré amélioré (EIF-CIR)

CONTRIBUTION DE L'UE

3 400 000 €

Pour plus d'informations sur ce projet :

<https://open.unido.org/projects/KM/projects/200035>

ASSOCIÉ AUX ODD



COUVERTURE GÉOGRAPHIQUE



Comores

Amélioration des services de soutien des organisations intermédiaires commerciales pour la compétitivité des MPME au Paraguay

CONTEXTE

Bien que l'UIP et la FECOPROD (organisations intermédiaires d'entreprises – OIE) aient une forte représentation, un niveau élevé d'influence et de capacité technique, il leur manque certaines capacités techniques et de gestion pour fournir une gamme de services requis par les MPME. Pour répondre à la demande des MPME et stimuler leur productivité, leur qualité et leur innovation, de nouveaux services devront être conçus et mis en œuvre. Par conséquent, l'intervention de l'ONUDI fournit une assistance technique pour renforcer les capacités institutionnelles des IOE à fournir des services de développement commercial de haute qualité et à concevoir un portefeuille de services.

STRATÉGIE

Plus précisément, le rôle de l'ONUDI est de fournir une assistance technique pour renforcer la capacité institutionnelle des deux associations intermédiaires d'entreprises (IOE) à fournir des services de développement des entreprises de haute qualité, la création ou l'amélioration des centres de recherche et d'innovation associés aux IOE, la mise en œuvre de programmes d'innovation, la facilitation de l'acquisition de technologies et une meilleure intégration des MPME dans les chaînes de valeur. Il comprend l'introduction de pratiques environnementales saines et la promotion d'initiatives d'économie circulaire au niveau des institutions publiques, des IOE et des MPME.

RÉSULTATS ATTENDUS

Le projet vise à contribuer à une croissance économique inclusive et durable et à la création d'emplois, par l'amélioration de la compétitivité des micro, petites et moyennes entreprises (MPME) et du milieu des affaires au Paraguay. Il est prévu que les IOE renforcent la capacité institutionnelle à offrir des services de développement commercial de haute qualité aux MPME. Les MPME amélioreront également leur accès à la technologie, encourageront l'innovation et établiront un service de développement des fournisseurs (en se concentrant sur 5 secteurs désignés – 2 VC industriels et 3 VC agricoles).

ACCOMPLISSEMENTS

L'ONUDI a réalisé (dans le cadre des limitations actuelles dues à la pandémie de Coronavirus – COVID-19) la plupart des activités prévues dans le document de projet pour l'année 1 et celles convenues avec les deux OIE pour l'année 2. En particulier, les activités liées à la définition des bases stratégiques du programme, à la mise en place d'un environnement de travail bien articulé avec les OIE, à l'initiation du renforcement institutionnel de l'UIP et de la FECOPROD, au début de la sensibilisation aux principes de l'économie circulaire (EC).



DURÉE
2019-2023



BUDGET TOTAL
2 800 000 €



PARTENAIRES

- Ministère de l'industrie et du commerce
- UIP
- FECOPROD

CONTRIBUTION DE L'UE
2 800 000 €

Pour plus d'informations sur ce projet :

<https://open.unido.org/projects/PY/projects/180298>

ASSOCIÉ AUX ODD



COUVERTURE GÉOGRAPHIQUE



Paraguay

Accroissement de la compétitivité commerciale des PME sur les marchés régionaux et européens

CONTEXTE

Le projet, qui s'étendait à l'origine sur quatre ans, du 1er novembre 2016 au 30 octobre et prolongé jusqu'au 28 février 2021, a conclu avec succès sa coopération technique visant à aider les petites et moyennes entreprises (PME) sri-lankaises ainsi que le système et les institutions d'appui au commerce qui les sous-tendent à renforcer leur compétitivité commerciale sur les marchés régionaux et de l'UE.

STRATÉGIE

Le projet vise à accroître la compétitivité des petites et moyennes entreprises (PME) sri-lankaises sur les marchés régionaux et européens afin de soutenir une croissance inclusive et axée sur le commerce. Il se concentre sur la stratégie d'exportation, la politique et la facilitation du commerce, l'infrastructure nationale de qualité (INQ) et les chaînes de valeur dans les secteurs des épices, de l'alimentation et des technologies de l'information (TI) / externalisation des processus d'affaires (BPO). L'ONUDI facilite le renforcement des services de l'INQ pour répondre aux exigences de qualité et de normes sanitaires et phytosanitaires dans le pays et à l'étranger et améliore la performance de la chaîne de valeur des PME qui dépendent de ces services. Une attention particulière est accordée au renforcement des piliers essentiels de l'INQ, qui sont la normalisation, la métrologie, l'accréditation et l'évaluation de la conformité, et à l'amélioration de la conformité des exportations le long des chaînes de valeur des épices et des aliments transformés.

RÉSULTATS ATTENDUS

- Amélioration des services d'infrastructure de la qualité afin de répondre aux exigences de qualité et aux exigences SPS sur les marchés régionaux et européens ;
- Compétitivité accrue des PME dans les secteurs orientés vers l'exportation (aliments et boissons transformés / épices et concentrés) ;
- Conception et mise en œuvre d'une stratégie commerciale nationale cohérente pour la compétitivité des exportations ;
- Amélioration de l'efficacité des procédures transfrontalières et de la capacité des PME à se conformer aux procédures transfrontalières pour exporter vers les marchés régionaux et européens.

ACCOMPLISSEMENTS

Dans les secteurs SCPFB, les PME ont pénétré 19 nouveaux marchés en Europe, en Asie-Pacifique et dans les Amériques, avec plus de 2 000 PME et 400 agents de vulgarisation formés à la sécurité et à la qualité des aliments. Les meilleures pratiques, les conseils techniques sur mesure et les recommandations pratiques pour améliorer de manière holistique les performances des entreprises ont été fournis à 101 PME, dont un tiers ont été présélectionnées et sont maintenant certifiées par rapport aux systèmes de certification internationaux. L'ONUDI a soutenu le développement de la stratégie nationale d'infrastructure de qualité (NQI-S). Le projet a proposé des modernisations de la législation primaire (loi sur les aliments de 1980) et secondaire (politique de sécurité alimentaire) pour adoption.



DURÉE
2016-2021



BUDGET TOTAL
8 766 836 \$



PARTENAIRES

- UE
- CCI

CONTRIBUTION DE L'UE

USD 8 766 836 \$
8 766 836 \$ (3 706 798 \$ via l'ONUDI)

COUVERTURE GÉOGRAPHIQUE



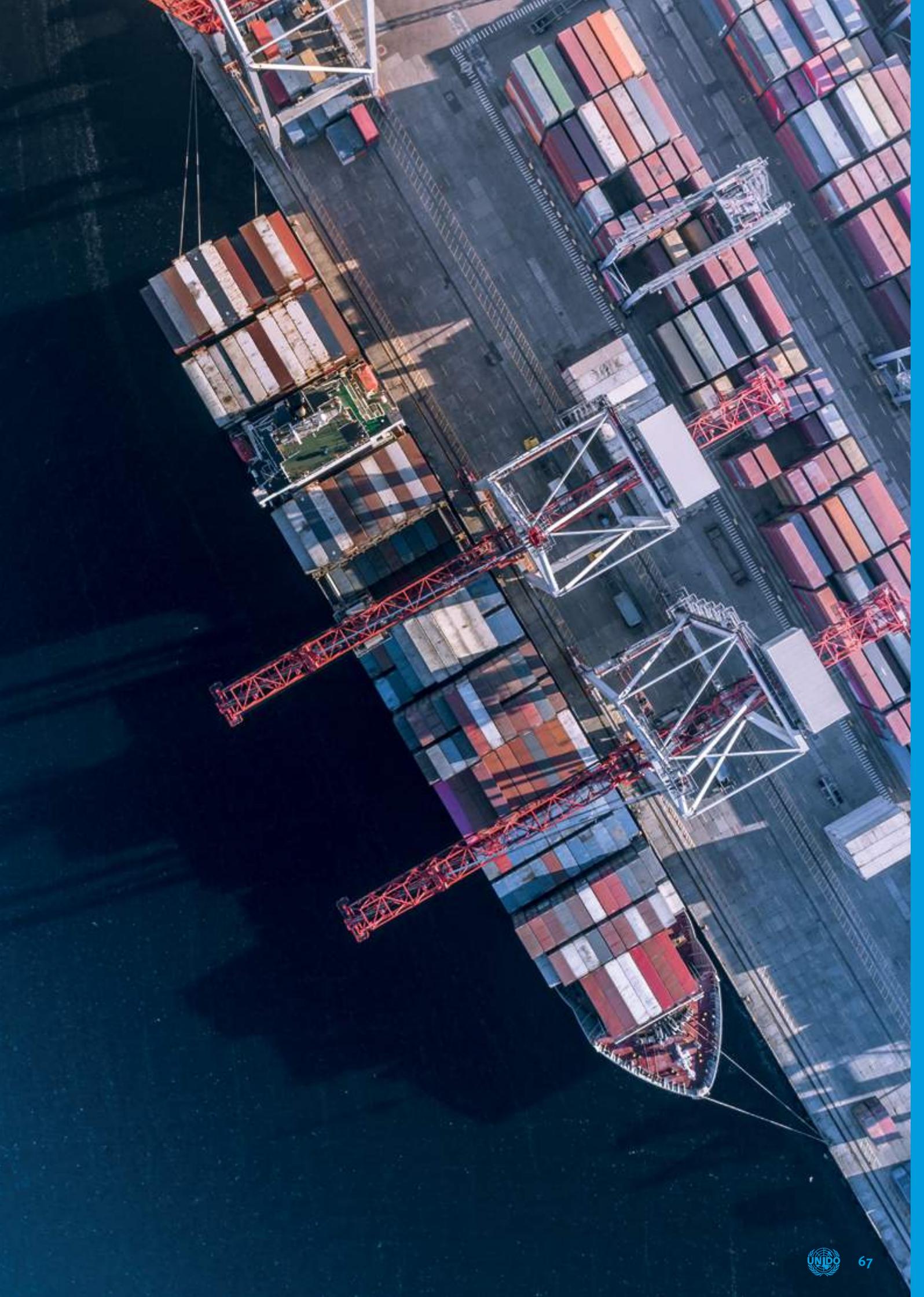
Sri Lanka

Pour plus d'informations sur ce projet :

<https://open.unido.org/projects/LK/projects/150039>
<https://www.facebook.com/EUSriLankaTradeRelatedAssistance/>
<https://www.unido.org/our-focus-advancing-economic-competitiveness-quality-and-compliance-infrastructure/eu-sri-lanka-increasing-trade-competitiveness-small-and-medium-sized-enterprises-regional-and-european-union-markets>

ASSOCIÉ AUX ODD







Dejene Tezera

Directeur, Département de l'Agro-industrie, ONUDI

Département de l'agro-industrie

L'UE et l'ONUDI ont forgé un partenariat unique basé sur une vision commune de la promotion d'un développement industriel inclusif et durable dans le cadre de l'ODD 9. Ce partenariat s'étend également au domaine agro-industriel. Avec un portefeuille actuel d'environ 65 millions d'euros répartis sur huit projets financés par l'UE, le département de l'agro-industrie de l'ONUDI met en œuvre un large éventail de projets visant à créer une prospérité partagée. Trois domaines prioritaires clés se distinguent et guident notre collaboration actuelle.

La première priorité consiste à promouvoir des chaînes de valeur agricoles et non alimentaires durables, résilientes et inclusives aux niveaux national et régional. Parmi les exemples de projets actuels, citons : le programme d'amélioration de l'accès aux marchés UE-CEA (MARKUP), qui aide les PME kenyanes à accroître leurs exportations de produits agroalimentaires et horticoles ; l'initiative en faveur du cuir pour la création d'emplois durables (LISEC) en Éthiopie, qui vise à améliorer le cadre réglementaire et à créer des possibilités d'emploi grâce au développement de l'industrie du cuir ; et le projet Creative Tunisia, qui vise à développer les chaînes de valeur de l'artisanat et du design ainsi que des stratégies d'accès aux marchés ciblées en Tunisie.

La deuxième priorité consiste à développer en Afrique un secteur agroalimentaire sensible aux besoins des jeunes, attrayant, dynamique et rémunérateur, notamment en améliorant l'enseignement et la formation techniques et professionnels (EFTP) dans le domaine de l'agroalimentaire. Le projet Youth Rising au Libéria montre la capacité de l'ONUDI à agir en tant qu'intermédiaire de confiance entre les secteurs public et privé, et à renforcer la capacité d'un pays à fournir un accès équitable et équilibré entre les sexes à une EFTP de haute qualité et axée sur la demande. Plusieurs projets d'EFTP financés par les États membres de l'UE complètent également cette approche.

La troisième priorité consiste à soutenir les systèmes alimentaires durables qui assurent la sécurité alimentaire et la nutrition, et à améliorer la compétitivité et la durabilité du secteur de la transformation agroalimentaire. Le programme cambodgien pour une croissance durable et inclusive dans le secteur de la pêche « Capture component (CAPFISH Capture) », qui vise à améliorer le système réglementaire et institutionnel et à renforcer la compétitivité commerciale des pêcheries après récolte par l'innovation et la R&D, est un exemple de collaboration technique dans ce domaine.

Tous ces projets sont alignés sur les priorités politiques de l'UE, notamment le règlement NDICI, le nouvel accord de partenariat UE-OEACP et le plan stratégique 2020-2024 de la DG INTPA.

Parmi les synergies possibles à l'avenir, citons : le soutien à la réponse mondiale de la « Team Europe » à la crise du COVID-19, en mettant l'accent sur les systèmes de nutrition et les besoins socio-économiques ; le renforcement de l'Accélérateur ONUDI-FAO pour le développement et l'innovation dans l'agriculture et l'agro-industrie Plus (3ADI+) ; ou l'union des forces dans des domaines tels que le renforcement de l'EFTP dans l'agro-industrie des pays partenaires de l'UE, ou le développement d'un programme panafricain de chaînes de valeur.

Sur cette base, je me réjouis de la poursuite d'un partenariat solide et de confiance avec l'UE, impliquant les trois divisions interdépendantes du département de l'agroalimentaire : agro-industrie et développement des compétences ; entrepreneuriat rural, création d'emplois et sécurité humaine ; et systèmes alimentaires durables.

Soutien des chaînes de valeur de l'artisanat et du design en Tunisie

CONTEXTE

Le secteur de l'artisanat joue un rôle important dans le développement économique et social de la Tunisie (9 % de la population active, dont 80 % de femmes). Les principaux obstacles à la croissance du secteur sont la prédominance de l'approche par l'offre, la concurrence des produits artisanaux importés, le manque de veille et de suivi des marchés potentiels, l'irrégularité de la production, la faiblesse des circuits de commercialisation et l'informalité. Il semble désormais essentiel d'identifier et de développer des avantages concurrentiels dans les chaînes de valeur prometteuses, ainsi que d'encourager la créativité, le design et l'innovation par la mise en place d'écosystèmes créatifs.

STRATÉGIE

Afin de faire de l'artisanat un secteur économique à plus forte valeur ajoutée et de développer des avantages concurrentiels, une dizaine de clusters et de chaînes de valeur seront soutenus au profit des entreprises artisanales existantes, des artisans et des designers. La création de centres d'appui (c'est-à-dire la conception de pôles) permettra également aux entreprises artisanales de bénéficier de services d'appui intégrés. Cela représente une occasion privilégiée de créer des emplois décents et durables pour les femmes et d'assurer leur autonomisation économique.

RÉSULTATS ATTENDUS

- 6 à 8 chaînes de valeur présentant des avantages compétitifs sont développées, structurées et soutenues ;
- Des stratégies d'accès au marché ciblées sont élaborées sur la base du potentiel d'exportation des maillons de la chaîne de valeur ;
- Des centres de soutien multiservices sont établis dans chaque territoire des chaînes de valeur sélectionnées ;
- Les institutions et initiatives locales dédiées à la promotion de l'artisanat et du design sont renforcées ;
- Le patrimoine artisanal tunisien est promu par des campagnes de communication, ainsi que la méthodologie du projet.

ACCOMPLISSEMENTS

- 382 membres actifs de clusters dans les 7 clusters ;
- 600 bénéficiaires ont suivi des formations techniques ;
- 20 entrepreneurs soutenus dans l'accès au financement ;
- 100 étudiants formés à la conception de produits ;
- 200 nouveaux produits développés par 40 artisans et 18 jeunes designers ;
- 2 partenariats commerciaux établis avec des acheteurs européens ;
- 1 centre de création établi ;
- 5 OSC soutenues par une assistance technique ;
- 6 000 images du patrimoine culturel rassemblées dans une banque d'images en ligne ;
- 4500 membres de la communauté sur les médias sociaux ;
- 50 communiqués de presse publiés.



DURÉE

2019-2024



BUDGET TOTAL

9 000 000 €



PARTENAIRES

- UE
- Ministère de l'artisanat.

CONTRIBUTION DE L'UE

8 500 000 €

COUVERTURE GÉOGRAPHIQUE



Tunisie

Pour plus d'informations sur ce projet :

www.creativetunisia.tn

ASSOCIÉ AUX ODD



Soutien au processus intégré d'agro-industrialisation en Éthiopie (composante 5 de PROSEAD)

CONTEXTE

L'objectif global des politiques de développement du gouvernement est de réaliser la transformation structurelle de l'économie, par la modernisation du secteur agricole et le développement du secteur manufacturier, ce qui devrait faire passer sa contribution au PIB de 6,9 % actuellement à 17,2 % d'ici 2029-2030. Le développement de parcs agro-industriels intégrés (IAIP) est une priorité de la stratégie nationale de développement de l'Éthiopie. Le programme PROSEAD, promu par l'UE, est le principal programme contribuant au développement de quatre IAIP pilotes dans le pays, tandis que d'autres programmes importants sont financés par la coopération italienne et allemande au développement.

STRATÉGIE

Ce projet contribue au programme PROSEAD et son objectif principal est d'établir un cadre de coordination et de gouvernance pour harmoniser les interventions des parties prenantes du programme PROSEAD et les activités séquentielles, ainsi que pour aborder les questions affectant la performance agro-industrielle en Éthiopie. Grâce à sa fonction de rassembleur et à son assistance technique, l'ONUDI est bien placée pour faciliter et contribuer à l'établissement d'un mécanisme de dialogue entre les secteurs privé et public.

RÉSULTATS ATTENDUS

- Des activités du programme PROSEAD coordonnées entre les partenaires de mise en œuvre, avec une intervention de développement en cours dans l'agro-industrie et le développement de la chaîne de valeur agricole ;
- Mise en place d'un cadre de gouvernance pour l'agro-industrie et le développement de l'agro-industrie ;
- Mobilisation des examens, des études et des enquêtes, selon les besoins, pour soutenir ce qui précède et pour l'expansion de l'agro-industrialisation ;
- Diffusion et promotion des informations sur les meilleures pratiques, en assurant la visibilité.

ACCOMPLISSEMENTS

- Achèvement de l'étude de base et d'autres études clés (sur l'agriculture et l'agro-industrie, le genre, le système national de sécurité alimentaire, le système d'incitation pour les agro-industriels) ;
- Établissement d'un cadre de gouvernance pour le programme PROSEAD et pour toutes les interventions aux niveaux fédéral et régional ;
- Élaboration de manuels de gestion et de stratégies de promotion pour les PIAI ;
- Renforcement des capacités institutionnelles, techniques et managériales du Ministère du commerce et de l'industrie et des Sociétés de développement des parcs industriels régionaux pour l'attraction des investisseurs nationaux et étrangers, l'achèvement des infrastructures, l'inauguration de trois parcs.



DURÉE
2019-2024



BUDGET TOTAL
3 300 000 €



PARTENAIRES

- UE
- Gouvernement éthiopien
- AFDB
- IFAD
- EIB
- GIZ

CONTRIBUTION DE L'UE
3 300 000 €

COUVERTURE GÉOGRAPHIQUE



Éthiopie

Pour plus d'informations sur ce projet :

✉ Y.LOKKO@unido.org
🌐 <https://open.unido.org/projects/ET/projects/190001>

ASSOCIÉ AUX ODD





TÉMOIGNAGES SUR LE TERRAIN

Le parc agro-industriel intégré dans l'État régional national de Sidama est d'une importance capitale pour transformer la vie des agriculteurs et créer des opportunités d'emploi pour les citoyens sans emploi.

Premier ministre éthiopien
Abiy Ahmed,
Lors de la cérémonie d'inauguration
de l'IAIP de Yirgalem (13 mars 2021)

La modernisation de nos capacités agricoles est renforcée par le développement des agro-industries. L'inauguration du parc agro-industriel intégré de Bulbula est une démonstration de notre vision de la prospérité pour le secteur agricole, pour nos agriculteurs et nos consommateurs.

Premier ministre éthiopien
Abiy Ahmed,
Lors de la cérémonie d'inauguration
du parc agro-industriel intégré
de Bulbula (IAIP), situé à West Shoa
dans l'État régional d'Oromia
(18 mai 2021)



L'inauguration du parc agro-industriel et de l'usine permettra à Bure de retrouver son importance historique. Cette initiative s'inscrit dans le cadre des efforts déployés par le gouvernement pour mettre en place une agriculture axée sur le marché et renforcer le secteur agroalimentaire.

Premier ministre éthiopien
Abiy Ahmed,
Lors de la cérémonie d'inauguration
de l'IAIP de Bure (7 février 2021)



Le programme d'amélioration de l'accès aux marchés (MARKUP)

CONTEXTE

Au Kenya, le secteur agricole reste le principal moteur de l'économie du pays, puisqu'il contribue à hauteur de 25 % au produit intérieur brut (PIB) du pays. L'agriculture est la source de subsistance de la plupart des populations rurales ; en tant que telle, elle est inévitablement la clé de la sécurité alimentaire et de la réduction de la pauvreté. Elle n'est pas seulement une source de croissance économique au Kenya, mais aussi un déterminant de l'équité dans le développement et un pilier fondamental dans la réduction de la pauvreté et de la faim.

STRATÉGIE

MARKUP Kenya fait partie du programme régional EAC-EU MARKUP, un programme financé par l'UE qui vise à résoudre les contraintes liées à l'offre et à l'accès au marché en soutenant la participation aux chaînes de valeur régionales et mondiales – avec un accent particulier sur les exportations vers l'Union européenne. Le programme MARKUP du Kenya vise à soutenir les efforts du gouvernement kenyan pour renforcer l'économie par une augmentation de la production agricole, de la valeur ajoutée et de l'agro-transformation, ainsi que par l'expansion du commerce.

RÉSULTATS ATTENDUS

Le projet augmentera les exportations de produits agro-industriels et horticoles, la sensibilisation et la conformité aux questions de sécurité alimentaire et favorisera l'intégration régionale et l'accès au marché européen dans les 12 comtés de mise en œuvre au Kenya. Il contribue à l'élaboration d'une politique nationale de protection des végétaux (phytosanitaire) et à l'établissement de zones exemptes de parasites et de zones à faible prévalence de parasites pour les parasites de quarantaine/ les parasites réglementés de non-quarantaine (y compris le traitement à l'eau chaude). Il contribue également à l'élaboration du plan de surveillance et de mise en œuvre des résidus de pesticides au Kenya.

ACCOMPLISSEMENTS

- Organisation d'un atelier de sensibilisation des journalistes de deux jours sur la sécurité alimentaire ;
- Fin de la formation des agents de vulgarisation du comté sur les BPA mondiales ;
- Formation des producteurs de certaines chaînes de valeur prioritaires aux BPA globales, formation des formateurs et programme de mentorat ;
- Fourniture de services consultatifs au point focal du Codex kenyan ;
- Mise en œuvre de la norme ISO17020 et cours d'évaluateur pour le système d'inspection à KEBS, KEPHIS, Agriculture and Food Authority Horticultural Crops Directorate ;
- Matériaux de référence certifiés (CRM) pour les laboratoires du KEBS afin d'améliorer l'efficacité ;
- Formation aux exigences de la norme ISO/IEC 17025 :2017.



DURÉE
2019-2022



BUDGET TOTAL
3 730 000 €



PARTENAIRES

- UE
- Ministère du commerce et de l'industrialisation
- Services phytosanitaires du Kenya (KEPHIS)
- Bureau des normes du Kenya (KEBS)
- Exportateurs de produits frais du Kenya (FPEAK)
- Consortium des produits frais (FPC)

CONTRIBUTION DE L'UE
3 680 000 €

Pour plus d'informations sur ce projet :

<https://www.markupkenya.org/>

ASSOCIÉ AUX ODD



COUVERTURE GÉOGRAPHIQUE



Kenya



TÉMOIGNAGES SUR LE TERRAIN

Depuis son lancement en 2019, le programme d'amélioration de l'accès au marché (MARKUP) Kenya a continué à avoir un impact sur la sécurité alimentaire du Kenya et l'accès au marché pour certaines chaînes de valeur dans l'ensemble des 12 comtés où le projet est mis en œuvre. MARKUP Kenya est financé par l'Union européenne (UE) et mis en œuvre par l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel (ONUDI) en partenariat avec le gouvernement et le secteur privé. MARKUP Kenya a été bénéfique pour les institutions, les comtés et le pays dans son ensemble. L'élaboration d'un projet de loi sur la sécurité alimentaire, en particulier, a été très bénéfique pour l'ensemble du pays.

Tobias Okelo,
Point focal au ministère
de l'industrie du Kenya



Youth Rising – Soutien de l'UE à l'enseignement et à la formation techniques et professionnels (EFTP) pour les jeunes au Liberia

CONTEXTE

Ce projet vise à soutenir l'enseignement et la formation techniques et professionnels (EFTP) au Libéria. Il est financé par l'UE en partenariat avec le ministère de l'éducation et le ministère de la jeunesse et des sports. Mis en œuvre par l'ONUDI, ce projet est conforme à la politique du Liberia en matière d'EFTP. Le projet contribue à l'emploi des jeunes en améliorant l'accès à un enseignement et une formation techniques et professionnels de qualité pour les jeunes Libériens, en promouvant l'esprit d'entreprise et en reliant l'éducation au secteur privé. Avec ces objectifs, le projet, en plus d'améliorer la qualité de l'EFTP, rendra l'EFTP plus répandu géographiquement à travers le Liberia, mettra l'accent sur l'inclusion des femmes et s'occupera des jeunes, vulnérables et handicapés.

STRATÉGIE

Compte tenu des ressources publiques limitées et des contraintes économiques supplémentaires imposées par le COVID-19, une feuille de route a été élaborée avec les partenaires du ministère de tutelle afin de suivre et de contrôler les progrès réalisés sur plusieurs conditions préalables en vue d'assurer la durabilité du projet. Ces conditions préalables comprennent le recrutement de nouveaux instructeurs à inclure dans la masse salariale officielle du gouvernement, l'autonomie

financière des écoles, la formalisation d'un protocole d'accord avec les instructeurs et les administrateurs participant aux activités de renforcement des capacités du projet et la formalisation d'unités de production pour générer des revenus au niveau de l'école.

RÉSULTATS ATTENDUS

- Les entités clés du GOL sont dotées d'une base technique solide pour soutenir la gouvernance, la planification, la gestion, la supervision et la prestation efficaces de l'EFTP ;
- Les prestataires d'EFTP sélectionnés sont dotés d'instructeurs, d'administrateurs et de directeurs aux compétences améliorées ;
- Les infrastructures, équipements et systèmes d'EFTP sont modernisés ;
- Participation accrue du secteur privé au système d'EFTP, notamment en ce qui concerne l'élaboration des programmes, la gouvernance et la mise en œuvre de l'EFTP ;
- Les mesures visant à favoriser l'inscription et la rétention des jeunes femmes, y compris les personnes handicapées, sont rationalisées dans le système d'EFTP.



DURÉE
2018-2024



BUDGET TOTAL
25 300 000 €



PARTENAIRES

- UE
- Ministère de l'éducation
- Ministère de la jeunesse et des sports

CONTRIBUTION DE L'UE

25 250 000 €

COUVERTURE GÉOGRAPHIQUE



Liberia

Pour plus d'informations sur ce projet :

✉ agribusiness@unido.org
🌐 <https://open.unido.org/projects/LR/projects/160082>

ASSOCIÉ AUX ODD





ACCOMPLISSEMENTS

- Formation de 10 cadres de l'EFTP à la gestion des centres de formation professionnelle ;
- Animation d'un atelier national des parties prenantes de l'EFTP pour initier et promouvoir le développement d'un système unifié de gouvernance, de réglementation et de prestation de services pour le système d'EFTP du Liberia ;
- Facilitation de la formation de 20 cadres au développement de programmes d'EFTP sur la base de la méthodologie de recherche DACUM ;
- Réhabilitation de 6 écoles d'EFTP, avec construction de nouveaux ateliers d'EFTP à deux endroits dans le sud-est.

TÉMOIGNAGES SUR LE TERRAIN

En déduisant des résultats de 48 % dans le score vertical et de 38 % dans le score horizontal, qui correspondent tous deux aux dix-neuf (19) fonctions des gestionnaires de l'EFTP, il s'agissait d'une bonne approche pour convenir que les manuels d'apprentissage de l'EFTP élaborés répondaient au renforcement des capacités pour la réalisation des fonctions attendues d'un gestionnaire de l'EFTP.

Mr. Harris Fomba Tarnue,
Directeur de l'Institut Booker
Washington



Création d'opportunités d'emploi et d'entrepreneuriat pour les jeunes Soudanais et les réfugiés

CONTEXTE

L'économie soudanaise est confrontée à d'importants défis résultant d'une économie faible, d'un chômage élevé, d'une inflation galopante, de déficits budgétaires élevés, de sanctions permanentes et de contraintes d'emprunt nationales et internationales contraignantes exacerbées par le flux illimité de migrants en provenance des pays voisins. L'afflux massif de migrants est dû en grande partie à la situation stratégique du Soudan, au carrefour de l'Afrique subsaharienne, de l'Afrique du Nord et de la péninsule arabique. Des centaines de migrants, de demandeurs d'asile et de réfugiés transitent chaque mois par le Soudan.

STRATÉGIE

L'enseignement et la formation techniques et professionnels (EFTP) permettront aux hommes, aux femmes, aux réfugiés et aux jeunes migrants d'acquérir les compétences nécessaires pour accéder à un travail décent, y compris des compétences pour le travail indépendant et la facilitation du développement de petits entrepreneurs. Le projet se concentrera sur le développement et le renforcement des capacités des centres de formation professionnelle et aidera le gouvernement soudanais à répondre de manière efficace et systématique aux nouvelles demandes des bénéficiaires cibles avec un haut degré de résilience.

RÉSULTATS ATTENDUS

- Renforcement des capacités des centres de formation professionnelle et des institutions gouvernementales à dispenser une formation de qualité des programmes et des fonctions de gestion ;
- Amélioration des opportunités d'emploi et stimulation de l'esprit d'entreprise pour les jeunes chômeurs, y compris les migrants (semi-) urbains, les réfugiés, les demandeurs d'asile, les jeunes non qualifiés et les communautés d'accueil dans l'État de Khartoum ;
- Environ 2 500 bénéficiaires formés à des métiers adaptés au marché, y compris l'intégration de compétences non techniques telles que l'anglais et l'arabe de base pour améliorer l'alphabétisation, ainsi que l'accès à l'emploi et aux services financiers et non financiers.



DURÉE
2017-2022



BUDGET TOTAL
3 443 200 €



PARTENAIRES

- Gouvernement du Soudan
- Gouvernement de l'État de Khartoum
- GIZ
- UNHCR

CONTRIBUTION DE L'UE
3 443 200 €

COUVERTURE GÉOGRAPHIQUE



Soudan

Pour plus d'informations sur ce projet :

<https://open.unido.org/projects/SD/projects/160092>

ASSOCIÉ AUX ODD





TÉMOIGNAGES SUR LE TERRAIN

L'enseignement et la formation techniques et professionnels (EFTP), l'emploi et l'esprit d'entreprise sont au cœur de la stratégie de développement de l'UE au Soudan. L'EFTP est un élément clé de l'apprentissage tout au long de la vie qui permet aux citoyens d'acquérir les connaissances, les aptitudes et les compétences requises sur le marché du travail actuel. Le partenariat avec l'ONUDI, le Conseil suprême de la formation professionnelle et de l'apprentissage et le Conseil suprême du développement humain et du travail de l'État de Khartoum est une nouvelle preuve du soutien de l'UE à l'EFTP au Soudan.

E. Robert VAN DEN DOOL,
Ambassadeur de l'Union européenne au Soudan et chef de la délégation de l'Union européenne au Soudan

Pendant la formation, j'ai appris beaucoup de choses sur le sujet, notamment sur la sécurité personnelle et l'installation du câblage domestique, des interrupteurs et la réparation des appareils électriques. Après la formation, j'ai eu la chance de trouver un emploi d'électricien dans un atelier de la ville de Khartoum. Cette formation a complètement changé ma vie et je veux ouvrir un magasin d'électricité à l'avenir.

Mohamed Ahmed Salim,
Bénéficiaire du centre de formation Karrari VTEC



Le partenariat solide avec le secteur privé dans le cadre du programme de pratique industrielle professionnelle (VIIP) initié par le projet est très apprécié. Le gouvernement de Khartoum apprécie également les efforts de l'UE et de l'ONUDI pour renforcer la capacité de production des MPME et des jeunes entrepreneurs dans l'État de Khartoum en développant un environnement favorable, un écosystème entrepreneurial et un autre soutien connexe pour les rendre compétitifs et prospères.

Dr. Abdel Rahman Ali Elkarouri,
Secrétaire général du Conseil suprême pour le développement humain et le travail, État de Khartoum.

Initiative sur le cuir pour la création d'emplois durables (LISEC)

CONTEXTE

Le manque d'opportunités économiques, la marginalisation, les catastrophes naturelles et l'insécurité alimentaire sont autant de facteurs qui poussent les migrants à quitter les zones rurales pour les zones urbaines. En conséquence, les centres urbains éthiopiens souffrent à la fois de taux de chômage élevés et de faibles perspectives d'emploi, limitées au secteur informel à bas salaires. En outre, les filles et les femmes sont souvent prises au piège de l'industrie du sexe. Ce projet vise à créer davantage d'opportunités économiques et d'emplois décents, en particulier pour les jeunes hommes et femmes, grâce au développement de l'industrie du cuir éthiopien et du parc industriel du cuir de Modjo.

STRATÉGIE

- Préparation d'un plan d'action détaillé, y compris les synergies avec les programmes nationaux pertinents et la coordination avec d'autres partenaires de développement ;
- Promotion du développement et l'opérationnalisation d'un cadre réglementaire pour les cuirs et peaux (H&S) ;
- Soutien de l'amélioration des infrastructures et du contrôle de la qualité du système de commercialisation ;

- Fourniture de l'équipement, des outils et du matériel de formation nécessaires à des fins de démonstration à des centres de formation d'agriculteurs sélectionnés et formation de ces derniers aux pratiques appropriées de collecte, de manipulation et de conservation des cuirs et des peaux.

RÉSULTATS ATTENDUS

- Amélioration de la qualité et de la quantité des cuirs et des peaux en soutenant la chaîne de valeur du cuir, des abattoirs aux tanneries ;
- Soutien des tanneries (transformation et production de cuir fini) en vue de leur intégration dans la chaîne de valeur mondiale du cuir, grâce à des gains de compétitivité et au respect de l'environnement, notamment par la création d'un centre régional LIDI.
- Promotion des investissements dans la cité du cuir de Modjo et dans ses environs (y compris les grappes de MPME) pour les entreprises nationales et étrangères.



DURÉE

2018-2022



BUDGET TOTAL

7 850 000 €



PARTENAIRES

- UE
- LIDI
- Autorité fédérale de promotion des petites et moyennes industries manufacturières (FSMMIPA)
- Ministère du commerce et de l'industrie
- Ministère de l'agriculture
- Ministère des finances
- État régional d'Oromia
- Administration de la ville de Modjo

CONTRIBUTION DE L'UE

7 750 000 €

COUVERTURE GÉOGRAPHIQUE



Éthiopie

Pour plus d'informations sur ce projet :

✉ A.CALABRO@unido.org
🌐 <https://open.unido.org/projects/ET/projects/160086>

ASSOCIÉ AUX ODD



ACCOMPLISSEMENTS

- La structure de gouvernance du projet a été mise en place, de la gestion aux niveaux techniques ;
- Le centre régional de la LIDI a été établi sur le site du projet ;
- Un plan d'affaires stratégique et des lignes directrices pour l'établissement de clusters de MPME dans la fabrication de chaussures et d'articles en cuir ont été développés ;
- Quatre études ont été menées ;
- Un programme et des supports de formation pour l'amélioration des cuirs et peaux ont été développés ;
- Une analyse de genre dans l'industrie du cuir éthiopien a été réalisée.

Le projet LISEC répond à trois priorités essentielles du programme « Green Deal » de l'UE : croissance inclusive, création d'emplois décents et protection de l'environnement. Le secteur agricole ne peut à lui seul absorber les deux millions de jeunes qui entrent sur le marché du travail chaque année. C'est pourquoi l'UE soutient fermement la politique du gouvernement éthiopien pour la promotion de la transformation industrielle. Le potentiel du cuir en tant que sous-produit de l'industrie de la viande est jusqu'à présent resté largement inexploité dans le pays qui compte le plus grand nombre de bovins en Afrique. Nous espérons que le projet LISEC contribuera à ouvrir ce potentiel en développant davantage la chaîne de valeur du cuir, créant ainsi des emplois décents et renforçant en même temps la protection de l'environnement grâce à des modes de production durables.

Mercedes MARIN NORTES,
Chef de la coopération de l'UE en Éthiopie



Cambodge : Valorisation de la performance de l'industrie de la pêche (CAPFISH)

CONTEXTE

Le secteur de la pêche est l'une des principales sources de revenus et de création d'emplois au Cambodge. 20 % de la population dépend directement de la pêche pour sa subsistance. Les activités de subsistance et post-récolte emploient environ 33 000 personnes, dont la majorité sont des femmes. Néanmoins, le secteur manque de normes de qualité, de codes de conduite, de capacités en ressources humaines et financières, de services de laboratoire, d'innovation et de diversification. En conséquence, le secteur de la pêche post-récolte n'est pas développé à son plein potentiel car une valeur ajoutée pourrait être introduite dans les produits de la pêche pour les marchés nationaux et internationaux. Le projet sera une contribution importante au programme cambodgien de partenariat avec le pays (PCP).

STRATÉGIE

Ce projet fait partie de la composante CAPFISH Capture du « Programme cambodgien pour une croissance durable et inclusive dans le secteur de la pêche », et est conçu pour contribuer au développement de pêcheries post-récolte par la mise à niveau du système réglementaire et institutionnel. Cela se fera par le biais du renforcement des capacités pour l'adoption de meilleures pratiques et l'innovation dans le secteur privé, la mise en œuvre du système de sécurité alimentaire, le soutien à l'investissement correspondant et la mise en place de mécanismes de soutien aux entreprises.

RÉSULTATS ATTENDUS

- Amélioration des compétences techniques et de la durabilité de l'autorité compétente et des services de contrôle officiels soutenant les pêcheries post-récolte ;
- Renforcement de la capacité du secteur privé à se conformer aux normes internationales et aux exigences du marché relatives aux pêcheries post-récolte ;
- Amélioration de la compétitivité commerciale des pêcheries post-récolte grâce à l'innovation et à la R&D ;
- Gestion, suivi et évaluation de projets.

ACCOMPLISSEMENTS

- Le projet a soutenu l'adoption d'un plan national d'inspection et de contrôle du poisson et des produits de la pêche (2020-24) ;
- Le projet a permis de former plus de 50 participants de 11 laboratoires et de 4 universités sur l'accréditation et les pratiques de gestion, la formation de formateurs sur la sécurité alimentaire, permettant à 8 formateurs experts de former plus de 100 inspecteurs locaux ;
- Le premier cycle de soutien à l'investissement dans la chaîne de valeur (~ 1 million d'euros) a été lancé, afin d'aider une trentaine de PME du secteur de la pêche à améliorer leurs opérations grâce à une assistance technique et à la fourniture d'équipements.



DURÉE
2019-2024



BUDGET TOTAL
16 900 000 €



PARTENAIRES

- UE
- Ministère de l'agriculture, des forêts et de la pêche
- Institutions d'enseignement supérieur, institutions de soutien (par exemple, laboratoires) et représentants du secteur privé

CONTRIBUTION DE L'UE
16 000 000 €

COUVERTURE GÉOGRAPHIQUE



Cambodge

Pour plus d'informations sur ce projet :

✉ CAPFish-Cambodia@unido.org
🌐 <https://open.unido.org/projects/KH/projects/180039>

ASSOCIÉ AUX ODD





TÉMOIGNAGES SUR LE TERRAIN

CAPFISH, financé par l'UE, est l'un de nos plus grands programmes bilatéraux au Cambodge (117 millions d'euros).

CAPFISH aide le gouvernement à développer le secteur de la pêche et à fournir des aliments sûrs et nutritifs à la population cambodgienne. L'ONUDI est l'un des principaux partenaires de mise en œuvre de l'UE et nous apprécions grandement ce partenariat qui pourrait permettre aux produits de la pêche de devenir plus compétitifs et d'augmenter la capacité d'exportation, contribuant ainsi à la création d'emplois décents pour les Cambodgiens. Nous nous réjouissons de la poursuite de notre partenariat en vue de mieux reconstruire, grâce à une croissance verte et à des emplois décents.

Mme Carmen Moreno,
Ambassadrice de l'UE
au Cambodge



Le programme VCIS bénéficiera aux entreprises et aura un impact durable sur les entreprises et la société. Notre objectif est d'améliorer la compétitivité des entreprises de pêche cambodgiennes en établissant de bonnes pratiques, des infrastructures, des technologies et une certification en matière de sécurité alimentaire afin d'obtenir de meilleurs marchés, non seulement dans le pays, mais aussi au niveau mondial.

Son Excellence Poum Sotha,
Délégué du gouvernement royal du
Cambodge, en charge du directeur
général de l'administration
des pêches



Intégration des meilleures pratiques fondées sur les normes pour le développement du secteur agroalimentaire

CONTEXTE

Le projet répond aux objectifs fixés par le gouvernement du Sri Lanka (GOSL) pour la période 2020-2025, à savoir atteindre une croissance économique de 6,5 % ou plus en augmentant les recettes d'exportation, en favorisant les exportations basées sur les ressources nationales, en développant l'économie par l'augmentation des industries à valeur ajoutée et en assurant la sécurité alimentaire.

STRATÉGIE

Le projet vise à renforcer la compétitivité et la capacité de conformité du secteur agroalimentaire en renforçant les capacités des acteurs au niveau de l'unité (acteurs de la chaîne de valeur agroalimentaire, en particulier les producteurs et les exploitants d'entreprises alimentaires), au niveau organisationnel (institutions d'appui au commerce qui soutiennent le secteur agroalimentaire) et au niveau du système (systèmes d'infrastructure de contrôle et de qualité des aliments). Le projet devrait contribuer à aider les bénéficiaires cibles à moderniser le système de contrôle alimentaire (cadres réglementaires et institutionnels pour la sécurité alimentaire et le respect de la qualité) conformément aux références et aux meilleures pratiques internationales. Il améliorera les institutions des infrastructures de qualité et renforcera la capacité du secteur privé à se conformer à la sécurité et à la qualité des aliments. Il permettra également de sensibiliser et de promouvoir l'adhésion aux meilleures pratiques tout au long de la chaîne de valeur agroalimentaire, y compris parmi les consommateurs.

RÉSULTATS ATTENDUS

- Les autorités alimentaires gèrent un système de contrôle alimentaire efficace, conforme aux meilleures pratiques internationales en matière de protection des consommateurs.
- Les institutions et les prestataires de services de l'infrastructure qualité (IQ) répondent à la demande d'évaluation de la conformité de certaines chaînes de valeur agroalimentaires.
- Les acteurs ciblés de la chaîne de valeur sont réceptifs aux mesures de réforme de la sécurité alimentaire et se conforment mieux aux exigences de sécurité alimentaire et de qualité.
- Les consommateurs, les entreprises, les institutions et les autres parties prenantes sont plus conscients, informés et exigeants en matière de sécurité et de qualité des aliments.



DURÉE
2021-2025



BUDGET TOTAL
6 500 000 €



PARTENAIRES

- UE
- FAO
- GIZ

CONTRIBUTION DE L'UE
6 500 000 €

COUVERTURE GÉOGRAPHIQUE



Sri Lanka

Pour plus d'informations sur ce projet :

[✉ J.Diaz-Castillo@unido.org](mailto:J.Diaz-Castillo@unido.org)

ASSOCIÉ AUX ODD



4

DES PROJETS POUR UN GREEN DEAL MONDIAL







Stephan Sicars

Directeur principal,

Direction de l'environnement et de l'énergie, ONUDI

Direction de l'environnement et de l'énergie

L'économie mondiale et sa croissance reposent sur des chaînes de valeur d'envergure mondiale, qui rassemblent une myriade d'entreprises dans des pays présentant des niveaux de développement différents. Ces chaînes de valeur définissent non seulement les impacts environnementaux des produits et services qu'elles fournissent, mais elles ont également une fonction cruciale de soutien au développement socio-économique. Dans ce contexte, lorsque les pays ont tenté de contenir la propagation du COVID-19, les industries manufacturières nationales n'ont eu d'autre choix que de réduire drastiquement leur production, avec un double résultat : des impacts économiques dévastateurs, une hausse du chômage, un déclin de la production et des chaînes d'approvisionnement perturbées ; et une réduction rapide des émissions, une atténuation de la pollution et un air plus pur.

L'approche « mieux reconstruire », que de nombreux gouvernements ont déclaré faire partie intégrante de leur planification de la reprise économique, a pour objectif clair de rétablir la croissance économique sans l'empreinte environnementale du passé. Pour atteindre cet objectif, les efforts se concentrent de plus en plus sur la refonte de la mobilité, la promotion des énergies renouvelables et la facilitation de l'adoption de pratiques d'économie circulaire le long des chaînes de valeur qui caractérisent nos économies. L'analyse des étapes d'une chaîne de valeur particulière montre souvent que les PME sont responsables de la plus grande part de l'emploi, mais aussi de l'empreinte environnementale, en raison de l'importance qu'elles accordent à la quantité et à la qualité de la production, sans se préoccuper de la réduction des inefficacités qui sous-tendent leur impact environnemental et leur moindre rentabilité.

L'expérience de l'ONUDI en matière de promotion des énergies renouvelables, de l'efficacité des ressources et de la production plus propre dans les PME montre que la transition vers une économie circulaire nécessite des approches systémiques, avec une attention aux cadres structurels. Les signaux du marché, les exigences de conformité réglementaire, la sensibilisation et le besoin d'accès à l'intelligence et aux connaissances sur les modèles d'affaires et les technologies circulaires, la collaboration et les partenariats de la chaîne de valeur sont des moteurs essentiels de la circularité dans tout pays. Les

avantages de l'économie circulaire, cependant, vont au-delà de l'augmentation de la rentabilité et de la minimisation de l'impact environnemental : ils comprennent une plus grande résilience des entreprises, une meilleure qualité de vie et, surtout, le début d'un cycle d'innovation pour des solutions vertes.

L'UE et l'ONUDI partagent le point de vue selon lequel une transition juste vers une économie circulaire et efficace en termes de ressources, alimentée par des sources d'énergie propres, constitue le socle d'un développement économique résilient et durable, et donnent la priorité aux actions qui font progresser la circularité dans les chaînes de valeur mondiales.

En février 2021, l'ONUDI, l'UE et le PNUE ont lancé l'Alliance mondiale pour une économie circulaire et une utilisation efficace des ressources (GACERE). Cette initiative vise à donner un élan mondial aux initiatives liées à une transition juste vers l'économie circulaire, la consommation et la production durables et l'industrialisation inclusive et durable, en s'appuyant sur les efforts déployés au niveau international. Actuellement, GACERE compte 15 membres issus d'économies développées et émergentes, la Commission européenne représentant les États membres de l'UE.

S'appuyant sur la mise en œuvre réussie de projets visant à réduire la consommation de ressources, l'UE et l'ONUDI ont également uni leurs forces pour le dernier projet mondial « Passage à des chaînes de valeur d'économie circulaire », qui introduira des pratiques d'économie circulaire et améliorera la productivité des ressources dans les PME des pays en développement qui font partie des chaînes d'approvisionnement des multinationales de l'UE. En partenariat avec la BEI, le projet travaillera également en étroite collaboration avec les institutions financières nationales afin de renforcer les capacités d'exploitation des instruments financiers pour les PME afin de saisir les opportunités commerciales circulaires.

Les résultats fructueux des partenariats passés et actuels entre l'ONUDI et l'UE montrent que nous pouvons donner une forte impulsion à un nouveau pacte vert mondial.

Partenariat pour l'action en faveur d'une économie verte (PAGE)

CONTEXTE

Le PAGE réunit cinq agences des Nations unies : le PNUE, l'OIT, le PNUD, l'ONUDI et l'UNITAR, afin de fournir un soutien intégré et holistique aux pays en matière d'éradication de la pauvreté, de création d'emplois et d'équité sociale, de renforcement des moyens de subsistance et de gestion de l'environnement, et de soutien de la croissance, en assurant la cohérence et en évitant la duplication des efforts. Lancée en 2013 à la suite de la conférence Rio+20, la contribution de l'ONUDI est axée sur le conseil en matière de politique industrielle et sa mise en œuvre par l'engagement de l'industrie, la formation liée à l'industrie et sa mise en place de partenariats public-privé.

STRATÉGIE

Le PAGE vise à placer la durabilité au cœur de l'élaboration des politiques et des pratiques économiques afin de faire progresser le programme 2030 grâce à une approche inclusive de l'économie verte. Le PAGE travaille directement avec les gouvernements pour fournir une assistance technique à travers l'élaboration de politiques, les réformes sectorielles et le renforcement des capacités pour des transitions inclusives vers une économie verte. Entre 2021 et 2030, le PAGE approfondira son engagement avec les pays partenaires actuels, les aidera à intégrer l'élaboration de politiques économiques et la planification nationale, et élargira les alliances avec d'autres institutions, notamment du secteur privé et de la société civile.



DURÉE
2014-2022



BUDGET TOTAL
87 000 000 \$
(5,95 millions via l'ONUDI)



PARTENAIRES

- UE
- Ministère fédéral allemand de l'Environnement, de la Protection de la nature et de la Sécurité nucléaire
- Ministère finlandais des Affaires étrangères
- Ministère norvégien du Climat et de l'Environnement
- Ministère coréen de l'Environnement
- Agence suédoise de coopération internationale pour le développement (SIDA)
- Secrétariat d'État suisse aux affaires économiques

CONTRIBUTION DE L'UE
19 120 000 \$

Pour plus d'informations sur ce projet :

✉ page@un.org
🌐 <https://www.un-page.org/>

RÉSULTATS ATTENDUS

À ce jour, le PAGE a obtenu des résultats dans ses 20 pays partenaires en les aidant à élaborer 79 politiques et plans de développement nationaux, en formant plus de 15 000 personnes et en incitant 96 pays à agir pour rendre leur économie plus verte, conformément aux priorités de l'Agenda 2030. En partenariat avec 221 institutions et ministères nationaux, le PAGE a également réalisé 125 évaluations, 274 consultations et ateliers, et élaboré 18 produits de connaissance et 21 modules de formation. Le PAGE favorise également le partage des connaissances entre les partenaires afin de renforcer l'impact des enseignements tirés et des meilleures pratiques.

ACCOMPLISSEMENTS

En capitalisant sur son expérience et ses avantages comparatifs en tant qu'agence spécialisée des Nations Unies, l'ONUDI a soutenu, au niveau mondial, le développement de modules de formation basés sur des outils solides, y compris : un guide du praticien pour le développement d'une politique industrielle verte stratégique ; des publications sur les politiques de soutien à l'industrie verte dans les pays PAGE fournissant une vue d'ensemble des instruments politiques ; et, au niveau national, une mise à jour des politiques industrielles des pays (évaluations de l'industrie et du commerce verts) pour identifier et inclure le potentiel/la dimension d'écologisation dans l'industrie du pays.

COUVERTURE GÉOGRAPHIQUE



Mondial

ASSOCIÉ AUX ODD



Passage aux chaînes de valeur de l'économie circulaire

CONTEXTE

Complexe et à multiples facettes, la transition vers une économie circulaire est impérative pour obtenir des avantages économiques, environnementaux et sociétaux substantiels, qui peuvent réduire considérablement la pauvreté. Cependant, les entreprises des pays en développement sont confrontées à d'importants défis techniques et financiers pour mettre en œuvre des pratiques d'économie circulaire. Il est donc nécessaire de démontrer les avantages de cette approche de manière efficace, vérifiable de manière indépendante et reproductible. Les multinationales européennes et leurs fournisseurs ont un rôle essentiel à jouer dans la conduite de projets pilotes bien conçus qui peuvent catalyser le passage à la circularité dans de multiples industries.

STRATÉGIE

Le partenariat « Passage aux chaînes de valeur de l'économie circulaire » mettra en relation les entreprises multinationales européennes et leurs fournisseurs avec des experts en économie circulaire afin de surmonter les défis de l'économie circulaire dans le cadre de projets pilotes

impliquant tous les acteurs concernés dans les chaînes de valeur. L'aide sera fournie sous forme de développement des capacités, d'expertise technique, de développement d'écosystèmes circulaires et d'accès au financement. Cela permettra, à son tour, de soutenir la transition vers l'économie circulaire, contribuant ainsi à une croissance durable, à un développement à faible émission de carbone et résilient au changement climatique, à la création d'emplois décents et à un environnement plus sûr, plus sain et sans pollution.

RÉSULTATS ATTENDUS

- Amélioration de l'environnement commercial pour l'adoption d'approches d'économie circulaire dans les pays ciblés ;
- Amélioration de la circularité parmi les opérateurs privés des chaînes de valeur désignées (électronique et TIC, emballages plastiques, textiles et vêtements).



DURÉE
2020-2025



BUDGET TOTAL
19 000 000 €



PARTENAIRES

- UE
- BEI
- Finlande
- Économie circulaire
- Chatham House

CONTRIBUTION DE L'UE
19 000 000 €

COUVERTURE GÉOGRAPHIQUE



Mondial

Pour plus d'informations sur ce projet :

Switch2CircularEconomy@unido.org

ASSOCIÉ AUX ODD



La « Toolbox for Decision Making in Chemicals Management Phase III » de l'IOMC : de la conception à l'action

CONTEXTE

L'intensification de la production et de l'utilisation des produits chimiques dans les pays en développement et les pays à économie en transition est étroitement liée à leur développement économique. Les gouvernements doivent donc renforcer leurs capacités et élargir leurs rôles pour aborder tous les aspects de la gestion écologiquement rationnelle des produits chimiques dangereux. Pendant ce temps, les décideurs et les professionnels de ces pays ont des difficultés à identifier puis à allouer des ressources pour mettre en œuvre les meilleures orientations disponibles qui font autorité et qui, bien souvent, ne sont pas disponibles dans leurs langues de travail ou ne correspondent pas à leur contexte national.

STRATÉGIE

Les partenaires du Programme inter-organisations pour la gestion rationnelle des produits chimiques (IOMC), dont l'ONUDI, ont développé la boîte à outils IOMC, un outil de résolution de problèmes permettant aux pays d'identifier les actions nationales les plus appropriées et efficaces pour répondre à des problèmes nationaux spécifiques liés à la gestion des produits chimiques. Après les phases I et II où

la boîte à outils a été développée et testée, ce projet ou la phase III améliorera les fonctionnalités et élargira la portée et l'application de la boîte à outils. En particulier, des activités de renforcement des capacités et de marketing seront organisées dans un grand nombre de pays en développement.

RÉSULTATS ATTENDUS

- Sensibilisation des décideurs et des professionnels à l'existence de la boîte à outils ;
- Formation des professionnels techniques des pays en développement et des pays à économie en transition aux outils clés et aux questions techniques ;
- Transfert des connaissances et des leçons apprises à d'autres pays de la région ;
- Pays capables d'initier le processus de résolution des problèmes de gestion des produits chimiques en utilisant le matériel de la boîte à outils.



DURÉE
2018-2021



BUDGET TOTAL
2 000 000 €



PARTENAIRES

- UE
- OMS
- FAO
- PNUE
- UNITAR
- ILO
- OCDE

CONTRIBUTION DE L'UE
2 000 000 €
(dont 312 254 € pour l'ONUDI)

COUVERTURE GÉOGRAPHIQUE



Mondial

Pour plus d'informations sur ce projet :

✉ g.eigenmann@unido.org
🌐 <https://iomctoolbox.org/>

ASSOCIÉ AUX ODD



Soutien de la transition de l'Algérie vers une économie verte et circulaire (Ecovertec)

CONTEXTE

Plusieurs études ont révélé l'important potentiel de l'économie verte et circulaire en Algérie en termes de croissance, d'emploi et de création d'entreprises, notamment dans la valorisation et le recyclage des déchets, l'agriculture et la pêche durables, l'utilisation des énergies renouvelables et l'écoconstruction. Le gouvernement algérien a intégré les enjeux de développement de l'économie verte dans ses approches stratégiques, telles que la Stratégie nationale de l'environnement et les plans d'action nationaux sur le développement durable et la consommation et la production durables.

STRATÉGIE

Le projet vise à contribuer à la transition effective de l'Algérie vers une économie plus verte, plus diversifiée et inclusive par la promotion et l'adoption de pratiques circulaires et de modes de consommation et de production durables (CPD), y compris des mesures d'efficacité des ressources et de production plus propre (RECP). Les objectifs spécifiques du projet sont (a) le renforcement institutionnel pour le développement d'un écosystème pour la promotion de la CPD et de la PCP ; (b) l'amélioration de la compétitivité des entreprises par l'efficacité des ressources ; et (c) le développement de l'entrepreneuriat vert et des start-ups innovantes dans l'économie verte.

RÉSULTATS ATTENDUS

- Le cadre et les outils institutionnels pour la promotion de la CPD/RECP dans les petites et moyennes entreprises (PME) sont renforcés ;
- La demande d'outils de CPD/RECP par les PME est stimulée ;
- L'offre de services et d'outils SCP/RECP par les incubateurs, clusters, pépinières d'entreprises et associations est développée ;
- Mise en place de plans de financement public-privé pour permettre l'investissement des entreprises bénéficiant du Résultat 2.



DURÉE
2020-2024



BUDGET TOTAL
9 771 600 €



PARTENAIRES
• UE
• Ministère de l'industrie

CONTRIBUTION DE L'UE
9 771 600 €

COUVERTURE GÉOGRAPHIQUE



Algérie

Pour plus d'informations sur ce projet :

✉ m.pacheco@unido.org
H.SAYAH@unido.org
🌐 <https://open.unido.org/projects/DZ/projects/180115>

ASSOCIÉ AUX ODD



SWITCHING vers une consommation et une production durables (SwitchMed II)

CONTEXTE

La région méditerranéenne est engagée dans le développement durable et s'est engagée à adopter les ODD, l'Accord de Paris sur le changement climatique et la Convention de Barcelone. Un dialogue régional, soutenu par l'Union pour la Méditerranée, a mis en évidence les problèmes régionaux concernant l'environnement, l'eau et l'énergie. Conformément à l'objectif de l'UE de développer des économies circulaires pour réduire la consommation de ressources, le programme SwitchMed, financé par l'UE, a été lancé en 2014 pour soutenir le développement durable en Méditerranée.

STRATÉGIE

SwitchMed II vise à stimuler de plus grandes opportunités commerciales et des emplois décents tout en réduisant l'empreinte environnementale des activités économiques en Méditerranée. Le programme s'appuie sur les résultats de la première phase pour soutenir et intensifier la transition vers des pratiques de consommation et de production durables (CPD), en soutenant le développement d'une économie circulaire. Le programme utilise une approche intégrée impliquant des acteurs régionaux et locaux pour aborder une transition à différents niveaux.

RÉSULTATS ATTENDUS

- Amélioration des opportunités économiques pour l'industrie et les startups grâce à de nouveaux modèles économiques verts et circulaires ;
- Création d'un environnement favorable à une économie circulaire et économe en ressources au niveau national et régional ;
- Facilitation du partage des connaissances et des informations pour accélérer l'adoption de l'économie verte et circulaire ;
- Augmentation de l'efficacité et la compétitivité des secteurs marins clés et réduction de leur impact environnemental négatif sur l'écosystème marin.

ACCOMPLISSEMENTS

Accomplissements de MED TEST III

- Cartographie de la chaîne de valeur des déchets textiles achevée au Maroc et en Tunisie ;
- Cartographie de la chaîne de valeur du plastique israélien achevée ;
- Etude de marché pour une usine de recyclage de bouteilles en rPET en Israël ;
- Formation sur les pratiques d'utilisation efficace des ressources en Jordanie et en Palestine ;
- Formation sur la gestion sûre des produits chimiques en Égypte, au Maroc et en Tunisie ;
- Un projet pilote sur le recyclage des déchets textiles est terminé, et six autres sont en cours ;
- Quatre projets pilotes sur la gestion sûre des produits chimiques dans la finition des textiles sont en cours au Maroc et en Tunisie, et deux sont en cours en Égypte ;
- Cartographie de la chaîne de valeur des produits de la mer initiée au Maroc et en Tunisie ;
- Lancement de la version en ligne de la boîte à outils TEST.



DURÉE

2019-2025



BUDGET TOTAL

22 012 000 €



PARTENAIRES

- UE
- Centre d'activités régionales pour la consommation et la production durables (SCP/RAC) du PNUE-PAM
- Division économie du PNUE.

CONTRIBUTION DE L'UE

18 582 000 €

COUVERTURE GÉOGRAPHIQUE



Région, Pays voisins du Sud de l'UE (Algérie, Égypte, Israël, Jordanie, Liban, Maroc, Palestine et Tunisie)

Pour plus d'informations sur ce projet :

✉ Ms. Carolina Gonzalez
C.GONZALEZ-MUELLER@unido.org
🌐 <https://switchmed.eu/>

ASSOCIÉ AUX ODD





TÉMOIGNAGES SUR LE TERRAIN

Les résultats du projet ont dépassé nos attentes, avec des actions qui améliorent notre processus, notre consommation d'énergie et notre performance environnementale.

Le projet a augmenté notre compétitivité sur le marché non seulement en optimisant les ressources, mais aussi en améliorant la qualité des produits. Nous continuerons à utiliser cette approche à l'avenir.

M. EL ACHAM,
Directeur QSE – Câbles Afrique,
Bénéficiaire MT2 SwitchMed

Nous sommes très heureux des résultats, notamment parce que certaines des entreprises qui ont participé à MED TEST ont également eu accès à des financements supplémentaires.

Ambassadrice Claudia WIEDEY,
Cheffe de la délégation
de l'UE au Maroc

En économisant l'énergie et l'eau, nous aidons notre communauté à utiliser cette énergie et cette eau dans d'autres domaines.

Tareq R. Yaqoub,
Directeur de production,
Al-Hijaz Chocolate Company,
bénéficiaire MT2 SwitchMed

Ce programme m'a aidé à acquérir les connaissances jugées nécessaires pour transformer mon idée d'entreprise verte en une société opérationnelle.

Lina Al-Kuri,
Fondatrice de Lina Energy, Jordanie,
GE Bénéficiaire SwitchMed



Développement rural et autonomisation des conseils communautaires du département de Chocó par l'utilisation durable des ressources naturelles et minérales

CONTEXTE

Le Chocó est l'un des départements les plus riches en biodiversité de Colombie, mais aussi l'un des plus touchés par le changement climatique, la déforestation et les activités illégales. La population locale, composée principalement de groupes indigènes et d'afro-descendants, travaille essentiellement dans l'exploitation artisanale et à petite échelle de l'or (ASGM) et dans l'agriculture de subsistance. La plupart des activités ASGM menées dans le département sont soit informelles, soit illégales, et sont devenues une pratique dangereuse et instable dans de nombreux sites miniers.

STRATÉGIE

Le projet proposé aidera les municipalités identifiées à progresser vers un secteur minier formel et responsable en réduisant les impacts sociaux et environnementaux. Il développera également des sources de revenus alternatives qui permettront aux communautés de se tourner vers des projets productifs légaux et abordables. En outre, la communauté sera renforcée dans la prise de décision concernant le développement territorial, l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes.

RÉSULTATS ATTENDUS

Les conseils communautaires sont formés aux bonnes pratiques environnementales et sociales dans l'industrie de l'exploitation aurifère artisanale et à petite échelle (ASGM), y compris l'égalité des sexes et les technologies sans mercure.

Développement de sources de revenus alternatives durables en utilisant la riche biodiversité de la région pour offrir des alternatives à l'ASGM et réduire la dégradation de l'environnement.

Les représentants des conseils communautaires sont formés à la durabilité de leur territoire et à leur participation effective au processus de prise de décision en matière de développement territorial.

ACCOMPLISSEMENTS

Lancement officiel du projet, sélection des zones de travail et des communautés bénéficiaires, évaluation des besoins sur les sites miniers, sélection des produits pour le modèle économique de la biodiversité (chontaduro et igname).



DURÉE
2018-2022



BUDGET TOTAL
421 055 €



PARTENAIRES

- UE
- Ministère de l'environnement et du développement durable
- Ministères des mines et de l'énergie
- Conseil de l'artisanat de l'or
- COCOMIMSA
- ASPORDEMA

CONTRIBUTION DE L'UE
400 000 €

Pour plus d'informations sur ce projet :

✉ mercury@unido.org
🌐 <https://open.unido.org/projects/CO/projects/180045>
🌐 <https://spark.adobe.com/page/IEdrAKXg8rpAZ/>

ASSOCIÉ AUX ODD



COUVERTURE GÉOGRAPHIQUE



Colombie

Élimination progressive, durable et respectueuse du climat, des substances appauvrissant la couche d'ozone et des hydrofluorocarbures : actions d'atténuation pour la mise en œuvre de l'amendement de Kigali dans le cadre du protocole de Montréal

CONTEXTE

« A sustainable and climate-friendly phase out of Ozone Depletes substances (SPODS) » est un programme financé par l'Union européenne (UE) pour créer des alliances entre les pays d'Amérique latine et des Caraïbes sur les actions d'atténuation des hydrofluorocarbures (HFC) au niveau mondial. Ce projet régional vise à aider sept (7) pays de cette région à renforcer leurs capacités à remplir leurs obligations au titre du Protocole de Montréal (PM) et à promouvoir des solutions respectueuses du climat pour l'élimination progressive des substances appauvrissant la couche d'ozone.

STRATÉGIE

L'objectif principal du projet est de trouver un compromis entre les capacités locales et les options technologiques ayant le moins d'impact négatif sur l'environnement et la rentabilité. Il s'agit de renforcer les stratégies nationales de protection de l'ozone et du climat dans les trois pays afin de faire progresser les solutions de refroidissement qui ont prouvé leur efficacité et de les rendre durables.

RÉSULTATS ATTENDUS

La composante ONUDI contribuera à la réalisation des objectifs du SPODS par le biais du renforcement des capacités, de la formation et du transfert de savoir-faire et favorisera un développement industriel inclusif et durable (ISID) à la Grenade, au Mexique et au Venezuela.

Les projets nationaux ont été conçus en fonction des cinq lignes d'activité du SPODS :

- Développement d'une stratégie nationale pour les actions d'atténuation des HFC ;
- Développement d'une stratégie pour les infrastructures permettant de fournir des réfrigérants à faible PRG ;
- Développement d'une stratégie pour le traitement de fin de vie ;
- Composante formation ;
- Identification et promotion de projets pilotes à grande échelle dans le domaine de la réfrigération et de la climatisation.

ACCOMPLISSEMENTS

Le projet SPODS a aidé les pays d'Amérique latine et des Caraïbes sélectionnés à remplir leurs obligations dans le cadre du Protocole de Montréal concernant la réduction des HFC. Le projet a aidé les pays dans leur processus de transformation politique pour remplir leurs obligations dans le cadre du PM et promouvoir des solutions respectueuses du climat pour l'élimination progressive des substances appauvrissant la couche d'ozone.



DURÉE

2017-2021



BUDGET TOTAL

3 000 000 €



PARTENAIRES

- UE
- GIZ
- PNUD

CONTRIBUTION DE L'UE

3 000 000 €
(830 000 € via l'ONUDI)

Pour plus d'informations sur ce projet :

✉ B.SCHRECK@unido.org
🌐 <https://open.unido.org/projects/M4/projects/170120>

ASSOCIÉ AUX ODD



COUVERTURE GÉOGRAPHIQUE



Les Amériques

Améliorer la gouvernance environnementale (EU4Environment)

CONTEXTE

EU4Environment a été lancé dans le contexte d'une dynamique politique importante, le 10e anniversaire du Partenariat oriental. En réunissant les acteurs de l'environnement et de l'économie, elle contribue à apporter des changements politiques et législatifs, à rendre la planification et les investissements plus écologiques, à stimuler l'adoption de technologies innovantes, à adopter de nouveaux modèles commerciaux et à créer des emplois verts. Il favorise une meilleure gouvernance environnementale, une gestion améliorée des zones protégées et des forêts, ainsi que le commerce durable en aidant les partenaires du partenariat oriental à préserver leur capital naturel et à accroître le bien-être environnemental des populations.

STRATÉGIE

Structurée autour de 5 résultats, EU4Environment :

- Alignement supplémentaire des mécanismes de connaissance, de prise de décision et d'interaction des parties prenantes sur les impératifs environnementaux et accroissement de la sensibilisation et du soutien à la croissance verte ;
- Intensification de l'action publique et privée en matière d'économie circulaire, de production et de modes de vie durables ;
- Amélioration des incitations et des mécanismes de gouvernance pour corriger les défaillances du marché liées à l'environnement, en garantissant des conditions de concurrence équitables pour l'intensification des échanges économiques avec l'UE ;
- Amélioration de la résilience en préservant les services écosystémiques, en se concentrant sur les forêts et les zones protégées ;
- Facilitation du partage et de la coordination des connaissances au niveau régional.

RÉSULTATS ATTENDUS

- Formation et encadrement des experts nationaux sur les méthodes et les applications du RECP, ainsi que sur des sujets spécialisés en matière d'efficacité des ressources ;
- Promotion et mise en œuvre des meilleures pratiques des parcs éco-industriels (PEI) dans les parcs industriels et les zones économiques spéciales existants ;
- Facilitation de la transition de l'industrie vers une économie circulaire qui encourage la prévention des déchets et prépare les entreprises à réutiliser ou à valoriser les résidus, et à les réintroduire dans les chaînes de valeur des produits ;
- Introduction de l'approche du marché unique des produits verts de l'Union européenne dans certaines industries spécialisées en utilisant la méthodologie de l'empreinte environnementale des produits.

ACCOMPLISSEMENTS

Des étapes importantes sont enregistrées pour le résultat de l'économie circulaire et des nouvelles opportunités de croissance de l'action, y compris la promotion et la mise en œuvre du RECP dans au moins cent petites et moyennes entreprises de fabrication et la formation d'au moins trente experts supplémentaires dans la région du Partenariat oriental. L'action fournit une assistance sur mesure pour aborder la cartographie des déchets industriels dans quatre sous-régions de la Géorgie (Rustavi et Zestaponi) et de l'Ukraine (Davydivska et Slavutska) et indique des moyens pour la transition des parcs/zones industriels en Biélorussie (Minsk et Mogilev) et en Moldavie (Tracom et Volkanes) conformément aux recommandations du cadre international des parcs éco-industriels.



DURÉE
2019-2022



BUDGET TOTAL
20 000 000 €



PARTENAIRES

- EU
- OECD
- UNEP
- UNECE
- World Bank Group

COUVERTURE GÉOGRAPHIQUE



L'Europe de l'Est et le Caucase :
Arménie,
Azerbaïdjan,
Belarus, Géorgie,
République de
Moldavie, Ukraine.

CONTRIBUTION DE L'UE

19 500 000 €
(9 700 000 € via l'ONUDI)

Pour plus d'informations sur ce projet :

✉ t.chernyavskaya@unido.org
🌐 www.eu4environment.org

ASSOCIÉ AUX ODD





TÉMOIGNAGES SUR LE TERRAIN

L'Union européenne soutient activement 25 entreprises arméniennes dans le cadre de l'action EU4Environment – Resource Efficient and Cleaner Production (RECP), financée par l'UE, afin qu'elles s'adaptent au nouveau modèle de développement économique respectueux de l'environnement. La résilience environnementale et climatique est notre objectif commun au sein du partenariat oriental. Travailler ensemble vers cet objectif est crucial pour le bien-être des populations.

Mme Andrea Wiktorin,
Cheffe de la délégation de l'Union européenne en Arménie



L'économie circulaire est en tête de nombreux agendas nationaux aujourd'hui, avec la perspective d'en mener beaucoup d'autres dans les années à venir. L'un des éléments clés de l'action EU4Environnement en Ukraine est précisément l'introduction de pratiques d'économie circulaire qui aideront à préserver l'environnement, à améliorer l'efficacité des ressources et la gestion des déchets, et à renforcer la compétitivité économique.

Mme Chloé Allio,
Cheffe de la section Coopération économique, énergie, infrastructures et environnement à la Délégation de l'Union européenne en Ukraine

L'expansion de nos relations avec les partenaires européens a un impact positif significatif sur le développement du potentiel industriel de l'Ukraine. L'action EU4Environment est l'un des principaux outils pour restaurer l'activité de l'industrie nationale, augmenter sa capacité et mettre en œuvre de nouveaux mécanismes pour optimiser la production, réduisant ainsi l'utilisation des ressources naturelles et minimisant la production de déchets et d'émissions.

M. Viacheslav Bykovets,
Premier vice-président et directeur général de l'Union des entrepreneurs des petites et moyennes entreprises et des entreprises privatisées d'Ukraine.





Tareq Emtairah

Directeur du département de l'énergie, ONUDI

Département de l'énergie

Aider les États membres à tracer une voie à faible émission de carbone vers le progrès économique

Partout dans le monde, la dynamique visant à résoudre la crise climatique s'accélère. Les citoyens et leurs dirigeants agissent et prennent des engagements plus audacieux pour réduire les émissions et maintenir la température de la Terre bien en dessous de deux degrés Celsius. Le savoir-faire et la technologie nécessaires pour faire évoluer notre économie mondiale vers une économie sans combustibles fossiles sont disponibles, tandis que la confiance des politiques et des investisseurs se renforce et qu'un marché solide pour les solutions à zéro carbone émerge. La course pour parvenir à une économie nette zéro et résiliente est lancée et il n'y a pas de temps à perdre.

Il est essentiel de travailler main dans la main avec l'industrie alors que le monde transforme son système énergétique et tente de résoudre la crise climatique. D'une part, à l'échelle mondiale, ce secteur est un consommateur massif de combustibles fossiles. Actuellement, l'industrie représente 29 % de la consommation finale d'énergie dans le monde et 42 % des émissions directes de CO₂ liées à l'énergie et aux procédés. Si rien ne change, les secteurs de l'industrie lourde tels que le ciment, les produits chimiques et l'acier représenteront la totalité du budget carbone mondial en 2050, et les objectifs climatiques seront hors de portée.

Si la transition vers l'industrie propre ne sera pas facile, les nombreuses opportunités qu'elle offre ne la rendront pas moins passionnante. La croissance rapide de l'industrie de l'énergie propre fournira des millions de nouveaux emplois et l'accès à l'énergie à de nombreuses personnes pour la toute première fois. La transition vers l'énergie propre représente une occasion unique de stimuler durablement la croissance économique, d'électrifier les communautés rurales, d'assurer la sécurité énergétique et de devenir les leaders d'une économie mondiale à faible émission de carbone et résistante au changement climatique.

Alors que l'objectif de zéro émission nette d'ici 2050 devient la norme mondiale, l'ONUDI accompagne les États membres qui s'efforcent d'équilibrer leurs ambitions de croissance industrielle avec leurs engagements climatiques mondiaux.

L'approche unique de l'ONUDI et le soutien technique qu'elle apporte à l'industrie, aux décideurs et aux entrepreneurs permettent de récolter des avantages incroyables pour les pays en développement et leurs communautés dans le cadre de la transition vers les énergies propres. Cela comprend l'amélioration des résultats en matière de santé, l'accès à une énergie durable, de nouvelles opportunités d'emploi, ainsi que l'atténuation des impacts inévitables du changement climatique. En impliquant et en répondant aux besoins spécifiques des femmes, des jeunes et d'autres groupes plus vulnérables, notre travail peut également réduire les inégalités traditionnelles.

Nous sommes fiers de notre travail conjoint avec nos partenaires des différentes directions de la Commission européenne et des États membres de l'UE, qui a permis de mettre en place des interventions cohérentes et complémentaires pour accélérer le rejet de l'industrie aux combustibles fossiles, permettre aux décideurs de tracer une voie à faible émission de carbone vers le progrès économique et favoriser l'essor des entrepreneurs et des innovateurs dans le domaine des énergies propres et du climat. Nous nous réjouissons de poursuivre notre engagement et notre coopération afin d'accélérer les progrès vers les objectifs de l'Agenda 2030 et d'une industrie climatiquement neutre d'ici le milieu du siècle.

Action parlementaire sur les énergies renouvelables (PARE)

CONTEXTE

Dans de nombreux gouvernements et parlements du monde entier, la sensibilisation aux menaces climatiques et aux alternatives au développement à forte intensité de carbone reste étonnamment faible. Plusieurs gouvernements hésitent encore à avancer dans le domaine des énergies propres à la vitesse et à l'échelle nécessaires pour sortir la majorité des personnes défavorisées de la pauvreté, tout en respectant un budget carbone mondial sûr. L'expérience du Parlement climatique a montré qu'une fois mobilisés, les députés engagés peuvent faire une grande différence, car ils contribuent à augmenter les budgets, à modifier les lois et à porter de nouvelles idées à l'attention des ministres et des fonctionnaires.

STRATÉGIE

Le projet organisera des tables rondes virtuelles avec des membres du Parlement (MP) sur les questions du climat et de l'énergie. L'ONUDI fournira une expertise technique pour façonner l'ordre du jour et les discussions, soutenir les députés et aider à préparer des recommandations pour l'action politique. Le Parlement climatique cherchera à engager les députés, principalement d'Afrique subsaharienne, dans un réseau parlementaire permanent sur ces questions. L'objectif sera de renforcer les capacités et de mobiliser la volonté politique pour faire avancer la transition vers les énergies renouvelables et promouvoir l'accès aux énergies propres et aux transports durables.

RÉSULTATS ATTENDUS

- Résultat : Les députés prennent des mesures pour intégrer dans les politiques nationales une recommandation sur le climat et l'énergie, en tenant compte de la dimension de genre.
- Extrait : Renforcement des capacités des députés des pays cibles sur les politiques climatiques et d'énergie renouvelable sensibles au genre pour un dialogue politique plus efficace.

ACCOMPLISSEMENTS

- En 2020, 30 tables rondes parlementaires virtuelles ont été organisées au niveau international et national pour informer les députés sur les énergies renouvelables à grande échelle, le transport durable et l'électrification rurale ;
- Production et diffusion de matériel d'information pour les parlementaires, notamment des notes d'orientation et des idées d'action sur l'action parlementaire disponible ;
- Développé la carte de l'ambition verte, un outil pour informer les députés sur leurs objectifs nationaux et le paysage de la transition énergétique ;
- Soutien direct aux députés pour promouvoir des actions telles que le projet de loi sur le changement climatique avec les députés du Zimbabwe.



DURÉE
2019-2022



BUDGET TOTAL
2 000 000 €



PARTENAIRES
• UE
• Parlement Climatique

CONTRIBUTION DE L'UE
2 000 000 €

COUVERTURE GÉOGRAPHIQUE

Mondial

Pour plus d'informations sur ce projet :

✉ R.Ghoneim@unido.org
🌐 <https://www.climateparl.net/>
https://ec.europa.eu/international-partnerships/projects/parliamentary-action-renewable-energy-pare-raising-awareness-and-mobilising-political-will_en
<https://www.climateparl.net/map-of-green-ambition>

ASSOCIÉ AUX ODD





TÉMOIGNAGES SUR LE TERRAIN

Votre aimable intervention a permis à l'équipe de passer suffisamment de temps ensemble et d'exploiter l'expertise technique de tous les membres pour rendre le projet de loi non seulement futuriste et solide, mais aussi pour que le projet final aborde les points litigieux qui ont conduit le Président Muhammadu Buhari à refuser l'assentiment lors de la 8ème Assemblée.

Je tiens à préciser que sans l'intervention de Climate Parliament International, la direction de la Chambre des représentants en collaboration avec l'exécutif, et le soutien des membres de Climate Parliament Nigeria, les progrès rapides que nous avons réalisés n'auraient pas été possibles. Le Nigeria a une dette de gratitude envers vous.

Samuel Ifeanyi Onuigbo,
Président de la commission
de la Chambre des représentants
sur le changement climatique
et Président du nouveau groupe
du Parlement climatique au Nigeria.



Promotion de l'énergie durable dans l'industrie palestinienne (MOUSTADAMA)

CONTEXTE

L'économie palestinienne est actuellement très dépendante des importations pour satisfaire ses besoins énergétiques. Etouffé par les prix élevés de l'électricité combinés à des pénuries régulières, le secteur industriel dépense en moyenne 40 % des coûts de production liés à l'énergie. D'autre part, l'industrie représente une proportion nettement plus faible de la consommation totale d'énergie (environ 11 %) si on la compare aux pays voisins, ce qui suggère que le coût élevé de l'énergie entrave le développement industriel potentiel. Sans une énergie abordable et propre, l'économie palestinienne ne sera pas en mesure de passer d'une dépendance aux donateurs à une croissance économique tirée par le secteur privé.

STRATÉGIE

Le programme se concentrera à la fois sur l'amélioration de la gestion de l'énergie et sur les pratiques de conservation de l'énergie pour les PME. L'ONUDI adoptera une approche « EE First », où les interventions d'EE seront d'abord mises en œuvre pour réduire la consommation d'énergie avant d'envisager des options d'ER pour combler le déficit d'approvisionnement restant. Le projet aidera les PME à identifier et à mettre en œuvre des mesures d'EE à faible coût, basées sur des solutions et des technologies d'ER/EE locales. Il complétera les programmes existants en Cisjordanie et à Gaza, tels que la ligne de crédit SUNREF de l'AFD, afin de développer des solutions appropriées et réalisables.

RÉSULTATS ATTENDUS

- Renforcement de l'environnement politique et réglementaire pour les ER/EE dans le secteur industriel ;
- Développement des capacités locales pour concevoir et mettre en œuvre des projets d'ER/EE dans le secteur industriel, favorisant ainsi la création d'emplois verts dans le secteur de l'énergie ;
- Création d'une demande pour les technologies d'énergie propre dans le secteur industriel, soutenant l'agenda de l'économie verte ;
- Encouragement de l'innovation et l'esprit d'entreprise dans le secteur des technologies propres.

ACCOMPLISSEMENTS

- Lancement officiel de l'initiative gouvernementale pour l'énergie durable, finalisation de la feuille de route d'intervention politique, création d'un comité technique gouvernemental sur le comptage net pour l'industrie ;
- Les activités de renforcement des capacités locales, y compris les formations et les webinaires sur l'EnMS, ont été améliorées avec la participation de 180 personnes ;
- Plus de 300 stagiaires ont été engagés dans les activités du programme sur l'EE/RE, l'ESO et l'EnMS, avec une participation moyenne des femmes de 30 % ;
- Le programme d'innovation Palestine CleanTech a été officiellement inauguré avec le lancement de trois centres Palestine Cleantech en Cisjordanie, à Jérusalem-Est et dans la bande de Gaza et le lancement d'un concours national d'innovation CleanTech – 1ère édition 2021, y compris le développement d'un programme d'accélération pour les startups et les équipes Cleantech.



DURÉE
2019-2023



BUDGET TOTAL
6 000 000 €



PARTENAIRES
• UE
• Ministère de l'économie nationale

CONTRIBUTION DE L'UE
6 000 000 €

COUVERTURE GÉOGRAPHIQUE



État de Palestine

Pour plus d'informations sur ce projet :

www.moustadama.ps

ASSOCIÉ AUX ODD





TÉMOIGNAGES SUR LE TERRAIN

Nous attendons des jeunes entrepreneurs innovants en Palestine qu'ils jouent un rôle majeur dans la promotion de la transition verte. MOUSTADAMA est l'une des toutes premières initiatives visant à les soutenir dans le développement d'innovations réussies en matière d'efficacité énergétique, d'énergies renouvelables et d'accès durable à l'eau.

S.E. l'Ambassadeur
Sven Kühn von Burgsdorff,
Représentant du bureau
de représentation de l'Union
européenne à Jérusalem



MOUSTADAMA met en lumière l'orientation stratégique que nous soutenons au sein du gouvernement palestinien. Les solutions de technologies propres ouvriront les portes d'une économie plus prospère et plus particulièrement du secteur industriel en Palestine, donneront la possibilité à un nouveau flux de start-ups palestiniennes de s'engager dans le monde de l'innovation, et soutiendront des opérations plus efficaces dans le secteur industriel, apportant son positionnement compétitif pour mieux pénétrer de nouveaux marchés.

S.E. M. Khaled OSAILY,
Ministre de l'Économie nationale



Programme de soutien à l'efficacité énergétique à Cuba

CONTEXTE

Le programme conjoint PNUD-ONUDI vise à soutenir la mise en œuvre du « Programme national pour la gestion et la conservation de l'énergie, y compris l'efficacité énergétique » et donc à contribuer aux priorités de Cuba d'améliorer l'efficacité énergétique (EE) et de promouvoir l'utilisation des énergies renouvelables (ER) comme outils pour réduire la dépendance aux combustibles fossiles, promouvoir la croissance socio-économique et limiter les émissions de GES.

STRATÉGIE

Les interventions du projet s'appuieront sur une assistance technique adaptée, combinant des conseils d'experts internationaux et nationaux dans les domaines de l'efficacité énergétique industrielle, de la gestion de l'énergie et des normes minimales de performance énergétique, ainsi qu'un soutien à la mise en œuvre et des démonstrations pilotes. Les activités s'étendront également aux communautés isolées afin de soutenir les approches intégrées EE-ER et de maximiser la rentabilité des politiques publiques et des technologies. Le projet accordera une attention particulière aux besoins et aux capacités des ménages à faible revenu/défavorisés et aux dimensions de genre qui y sont liées.

RÉSULTATS ATTENDUS

Le projet vise à soutenir la mise en œuvre du programme du gouvernement pour la gestion et la conservation de l'énergie, qui intègre l'efficacité énergétique (EE). Ce soutien est poursuivi au niveau politique et dans les secteurs industriels et résidentiels. Les interventions comprennent la définition d'indicateurs et d'objectifs sectoriels d'EE, l'identification des besoins et des opportunités pour les mesures d'EE, le renforcement des cadres réglementaires pour l'EE dans l'industrie et le résidentiel, le renforcement des capacités des institutions d'EE, la mise en œuvre des meilleures pratiques et technologies d'EE, et la sensibilisation des décideurs et des utilisateurs finaux de l'énergie aux avantages économiques, environnementaux et sociaux de la gestion de l'énergie, de la conservation de l'énergie et de l'efficacité énergétique.



DURÉE
2019-2022



BUDGET TOTAL
11 707 500 \$



PARTENAIRES
• UE
• PNUD

CONTRIBUTION DE L'UE

11 746 525 \$
11 746 525 \$ (3 409 091 via l'ONUDI)

Pour plus d'informations sur ce projet :

unido@unido.org

ASSOCIÉ AUX ODD



COUVERTURE GÉOGRAPHIQUE



Cuba



ACCOMPLISSEMENTS

Au mois d'août 2021, les accomplissements du projet comprennent :

- 160 audits énergétiques qui ont permis d'identifier 1186 opportunités d'amélioration de la performance énergétique, soit 269 actions organisationnelles, 429 actions de maintenance et 488 actions d'investissement ;
- 82,2 GWh d'économies d'énergie annuelles potentielles identifiées pour 69 970 tonnes d'émissions de CO₂eq évitées par an ;
- 78 entités en cours de mise en œuvre de systèmes de gestion de l'énergie conformes à la norme ISO 50001 :2018.
- 12 projets de démonstration identifiés : 10 dans des entités étatiques et 2 dans le secteur résidentiel, dont un orienté vers l'efficacité énergétique dans les communautés isolées.

Les principaux avantages que nous devons à la mise en œuvre du projet sont de renforcer les capacités des institutions cubaines à faire face aux défis que notre pays nous lance pour atteindre l'efficacité et la conservation de l'énergie à Cuba, de renforcer le cadre réglementaire de l'efficacité énergétique dans notre pays, et de former et développer des gestionnaires de l'énergie avec les différentes compétences nécessaires pour gérer les programmes.

Welner Collejo Jerez,
Ingénieur du projet ONURE

TÉMOIGNAGES SUR LE TERRAIN

Grâce au financement de l'Union européenne et au soutien de l'ONUDI, nous avons eu accès à des méthodologies, à des bonnes pratiques sur la scène internationale et au soutien d'experts dans le domaine.

Victor Perez Cruz,
Spécialiste de la politique
énergétique à l'ONURE



Technologie d'énergie renouvelable pour la valorisation des algues marines à Tawi-Tawi (RETS)

CONTEXTE

Les vastes zones côtières peu profondes de Tawi-Tawi sont propices à la culture d'algues marines, une source majeure de carraghénane utilisée pour les cosmétiques, les additifs alimentaires et d'autres produits. Environ 40 % de la production d'algues du pays provient de la région autonome Bangsamoro du Mindanao musulman (BARMM), et la province de Tawi-Tawi est le principal fournisseur de la région. Cependant, la production d'algues de Tawi-Tawi est en déclin en termes de volume et de valeur, et le fait que son niveau d'électrification ne soit que de 22 % (2018) n'aide pas.

STRATÉGIE

Ce projet vise à augmenter et à étendre la disponibilité des services d'électricité dans les communautés de culture d'algues sélectionnées par l'hybridation des énergies renouvelables (ER) des mini-réseaux diesel dans 2 municipalités. Le projet explorera également l'application de systèmes d'ER décentralisés appropriés le long de la chaîne de valeur des algues, en particulier dans le traitement post-récolte et les installations. La composante énergétique du projet sera intégrée aux plans et programmes du gouvernement local pour fournir des services communautaires sociaux et de bien-être, notamment l'approvisionnement en eau, l'assainissement, la santé et l'éducation.

RÉSULTATS ATTENDUS

- Augmentation de la part des énergies renouvelables à 30 % dans les 2 municipalités ;
- Mise en œuvre de systèmes hybrides d'ER et réalisation d'une étude de faisabilité pour des systèmes décentralisés d'ER dans la chaîne de valeur des algues ;
- Évaluation des systèmes appropriés d'approvisionnement en eau et d'assainissement ;
- Facilitation des plans, programmes et projets du MAFAR pour augmenter la production d'algues brutes séchées de meilleure qualité, et des unités gouvernementales locales pour améliorer la prestation de services économiques et sociaux communautaires.



DURÉE
2018-2022



BUDGET TOTAL
4 296 220 €



PARTENAIRES

- UE
- Autorités de développement de Mindanao (MinDA)
- Coopérative électrique de Tawi-Tawi (TAWELCO)
- Université de l'État de Mindanao à Tawi-Tawi – Collège de technologie et océanographie (MSU-TCTO)
- Gouvernement provincial de Tawi-Tawi
- Ministère de l'agriculture, de la pêche et de la réforme agraire (MAFAR)
- AIEC ILAW

CONTRIBUTION DE L'UE
2 999 812 €

COUVERTURE GÉOGRAPHIQUE



Les Philippines

Pour plus d'informations sur ce projet :

✉ K.BARUNICA@unido.org
🌐 <https://open.unido.org/projects/PH/projects/170011>

ASSOCIÉ AUX ODD





TÉMOIGNAGES SUR LE TERRAIN

L'initiative européenne Green Deal fait partie intégrante de notre stratégie visant à orienter l'économie et la société européennes et mondiales vers une voie plus durable. Nous sommes convaincus que l'énergie durable est essentielle pour lutter contre le changement climatique et elle est au cœur de notre Green Deal. Ici, aux Philippines, l'un des éléments de notre soutien à l'action climatique est le financement de subventions visant à renforcer la résilience climatique dans les zones les plus reculées et les plus défavorisées, y compris les petites îles comme Tawi-Tawi. Nous nous associons à l'ONUDI pour une contribution plus efficace et plus accessible du service d'électricité dans les municipalités de Sitangkai et Sibutu grâce à l'hybridation des énergies renouvelables dans les réseaux insulaires.

Christoph Wagner, Chef de la coopération,
délégation de l'Union européenne aux Philippines



Soutien de l'AMCC+ de l'UE à la mise en œuvre des contributions déterminées au niveau national du Sri Lanka dans le secteur industriel

CONTEXTE

L'objectif global du projet est de contribuer à l'atténuation du changement climatique en soutenant la mise en œuvre des contributions déterminées au niveau national (CDN) du Sri Lanka pour le secteur industriel. L'objectif spécifique du projet est d'intensifier la réponse au changement climatique du secteur industriel du Sri Lanka par la conception et la mise en œuvre d'outils et de mécanismes techniques, politiques, réglementaires et financiers pour accélérer le déploiement des technologies et des meilleures pratiques en matière d'énergie renouvelable, d'efficacité énergétique et d'utilisation des ressources.

STRATÉGIE

Le projet vise à atteindre ces objectifs en améliorant l'environnement favorable à l'adoption des technologies à faible teneur en carbone et des meilleures pratiques, en dotant les acteurs du marché des outils, des connaissances, des compétences et des méthodologies nécessaires, et en établissant des partenariats et des réseaux pour soutenir la décarbonisation de l'industrie au Sri Lanka.

RÉSULTATS ATTENDUS

- Élaboration et mise en œuvre d'un système de suivi, d'examen et de vérification (MRV) pour le secteur industriel et établissement d'une base de référence pour le secteur industriel.
- Un plan du secteur industriel pour la mise en œuvre des NDC a été validé et les activités ont été classées par ordre de priorité selon des critères convenus.
- Les cadres politiques et réglementaires sont améliorés et la sensibilisation et le renforcement des capacités des parties prenantes pour mettre en œuvre ces cadres ont été développés.
- Les capacités liées aux pratiques d'atténuation du changement climatique dans le domaine de l'industrie sont renforcées.
- Des technologies et méthodologies pilotes permettant d'améliorer l'efficacité énergétique et de réduire les émissions de gaz à effet de serre sont testées pour être ensuite reproduites.



DURÉE
2022-2026



BUDGET TOTAL
7 810 000 €



PARTENAIRES

- UE
- Ministère de l'industrie
- Ministère de l'environnement
- Ministère de l'énergie
- Ministère de la puissance et de l'énergie durable

CONTRIBUTION DE L'UE
7 750 000 €

COUVERTURE GÉOGRAPHIQUE



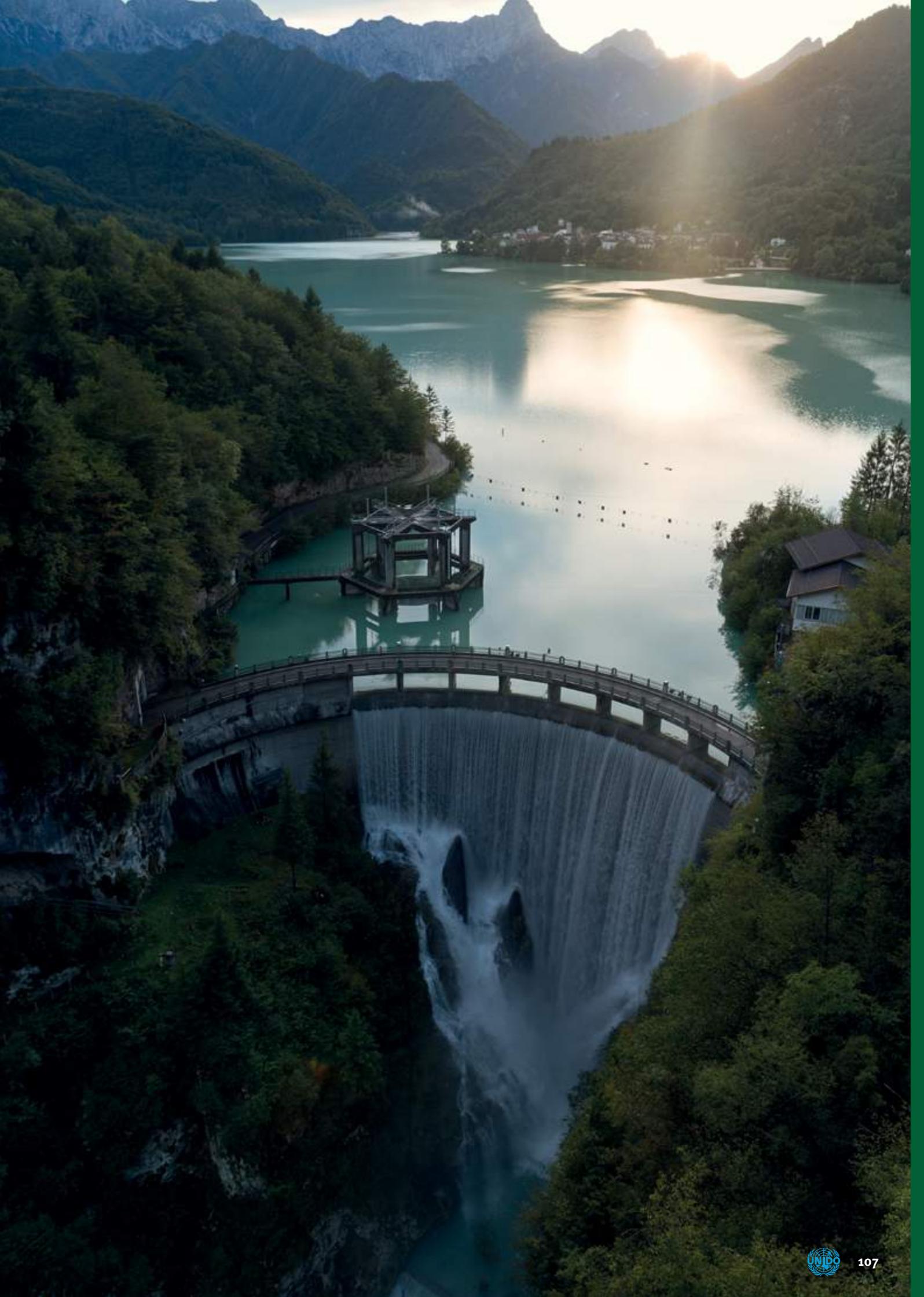
Sri Lanka

Pour plus d'informations sur ce projet :

✉ R.GHONEIM@unido.org

ASSOCIÉ AUX ODD





Liste des projets terminés

Création d'une prospérité partagée



Nom	Région	Durée	Budget EU	Budget total	Partenaires
Enquête sur les entreprises dans certains pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP), combinée avec le renforcement des capacités des agences de promotion des investissements (API) en Afrique sub-saharienne	Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Cap Vert, Éthiopie, Ghana, Kenya, Lesotho, Madagascar, Malawi, Mali, Mozambique, Niger, Nigeria, Rwanda, Sénégal, République Unie de Tanzanie, Ouganda, Zambie	Phase I 2008-2011 Phase II 2012-2014	Phase I €2 769 908 Phase II €1 600 000	Phase I €2 769 908 Phase II €1 600 000	
Soutien aux activités micro-économiques urbaines	Sénégal	2006-2007	1 219 512 €	€1 356 707 €	
Renforcement de la capacité de l'État de Khartoum à fournir des services de formation professionnelle en faveur des pauvres	Soudan	2007-2010	10 999 904 €	28 920 000 €	
Conférence internationale UE/ONUDI sur le travail productif pour les jeunes en Tunisie et dans la région MENA	Tunisie	2012	200 000 €	240 000 €	API
Aide pour les PME vietnamiennes à s'adapter et à adopter la RSE pour améliorer les liens avec les chaînes d'approvisionnement mondiales en matière de production durable	Viêt Nam	2009-2013	1 611 467 €	2 014 334 €	VCCI, EuroCham, LEFASO, VITAS, VEIA, ILSSA, STAMEQ, MTEC, Sequa
Réhabilitation post-ouragan des chaînes de valeur du cacao par l'agroforesterie	Nicaragua	2009-2011	363 814 €	419 240 €	PDNU, Espagne
Promotion de l'apprentissage organisationnel dans les institutions économiques pour faciliter la réforme de l'environnement des affaires au Cap Vert : Déploiement du Cadre d'évaluation commun (CAF)	Cap Vert	2018-2019	300 000 €	300 000 €	
Programme d'Appui à la Formation Professionnelle et à l'insertion des jeunes en Côte d'Ivoire	Côte d'Ivoire	2012-2019	28 500 000 €	28 500 000 €	SE-ETFP, ADDR
Soutien au développement de la petite industrie de la canne à sucre à Madagascar	Madagascar	2015-2019	2 200 000 €	2 356 289 €	
Développement de clusters dans les industries culturelles et créatives dans le sud de la Méditerranée	Algérie, Égypte, Jordanie, Liban, Maroc, Palestine, Tunisie	2014-2019	6 100 000 €	6 810 000 €	UfM



Accomplissements	En savoir plus
<p>Plus de 7 000 entreprises dans 19 pays africains ont été interrogées, ce qui constitue une source d'information unique pour les investisseurs nationaux et étrangers. Les résultats ont été présentés lors du Forum des affaires UE-Afrique (FAE) 2010, qui a recommandé l'extension du projet à tous les pays africains. La plateforme de suivi des investissements (Investment Monitoring Platform – IMP) continue de fournir des informations sur le secteur privé au niveau des entreprises et des secteurs en Afrique.</p>	<p>https://open.unido.org/projects/__/projects/102003 https://open.unido.org/projects/M2/projects/102117</p>
<p>Renforcement des activités économiques dans dix communautés locales situées dans six régions différentes. Création d'environ 150 groupes de travail d'entreprises, mobilisant environ 4 000 membres. Lancement d'actions de soutien technique et financier pour environ 150 projets publics.</p>	<p>DTI@unido.org</p>
<p>Capacité à former 3 000 jeunes tous les 15 mois. Introduction d'une culture sensible au genre auprès de 96 cadres et personnels administratifs pour 5 VTC. Le gouvernement de l'État de Khartoum et le ministère fédéral de l'Industrie ont créé un conseil pour la formation professionnelle et l'enseignement technique.</p>	<p>DTI@unido.org</p>
<p>Promotion réussie de profils d'entreprises innovantes dirigées par des jeunes et mobilisation de fonds pour des projets. Discussions électroniques à l'échelle de la région MENA grâce aux réseaux transnationaux établis. Lancement de plusieurs activités de suivi, notamment l'élaboration d'un plan d'action harmonisé et de deux grands projets pour l'emploi des jeunes en Tunisie. 1 700 participants.</p>	<p>https://open.unido.org/projects/TN/projects/120201</p>
<p>17 experts nationaux en RSE ont terminé avec succès le programme de formation de 18 mois sur la mise en œuvre de la RSE. Grâce à 22 forums de discussion multipartites, la sensibilisation à la RSE (ISO 26000) s'est considérablement améliorée. Plus de 80 entreprises ont bénéficié d'ateliers de formation à la RSE, mettant en œuvre la méthodologie reap26 de l'ONUDI. La norme ISO 26000 a été reconnue, traduite et publiée en tant que norme nationale. ± 120 événements organisés et 30 autres soutenus, soit un total de ± 6 000 participants.</p>	<p>https://open.unido.org/projects/VN/projects/104001</p>
<p>169 hectares de nouvelles plantations de cacao établis. 556 producteurs ont été formés aux pratiques agricoles du cacao et aux techniques post-récolte, dont 100 ont été certifiés biologiques. 24 groupements de producteurs créés. Renforcement du tissu organisationnel des territoires et des organisations par 100 leaders productifs de la région. 80 % des familles paysannes du projet ont vu leur revenu se stabiliser à 3 000 USD par an (par manzana). 3 centres de collecte, 3 marchés paysans et 2 chocolatiers créés.</p>	<p>https://open.unido.org/projects/NI/projects/102180</p>
<p>Centre de ressources CAF établi et opérationnel. Mise en œuvre du CAF dans huit régions. Réalisation d'une étude d'impact.</p>	<p>https://open.unido.org/projects/CV/projects/170071</p>
<p>Mise en place d'un nouveau système de gouvernance pour les centres de formation. Renforcement des capacités de plus de 2 000 acteurs gouvernementaux clés et équipes pédagogiques. Formation professionnelle de plus de 7 500 jeunes et ex-combattants dans des domaines variés. Réhabilitation physique et achat de nouveaux équipements pour 11 centres techniques professionnels. Mise en œuvre d'un plan de communication du ministère pour sensibiliser à l'EFTP.</p>	<p>https://open.unido.org/projects/CI/projects/100042</p>
<p>Création d'usines pilotes de transformation du sucre à petite échelle. Création de pépinières en collaboration avec le Centre Malgache de la canne et du sucre. Renforcement des capacités par des formations et des services de conseil aux agriculteurs, aux opérateurs privés et aux institutions nationales engagés dans le secteur de la canne à sucre. Diffusion du modèle d'entreprise de transformation du sucre aux opérateurs privés et aux autres participants du secteur.</p>	<p>https://open.unido.org/projects/MG/projects/120588</p>
<p>Augmentation des exportations et des ventes de 900 000 euros. Participation à plus de 40 foires commerciales internationales. 50% des 390 entreprises participant au projet ont amélioré leurs performances. Plus de 650 emplois directs créés par les bénéficiaires du projet. 320 nouvelles lignes de produits développées. Création de 7 hubs créatifs. 60 institutions locales soutenues pour assurer la durabilité.</p>	<p>https://open.unido.org/projects/C6/projects/130034</p>

Création d'une prospérité partagée



Nom	Région	Durée	Budget EU	Budget total	Partenaires
Assistance technique de l'ONUDI et du PNUD ENPARD	Arménie	2015-2018	2 400 000 €	3 400 000 €	ADA, PNUD
Amélioration de la compétitivité des PME locales au Monténégro par le développement de clusters	Monténégro	2014-2016	500 000 €	525 000 €	PDNU
Endiguement de la migration irrégulière dans le nord et le centre de l'Éthiopie	Éthiopie	2016-2020	1 639 163 €	1 639 163 €	Ambassade italienne à Addis Abeba
Soutien à la création d'emplois en Mongolie (SECiM) Composante 2 : Pilotage d'un travail de qualité du secteur privé dans certaines chaînes de valeur de l'élevage et des légumes	Mongolie	2018-2020	1 569 305 €	1 569 305 €	
Amélioration de la valeur ajoutée locale et renforcement des chaînes de valeur	Soudan du Sud	2015-2021	3 000 000 €	3 100 000 €	

Progression de la compétitivité économique



Nom	Région	Durée	Budget EU	Budget total	Partenaires
Amélioration de la compétitivité des entreprises ivoiriennes dans les secteurs d'exportation non traditionnels	Côte d'Ivoire	2010-2015	4 969 000 €	4 969 000 €	CCI
Prévention et contrôle de la contamination du café et du cacao par l'Ochratoxine A (OTA) en Côte d'Ivoire	Côte d'Ivoire	2007-2010	1 920 857 €	1 920 857 €	UCA
Restructuration du dispositif de classification de la fibre de coton	Côte d'Ivoire	2009-2010	990 920 €	990 920 €	
Appui à l'environnement des affaires et facilitation du commerce (BESTF)	Mozambique	2009-2011	5 494 374 €	6 394 376 €	



Accomplissements	En savoir plus
<p>53 coopératives enregistrées au registre de l'État (50 % dirigées par des femmes ; 30 % employant des jeunes). Membres de 57 coopératives formés à la planification d'entreprise. 14 coopératives à valeur ajoutée enregistrées. Tous les groupes de producteurs à valeur ajoutée ont lancé des produits, qui sont maintenant tous établis sur le marché local. 100 % des produits de la coopérative sont conformes aux normes de qualité alimentaire nouvelles et améliorées.</p>	<p>https://open.unido.org/projects/AM/projects/120603</p>
<p>Quatre clusters sont opérationnels dans différentes chaînes de valeur et des liens avec le marché ont été créés. Les clusters ont développé des liens avec le marché pour la compétitivité et ont bénéficié d'une efficacité collective grâce à la formulation, la mise en œuvre et le suivi de plans d'action communs. Les acteurs gouvernementaux nationaux et régionaux ont été formés et habilités à mettre en œuvre les plans d'action liés aux clusters. Le plan d'action de la stratégie nationale des clusters est activé</p>	<p>https://open.unido.org/projects/ME/projects/130269</p>
	<p>https://open.unido.org/projects/ET/projects/160089</p>
	<p>https://open.unido.org/projects/MN/projects/140197</p>
	<p>https://open.unido.org/projects/SS/projects/140320</p>



Accomplissements	En savoir plus
<p>54 activités de formation réalisées pour 1 764 participants issus de 263 entreprises industrielles. 7 consortiums d'exportation formellement établis et 25 entreprises industrielles restructurées. 246 normes approuvées et publiées au journal officiel. 4 laboratoires ont été soutenus dans la mise en place de systèmes de gestion de la qualité et 2 laboratoires ont été renforcés par la fourniture d'équipements. Un programme national de restructuration et de mise à niveau a été validé.</p>	<p>DTA@unido.org</p>
	<p>DTA@unido.org</p>
<p>Restauration de la salle de classement de Bouaké selon les normes internationales. Classification institutionnelle formalisée. Salle de classement fonctionnalisée. Législation des outils de classement selon les normes internationales</p>	<p>DTA@unido.org</p>
<p>Renforcement des capacités institutionnelles de l'Institut national de la normalisation et de la qualité (INNOQ), de l'Institut national de la promotion des exportations (IPEX) et des autorités douanières (AT). Obtention de 5 accréditations reconnues au niveau international. Les services disponibles en matière de normes, de métrologie et de certification ont été considérablement améliorés. Les normes nationales sont passées de 100 à 350. Élaboration d'une stratégie nationale d'exportation. Création d'un centre d'information sur l'emballage. Aide aux entreprises mozambicaines pour obtenir la certification ISO 9001.</p>	<p>DTA@unido.org</p>

Progression de la compétitivité économique



Nom	Région	Durée	Budget EU	Budget total	Partenaires
Programme d'appui à la qualité du Bangladesh (BQSP) et Programme d'amélioration du travail et des normes (BEST)	Bangladesh	Phase I (BQSP) 2006-2010 Phase 2 (BEST) 2010-2014	Phase I 7 756 790 € Phase II 12 285 000 €	Phase I 8 556 790 € Phase II 25 464 000 €	
Programme d'assistance CE-Népal à l'OMC	Népal	2008-2011	1 615 000 €	2 197 000 €	UNESCAP, NBSM, DFTQC, OMC
Renforcement des capacités commerciales en Thaïlande par le renforcement des capacités des laboratoires d'essais pour les exportations alimentaires et agricoles	Thaïlande	2008-2010	175 590 €	302 980 €	
FUTUREFOOD6 : des aliments sains et sûrs pour l'avenir – un projet de prospective technologique	Bulgarie, Croatie, République Tchèque, Hongrie, Roumanie, Slovaquie	2007-2008	724 930 €	724 930 €	OPTI, WIIW, IEHAS, TC AS, CR, BIC Group, NWMC, UEFISCSU, ARC Fund
Développement de méthodologies de statistiques sur les TIC pour la Fédération de Russie	Russie	2006-2007	390 020 €	415 000 €	HSE
Soutien à la mise en œuvre de la politique de qualité de la CEDEAO	Bénin, Burkina Faso, Cap Vert, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Côte d'Ivoire, Liberia, Mali, Mauritanie, Niger, Nigéria, Sénégal, Sierra Leone, Togo	Phase I 2001-2005 Phase II 2007-2012 Phase III 2014-2018	Phase I 14 000 000 € Phase II 16 900 000 € Phase III 12 000 000 €	Phase I 14 000 000 € Phase II 16 900 000 € Phase III 12 000 000 €	
Renforcement du développement durable des fournisseurs dans la chaîne de valeur du fromage de chèvre et encouragement des liens commerciaux avec l'industrie du tourisme	Cap Vert	2016-2018	281 000 €	281 000 €	
Business environment support and trade facilitation (BESTF)	Mozambique	2009-2011	€5 494 374	€6 394 376	
Programme de normes et d'accès au marché (SMAP)	Kenya	2014-2016	1 000 000 €	1 000 000 €	KEBS, KEPHIS, DVS



Accomplissements	En savoir plus
<p>Meilleure compréhension, connaissance et pratique des méthodes de gestion et de contrôle de la qualité conformes aux normes internationales.</p> <p>Produits de la pêche acceptés sur les principaux marchés d'exportation sur la base de la certification bangladaise.</p> <p>Amélioration du travail et des normes dans le secteur du textile et de l'habillement.</p>	<p>https://open.unido.org/projects/BD/projects/106000</p>
<p>Amélioration de la sensibilisation aux questions liées à l'accord de l'OMC parmi les fonctionnaires népalais, le secteur des affaires et les OSC.</p> <p>Évaluation participative complète des contraintes auxquelles sont confrontés les exportateurs népalais en ce qui concerne les obstacles techniques au commerce (OTC) et les exigences sanitaires et phytosanitaires (SPS).</p> <p>Amélioration de la capacité de l'industrie d'exportation à se conformer aux normes et aux exigences des certificats dans (1) l'infrastructure d'accréditation et d'évaluation de la conformité et (2) les services de métrologie et de laboratoire d'essai.</p> <p>Création de points d'information OTC et SPS pour la diffusion des normes.</p>	<p>https://open.unido.org/projects/NP/projects/106004</p>
<p>Renforcement des capacités d'analyse des aliments et des techniques d'étalonnage du personnel de laboratoire de l'IFN, notamment par la formation et le renforcement des capacités.</p> <p>Renforcement de la capacité de l'IFN à produire des matériaux de référence et à évaluer l'efficacité des laboratoires.</p> <p>Renforcement des capacités de formation des laboratoires de l'IFN.</p> <p>Intensification de l'intégration économique régionale entre la Thaïlande et ses pays voisins.</p>	<p>https://open.unido.org/projects/TH/projects/90079</p>
<p>Disponibilité accrue de produits alimentaires de haute qualité, spécifiques à la région et traditionnels.</p> <p>Les plans de développement nationaux accordent une priorité élevée à la recherche sur l'alimentation en combinaison avec une coopération intensive le long des chaînes alimentaires, en accordant une attention particulière aux aliments fonctionnels.</p> <p>Forte intensité de connaissances dans le secteur agroalimentaire.</p> <p>Réalisation de 30 entretiens oraux par pays ; plus de 400 questionnaires complétés.</p>	<p>DTA@unido.org</p>
<p>Adoption de normes internationales pour les statistiques sur les TIC.</p> <p>Développement d'une méthodologie pour les enquêtes statistiques sur les TIC.</p> <p>Mise au point d'une méthodologie pour l'évaluation statistique de la formation des professionnels des TIC.</p>	<p>DTI@unido.org</p>
<p>Neuf gouvernements ont mis à jour leur politique nationale de qualité (PNQ).</p> <p>Les pays de la CEDEAO ont adopté une politique régionale de qualité (ECOQUAL).</p> <p>Un système régional d'accréditation (ECORAS) a été mis en place dans 16 pays.</p> <p>20 laboratoires accrédités, beaucoup d'autres sensibilisés à l'accréditation.</p> <p>Plus de 5 000 employés d'institutions publiques/privées formés et opérationnels dans divers domaines de la qualité.</p>	<p>https://open.unido.org/projects/M2/projects/140203</p>
<p>Cartographie de la chaîne de valeur et des parties prenantes réalisée.</p> <p>2 clusters ont été créés et ont reçu une assistance technique.</p> <p>Des liens commerciaux ont été créés entre les deux clusters et le secteur du tourisme.</p> <p>Préparation de plans pour la reproduction et le renforcement du projet.</p> <p>Diffusion des résultats aux parties prenantes.</p>	<p>https://open.unido.org/projects/CV/projects/160097</p>
<p>Institutional capacities of the National Institute of Standardization and Quality (INNOQ), National Institute for Export Promotion (IPEX) and Custom Authorities (AT) strengthened</p> <p>5 internationally recognized accreditations achieved</p> <p>Available services in standards, metrology and certification enhanced significantly</p> <p>National standards increased from 100 to 350</p> <p>National Export Strategy developed</p> <p>Packaging Information Centre established</p> <p>Mozambican companies assisted towards achieving ISO 9001 certification</p>	<p>DTA@unido.org</p>
<p>7 ateliers de sensibilisation sur les questions d'accès au marché en matière de SPS et d'OTC, de sécurité alimentaire et de SMQ, ainsi que sur les normes privées.</p> <p>9 formations sur le contrôle des résidus et les bonnes pratiques agricoles pour les fruits et légumes frais, la viande et les produits laitiers, ainsi que sur les bons systèmes de production et le contrôle des résidus pour l'aquaculture.</p> <p>Facilitation du dialogue public-privé sur l'élaboration de normes et l'évaluation de la conformité privée.</p>	<p>https://open.unido.org/projects/KE/projects/130016</p>

Progression de la compétitivité économique



Nom	Région	Durée	Budget EU	Budget total	Partenaires
Développement d'une infrastructure robuste de normalisation, d'assurance qualité, d'accréditation et de métrologie (SQAM)	Malawi	2012-2018	3 063 420,57 € (pour la mise en œuvre ONUDI)	12 710 911 \$	PDNU
COMPETIR com Qualidade (Rivaliser avec la qualité)	Mozambique	2012-2016	4 850 000 €	5 377 000 €	
Le projet d'infrastructure nationale de la qualité (NQIP)	Nigeria	2013-2017	12 000 000 €	12 080 000 €	
Assistance technique liée au commerce (ATLC I et II)	Pakistan	Phase I 2004-2009 Phase II 2010-2016	Phase I 2 300 000 € Phase II 11 395 000 €	Phase I 3 400 000 € Phase II 12 045 000 €	ITC, WIPO
Compétitivité et renforcement des capacités d'exportation pour l'intégration régionale et le soutien aux infrastructures de qualité : renforcement du Bureau haïtien des normes	Haiti	Phase I 2008-2009 Phase II 2012-2015	Phase I 440 000 € Phase II 1 000 000 €	Phase I 440 000 € Phase II 1 000 000 €	
Réseau européen du Pacifique pour la science, la technologie et l'innovation (PACENET+)	Pacifique	2013-2016	2 999 718 € (236 898 € via l'ONUDI)	2 999 718 €	IRD, ACU, ANU, CNRT, CTA, ILM, LCR, MPL, NUS, SPC, SPI, UPNG, USP, VKP, ZMT, LISODE
Programme d'appui à l'intégration commerciale et économique (PACIE) : – Programme d'infrastructure qualité pour l'Afrique centrale (PIQAC) – Programme de restructuration et de mise à niveau pour l'Afrique centrale (PRMN)	Cameroun, République centrafricaine, Tchad, République du Congo, RDC, Gabon, Sao Tomé-et-Principe	2014-2018	12 120 020 €	12 120 020 €	
Programme pilote de mise à niveau, de normalisation et de qualité industrielle (PPAMNQ) - Programme d'appui à l'amélioration de la compétitivité de l'économie camerounaise (PACOM)	Cameroun	Phase I 2008-2012 Phase 2 2013-2018	Phase I 3 538 000 € Phase II 10 000 000 € (2 200 000 € via l'ONUDI)	Phase I 7 235 946 € Phase II 10 000 000 €	



Accomplissements	En savoir plus
<p>Accréditation internationalement reconnue des principaux laboratoires d'essai. Renforcement de l'INQ par l'élaboration de la politique nationale de qualité et de la stratégie nationale de qualité, ainsi que du plan stratégique du MBS pour 2017-2022. Amélioration des compétences techniques et des installations du MBS. Renforcement des capacités d'essai et de métrologie du MBS par des formations spécialisées. Renforcement du MBS en tant que point d'information national pour répondre aux exigences des accords OTC et SPS de l'OMC. Assistance technique aux PME pour l'obtention des certifications ISO 9001 et 22000.</p>	<p>https://open.unido.org/projects/MW/projects/106075</p>
<p>Amélioration du dialogue et de la politique concernant le système national de qualité. Renforcement de la capacité et de la durabilité de la stratégie et des opérations commerciales de l'INNOQ grâce à l'accréditation. Reconnaissance du système mozambicain d'évaluation de la conformité. Soutien technique aux laboratoires d'essai pour l'évaluation de la qualité. Les installations pilotes d'incubation d'entreprises de l'IPEME ont soutenu efficacement les entreprises. Formation et conseils sur les compétences industrielles dispensés dans le cadre d'un partenariat entre l'IPEME et les associations d'entreprises.</p>	<p>https://open.unido.org/projects/MZ/projects/100082</p>
<p>Assistance à la promulgation d'une politique nationale de qualité (NQP). Création d'un organisme national d'accréditation (NAB) compatible avec le système ouest-africain d'évaluation de la conformité. Développement d'un Institut National de Métrologie (INM) pour assurer l'étalonnage aux normes internationales. Participation élargie du secteur privé à l'INQ par la création d'organismes d'évaluation de la conformité (OEC). Utilisation étendue des services de l'INQ grâce à des activités de sensibilisation et à un personnel bien formé à l'INQ.</p>	<p>https://open.unido.org/projects/NG/projects/130220</p>
<p>18 maîtres formateurs formés et 13 dialogues public-privé menés. 6 laboratoires d'étalonnage, 42 laboratoires d'essais et 2 laboratoires d'essais d'aptitude ont obtenu une accréditation internationale. La productivité a augmenté de 30 % à 120 % et la qualité s'est améliorée de 53 % à 68 % dans des entreprises pilotes sélectionnées dans les secteurs des ventilateurs et des équipements de protection. Amélioration de l'infrastructure de qualité et des services d'évaluation de la conformité, ce qui a entraîné une augmentation de 30 à 40 % des ventes sur les marchés européens. Création d'une autorité nationale de réglementation de la sécurité alimentaire et de la santé animale et végétale</p>	<p>https://open.unido.org/projects/PK/projects/106005</p>
<p>Mise en place des bases de l'infrastructure de qualité pour promouvoir les exportations et améliorer l'information des opérateurs sur les normes. Mise à niveau des compétences techniques des entreprises pour répondre aux normes internationales en matière d'exigences de qualité. Définition d'une politique nationale de la qualité et adoption d'un plan directeur de l'infrastructure de la qualité. Reconnaissance du Bureau haïtien de normalisation (BHN) et de l'Association haïtienne de gestion de la qualité (AHMAQ) comme acteurs clés de la promotion de la qualité.</p>	<p>https://open.unido.org/projects/HT/projects/130084 https://open.unido.org/projects/HT/projects/120577</p>
<p>Coopération bi-régionale renforcée sur : 1) la santé, l'évolution démographique et le bien-être 2) la sécurité alimentaire, l'agriculture durable, la recherche marine et maritime et la bioéconomie 3) l'action climatique, l'environnement, l'efficacité des ressources et les matières premières. Soutien du dialogue politique sur les partenariats de coopération en matière de recherche entre le Pacifique et l'UE et contribution aux agendas stratégiques communs en matière de ST&I. Amélioration du niveau de coopération tout au long de la chaîne de la recherche à l'innovation. Participation accrue des régions concernées à Horizon 2020.</p>	<p>https://open.unido.org/projects/M3/projects/130156</p>
	<p>DTI@unido.org</p>
	<p>https://open.unido.org/projects/CM/projects/120522</p>

Préservation de l'environnement



Nom	Région	Durée	Budget EU	Budget total	Partenaires
Réseau sur la gouvernance, la science et la technologie pour la gestion durable des ressources en eau en Méditerranée (NOSTRUM-DSS)	Italie, Portugal, Liban, Égypte, Tunisie, Grèce, France, Turquie, Chypre, Roumanie, Espagne, Algérie, Croatie	2004-2008	1 010 000 € (± 13 000 € via l'ONUDI)	1 010 000 €	
Identification et évaluation globale des sites pollués et réduction de l'impact de la pollution toxique sur l'environnement et la santé des communautés vulnérables	Mondial	Phase I 2009-2010 Phase II 2012-2015	Phase I 580 000 € Phase II 5 000 000 €	Phase I 733 600 € Phase II 6 234 871 €	Pure Earth (anciennement Blacksmith Institute)
Création du Centre libanais de production plus propre (LIFE)	Liban	2002-2008	172 260 €	172 260 €	LMoE, IRI
Réduction des menaces environnementales et augmentation de l'exportabilité des produits en cuir du Bangladesh	Bangladesh	2009-2012	1 863 901 €	2 071 001 €	Sequa, Bfz, DCCI, BFLLEA, BTA
Amélioration des capacités techniques et du personnel des laboratoires d'analyse chimique thaïlandais visés	Thaïlande	2008-2010	198 560 €	1 615 160 €	
Bassin de la rivière Sava : Utilisation durable, gestion et protection des ressources (SARIB)	Slovénie, Croatie, Bosnie-et-Herzégovine, Serbie	2004-2007	1 200 000 € (107 000 € via l'ONUDI)	1 981 125 €	JSI, IMP, HEIS, ICS, NIVA, IRB, FABL, ULFGG, BOKU Wien, UNZIG, IMOS GEATEH
Assainissement de l'usine chimique de Horlivka	Ukraine	2012-2014	200 000 €	400 000 €	Pure Earth (anciennement Blacksmith Institute)
Centre et réseau des technologies climatiques (CTCN)	Mondial	2014-2018	7 000 000 €	16 700 000 €	PNUE, UNFCCC
Changement climatique, énergie propre et eau urbaine en Afrique Promotion d'un déploiement basé sur le marché de solutions technologiques d'énergie propre dans les réseaux d'eau municipaux : initiative pilote en Afrique du Sud	Afrique du Sud	2015-2018	1 448 598 €	1 610 000 €	REEEP



Accomplissements	En savoir plus
<p>Amélioration de la communication entre la science et la politique. Amélioration de la coopération entre les institutions méditerranéennes. Planification participative de la gestion des ressources en eau et facilitation des échanges multilatéraux d'expertise et d'expériences en matière de gestion de l'eau dans toute la région méditerranéenne. Création d'outils DSS mieux ciblés sur les besoins réels et d'une plus grande utilité pour la prise de décision.</p>	EAE@unido.org
<p>Plus de 3 000 sites pollués identifiés dans le monde. 7 projets pilotes menés en Argentine, en Arménie, en Azerbaïdjan, au Ghana, en Indonésie, au Pérou et en Uruguay, touchant environ 149 000 personnes. L'Alliance mondiale pour la santé et la pollution (GAHP), une initiative mondiale, a été créée pour sensibiliser à l'ampleur de la question, sur la base des données du projet.</p>	https://open.unido.org/projects/Mo/projects/150416
<p>Les sept principaux secteurs industriels soutenus par le Centre libanais de production plus propre : Agroalimentaire et conserverie, produits laitiers, papier et carton, production et recyclage de plastique, et textiles. Une institution nationale pour la prestation de services RECP a été créée pour mettre en œuvre des projets de coopération technique, notamment le projet SWITCH MED sur la CPD. Les options REP mises en œuvre dans chacun de ces projets ont permis de réaliser des économies annuelles totales de plus d'un million de dollars.</p>	EAE@unido.org
<p>Impact sur l'environnement. Réduction de la demande chimique et biologique en oxygène (DBO/DCO) de 30 %. Réduction de 30 à 50 % de la consommation d'eau et de 60 % de la teneur en chrome des eaux usées. Impact social. Réduction du nombre d'accidents de 15 %, formation de plus de 2 000 bénéficiaires, participation de 15 entreprises pilotes et engagement de plus de 50 entreprises à utiliser les résultats du projet.</p>	AGR@unido.org
<p>Amélioration des capacités d'analyse des aliments et de la technique d'étalonnage du personnel de laboratoire de l'Institut national de l'alimentation (NFI), notamment par la formation. Renforcement de la capacité de l'IFN à produire des matériaux de référence et à effectuer des évaluations de l'efficacité des laboratoires. Renforcement de la capacité de formation des laboratoires de l'IFN.</p>	EAE@unido.org
<p>Collecte et évaluation des informations sur les sources, les flux et les niveaux de concentration des polluants dans le SRB et sur les aspects socio-économiques de la contamination. Développement de méthodes et d'outils pour la réduction des charges critiques, et soutien des plans stratégiques nationaux dans le SRB pour la surveillance, le contrôle et l'atténuation de la pollution. Mise en place d'un système de gestion environnementale stratégique pour la planification de l'utilisation des ressources en eau et la prévention et le contrôle de la pollution.</p>	EAE@unido.org
<p>Plus de 48 tonnes de déchets toxiques mixtes extraits et stockés.</p>	https://open.unido.org/projects/UA/projects/100025
<p>Plus de 170 solutions fournies dans plus de 90 pays. Un réseau mondial de plus de 500 membres a fourni des services technologiques sur mesure. Intégration de la dimension de genre dans les cours de formation. Actuellement, la plus grande source en ligne d'informations sur les technologies climatiques au monde. 85 millions de personnes devraient bénéficier de l'assistance technique du RCTC. Plus de 10 millions de tonnes de CO₂eq devraient être réduites par an. 670 millions de dollars US de financement anticipé pour la mise en œuvre des technologies.</p>	https://open.unido.org/projects/Mo/projects/120071
<p>Élaboration d'un rapport initial et démonstration de la faisabilité technique et de la viabilité commerciale de l'énergie propre dans les réseaux d'aqueducs. Partenariat entre les secteurs public et privé établi pour la mise à l'échelle des solutions technologiques démontrées dans les réseaux d'eau. Identification, présentation et diffusion des leçons apprises et des recommandations politiques sur les technologies de traitement des eaux, promotion de la reproduction des projets. Suivi et évaluation réalisés.</p>	https://open.unido.org/projects/ZA/projects/140341

Préservation de l'environnement



Nom	Région	Durée	Budget EU	Budget total	Partenaires
Programme UE-Chine pour un environnement durable – Mécanisme de soutien politique et de mise en réseau	Chine	2014-2017	900 000 € (108 493 € via l'ONUDI)	1 136 000 €	FECO, MEP, GIZ, SIWI
Symbiose industrielle dans la nouvelle zone de Tianjin Binhai	Chine	2016-2018	1 478 652 €	1 848 316 €	NISP, SWITCH Asia, TEDA, TMEC, TJFTZ
Écologisation des économies dans les pays voisins de l'Est (EaP GREEN)	Arménie, Azerbaïdjan, Belarus, Géorgie, République de Moldavie, Ukraine	2013-2016	10 000 000 € (1 980 000 € via l'ONUDI)	12 500 000 €	Slovénie, OECD, UNECE, PNUE



Accomplissements	En savoir plus
<p>Mise en place d'équipes d'experts et coordination efficace par le biais de réunions de mise en réseau et d'événements d'apprentissage croisé.</p> <p>Fourniture d'un soutien politique par le biais d'une série d'ateliers et de conférences politiques au niveau national, renforcement des capacités par le biais d'équipes d'experts et promotion des résultats via les plateformes politiques existantes.</p> <p>Diffusion des résultats auprès d'une communauté plus large, notamment par le biais de plateformes en ligne, de rapports politiques phares et d'un rapport de synthèse sur la durabilité environnementale.</p>	<p>https://open.unido.org/projects/CN/projects/120574</p>
<p>Réduction des coûts : 9 500 000 euros.</p> <p>Augmentation des revenus : 14 600 000 euros.</p> <p>Réduction des émissions de CO₂ : 167 000 tonnes.</p> <p>Détournement de la mise en décharge : 1 430 000 tonnes.</p> <p>Amélioration des possibilités d'emploi.</p> <p>Engagement de 955 PME membres.</p> <p>101 PME ont bénéficié d'un audit approfondi.</p> <p>300 PME ont demandé une formation ISO 14001 et 41 ont obtenu la certification.</p> <p>Création de l'alliance d'innovation technologique Tianjin Industrial Symbiosis.</p>	<p>EAE@unido.org</p>
<p>Création et renforcement d'un mécanisme national approprié pour la fourniture de services RECP à valeur ajoutée aux entreprises.</p> <p>Mise en œuvre de concepts, de méthodes, de pratiques et de techniques RECP et suivi de leur environnement, de l'utilisation des ressources et des avantages économiques.</p> <p>Identification et promotion de technologies RECP appropriées et abordables pour les secteurs industriels cibles en vue de leur transfert et de leur déploiement à grande échelle.</p>	<p>https://open.unido.org/projects/M1/projects/120143</p>

Acronymes des partenaires de mise en œuvre

- **BAD** : Banque africaine de développement
- **BEI** : Banque européenne d'investissement
- **CEDEAO** : Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
- **CEE-ONU** : Commission économique des Nations unies pour l'Europe
- **CNUCED** : Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement
- **COLEACP** : Comité de liaison Europe-Afrique-Caraïbes-Pacifique
- **ECOWAQ** : Agence pour la qualité de la CEDEAO
- **EIF-CIR** : Cadre intégré amélioré
- **FAO** : Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture
- **FECOPROD** : Fédération des coopératives de production du Paraguay
- **FEPAF-BG** : Fédération des planteurs de fruits de Basse-Guinée
- **FIDA** : Fonds international pour le développement agricole
- **FPC** : Consortium des produits frais
- **FPEAK** : Exportateurs de produits frais du Kenya
- **FSMMIPA** : Autorité fédérale de promotion des petites et moyennes industries manufacturières
- **FSQA** : Autorité de sécurité et de qualité des aliments
- **GBM** : Groupe de la Banque mondiale
- **GiZ** : Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (Agence allemande de coopération internationale)
- **IGNM** : Institut Guinéen de Normalisation et de Métrologie
- **ITC** : Centre du commerce international
- **KEBS** : Bureau des normes du Kenya
- **KEPHIS** : Services phytosanitaires du Kenya
- **LIDI** : Institut de développement de l'industrie du cuir
- **MinDA** : Autorité de développement de Mindanao
- **MoTIE** : Intégration régionale et emploi
- **MSU-TCTO** : Université d'État de Mindanao - Collège de technologie et d'océanographie de Tawi-Tawi
- **OCDE** : Organisation de coopération et de développement économiques
- **OEACP** : Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique.
- **OIM** : Organisation internationale pour les migrations
- **OIT** : Organisation internationale du travail
- **OMS** : Organisation mondiale de la santé
- **PNUD** : Programme des Nations unies pour le développement
- **PNUE** : Programme des Nations unies pour l'environnement
- **SCP/RAC** : Centre d'activités régionales pour la consommation et la production durables du PNUE-PAM
- **SIDA** : Agence suédoise de coopération internationale pour le développement
- **TAWELCO** : Coopérative électrique de Tawi-Tawi
- **TGSB** : Bureau des normes de la Gambie
- **UE** : Union européenne
- **UEMOA** : Union Économique et Monétaire Ouest Africaine
- **UGPAM** : Union des Groupements Agricoles de Maférynyah
- **UIP** : Union industrielle du Paraguay
- **UNHCR** : Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés
- **UNITAR** : Institut des Nations unies pour la formation et la recherche



REMERCIEMENTS

L'ONUDI et l'Union européenne : Etat du partenariat international 2021 a été préparé sous la direction de Patrick J. Gilabert, chef du bureau de l'ONUDI à Bruxelles, représentant auprès de l'Union européenne et de l'Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (OEACP).

Flora Demaegdts a coordonné le travail en interne et a joué un rôle déterminant dans la réussite du rapport, soutenue par une équipe talentueuse comprenant Lisa-Maria Nossek, Mengmeng Luo et Swan Remaud.

Le rapport a bénéficié des commentaires constructifs des autres membres du bureau de l'ONUDI à Bruxelles, et d'un processus de consultation avec le siège de l'ONUDI à Vienne et les bureaux extérieurs.

La préparation de ce rapport a été rendue possible grâce à l'expertise, aux ressources et aux informations fournies par Jean Paul Landrichter, Florian Iwinjak, et les chefs de projet de l'ONUDI et leurs équipes, en particulier : Bernard Bau, Ali Badarneh, Katarina Barunica Spoljaric, Aurelia Calabro, Tatiana Chernyavskaya, Bashir Conde, Juan Pablo Davila Sanchez, Juan Pablo Diaz Castillo, Ulvinur Muge Dolun, Mark Draeck, Gabriela Eigenmann, Rafik Feki, Rana Ghoneim, Carolina Gonzalez Mueller, Ozunimi Lilian Iti, Stefan Kratzsch, Yvonne Lokko, Marco Matteini, Stavros Papastavrou, Fabio Russo, Riccardo Savigliano, Bettina Schreck, Jerome Stucki, Nilgüen Fatma Tas et Shetty Thombathu.

Des contributions constructives et des avant-propos ont été reçus des directeurs et collègues de l'ONUDI de la Direction des relations extérieures et de la recherche sur les politiques, de la Direction des programmes, des partenariats et de la coordination sur le terrain, de la Direction de la numérisation, de la technologie et de l'agro-industrie, de la Direction de l'environnement et de l'énergie.

Des remerciements particuliers sont également adressés aux partenaires de l'UE à Bruxelles et dans les délégations nationales, ainsi qu'aux bénéficiaires qui ont partagé leurs points de vue et leurs histoires afin que ce rapport puisse souligner au mieux les impacts positifs sur le terrain.

La mise en page et la conception du rapport ont été réalisées par Global Concept Consulting, agence de communication à service complet à Bruxelles, sous la supervision de Loredana Ghinea, directrice.

Cette publication a été réalisée avec le soutien financier de l'Union européenne. Son contenu relève de la seule responsabilité de l'ONUDI et ne reflète pas nécessairement les vues de l'Union européenne.

Imprimé en Belgique sur du papier certifié FSC.
Mars 2022



Bureau de l'ONUDI à Bruxelles
UN House
Boulevard du Régent 37-40, 1000 Bruxelles



(+32) 2 511 16 90



www.unido.org



office.brussels@unido.org



ORGANISATION DES NATIONS UNIES
POUR LE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL



Cofinancé par
l'Union européenne